



Master

2022

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

Crise climatique et désir d'enfant : une étude exploratoire

Giezendanner, Théo Pierre Alexis

How to cite

GIEZENDANNER, Théo Pierre Alexis. Crise climatique et désir d'enfant : une étude exploratoire. Master, 2022.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:161461>

Crise climatique et désir d'enfant : une étude exploratoire

Théo Giezendanner, semestre de printemps 2022.

Mémoire présenté en vue de l'obtention d'un master en socioéconomie.

Sous la direction de la Prof. Clémentine Rossier.

Résumé :

En Suisse, depuis plusieurs décennies, les parcours de vies se sont diversifiés, et les personnes restant sans enfant, si elles ne sont pas en augmentation, sont de mieux en mieux acceptées socialement. Ce mémoire interroge le lien entre un phénomène nouveau, la crise climatique, et le non-désir d'enfant. La crise climatique contribue-t-elle à façonner le désir d'une vie sans enfant et si oui, comment ? Au travers d'une recherche qualitative et de douze entretiens semi-directifs, nous explicitons le lien entre crise climatique et non-désir d'enfant. Nos résultats principaux montrent que la crise climatique renforce les incertitudes sur l'avenir. Ces incertitudes sur les conditions de vies du futur semblent à nos répondants incompatibles avec la parentalité. Une certaine vision de l'impact environnemental de la taille de la population est par ailleurs partagée par nos interrogés. Ils n'ont pas envie d'un futur enfant qui va, par son mode de vie, participer à l'aggravation de la crise climatique. Mais les répondent évoquent aussi d'autres raisons pour leur non-désir d'enfant, telle que l'envie de se construire en dehors de la norme familiale, de s'épanouir autrement. Ce mémoire montre que le désir d'une vie sans enfant est un choix complexe aux influences multiples, où la crise climatique joue un rôle.

Mots clés : socioéconomie - démographie - parcours de vie - désir d'enfant – crise climatique – méthode qualitative

Table des matières

Liste d'acronymes	3
Remerciements.....	4
Introduction.....	5
La crise climatique en 2022 : savoirs et actions	6
Partie 1 : Population et environnement.....	9
1.1 La vision malthusienne de la population.	9
1.2 La vision marxiste de la population.	10
1.3 Les thèses néo-malthusiennes actuelles.	11
1.5 Oppositions actuelles au néo-Malthusianisme : changer les systèmes socio-économiques.	13
1.6 Non-désir d'enfant et crise climatique : une population à nouveau incriminée ?.....	18
1.6.1 Articles de presse récents sur le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques .	18
1.6.2 Littérature scientifique sur le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques	19
Partie 2. Littérature démographique sur le désir d'enfant.....	24
2.1 Sociétés pré-transitionnelles européennes	24
2.2 Première transition démographique et sociétés industrielles : effet à court et long terme sur la fécondité.....	25
2.3 La deuxième transition démographique.....	27
2.4 Diversification des parcours familiaux : la vie sans enfants.....	30
3. Cadre théorique.....	34
4. Question de recherche et méthode.	37
5. Analyse des entretiens qualitatifs.....	40
5.1 Intention de fécondité et crise climatique : l'existence d'une relation	40
5.2 Expérience et affect écologique	41
5.3 Ne pas avoir d'enfant car la crise climatique rend l'avenir incertain	44
5.4 Incertitude : manque de ressources et rapport Nord-Sud.....	47
5.5 Ne pas avoir d'enfant pour préserver l'environnement	50
5.5.1 Une naissance supplémentaire incompatible avec la crise climatique : surconsommation, surpopulation et éducation.....	51
5.5.2 Dépasser le lien entre population et crise climatique : un choix aux motivations multiples.....	57
5.6 Discussion intermédiaire.....	62
5.7 Vivre une vie sans enfant : un choix aux dimensions multiples	63
5.8 Discussion intermédiaire.....	76
6. Discussion des résultats et conclusion	78

7. Bibliographie.....	85
8. Annexe	90

Liste d'acronymes

GINK	Green Inclination No Kid
GIEC / IPCC	Groupement intergouvernemental d'expert sur le climat / Intergovernmental Panel on Climate Change
SenVol	Sans enfants volontaire
STIRPAT	Stochastic Impacts by Regression on Population, Affluence and Technology
IPAT	Impact of Population by Affluence and Technology
XR	Extinction Rebellion

Remerciements

Je remercie sincèrement les personnes qui ont acceptées de témoigner lors des entretiens, merci d'avoir partagé vos expériences, histoires et questionnements avec moi. Sans votre parole, ce travail ne pourrait pas exister. Je vous remercie encore pour votre confiance et votre temps.

J'aimerais aussi grandement remercier Clémentine Rossier pour son travail de direction. Merci pour votre temps, vos corrections et vos précieux conseils permettant la création de ce mémoire.

Je souhaite aussi remercier ma famille et mes proches qui m'ont soutenu et accompagné pendant ce mémoire et pendant mes études. Merci infiniment à mon père, Ludovic, pour sa présence et son écoute au long de ses années. Merci à ma mère pour la lumière qu'elle apporte à ma vie. Merci à ma sœur pour sa complicité. Merci à ma tante Soazick et à mon oncle Jacky pour leur présence sans failles. Merci à mes amis : David, Teo, Bastien, Paul, Tabea, Léa, Alice, d'être mes plus proches compagnons ! Merci aux camarades du master : Bryan, Gaudenz et Nicolas pour toutes ces années d'études et de partage.

Merci à la chaîne du Haut-Jura, d'être un lieu serein.

Ce mémoire n'aurait pu aboutir sans la présence, le soutien et la complicité des personnes citées précédemment.

Introduction

Ce mémoire de master pose la question du désir d'enfant dans le contexte de la crise climatique en Suisse. Plus précisément, il cherche à interroger une pratique encore peu connue : ne pas avoir d'enfants pour des raisons écologiques. La crise climatique est une réalité depuis plusieurs années et notamment pour les générations en âge d'avoir des enfants. Cette réalité remet en question les conditions de vies futures, et logiquement celles de futurs enfants. La crise climatique questionne fortement l'avenir en le rendant plus incertain ; en témoignent la montée récente de publications et d'articles sur l'éco-anxiété (Pikhala, 2020). Cette incertitude climatique semble en mesure de refréner le désir d'enfant, du moins selon certaines études (Helm et al., 2021). Parallèlement, de plus en plus d'articles de presse titrent sur des personnes ne désirant pas avoir d'enfant face à la crise climatique. Ce choix est motivé par une vision particulière de la population, à l'accent néo-malthusien, celle d'une population polluante et au mode de vie inadéquat qui contribue à la crise climatique. Une telle vision peut pousser à l'action : ainsi, ne pas faire d'enfant viserait à réduire l'impact écologique d'une population.

Ce lien entre crise climatique et désir d'enfant interroge et a suscité notre intérêt dans le cadre de ce mémoire en soicoéconomie. Le choix d'une vie sans enfant reste peu étudié dans la population suisse, où la plupart des jeunes adultes continuent à vouloir des enfants (Sauvain-Dugerdil et Millogo, 2021). La crise climatique peut-elle amener un changement quant aux intentions de fécondité, en réduisant, repoussant ces intentions ? Si oui, quelles raisons expliquent de tels choix : l'incertitude de l'avenir, l'envie de ne pas contribuer à la crise climatique en ajoutant un futur enfant qui par son mode de vie va nuire à l'environnement ? De nombreuses questions restent à explorer sur les liens entre crise climatique et non-désir d'enfant. Aucune étude n'a encore posé cette question dans le cas de la Suisse.

Un état de la littérature s'impose dans un premier temps. Nous présenterons le débat sur le rôle de la population dans la crise climatique. Nous verrons que la taille de la population comme seule variable est insuffisante pour expliquer la crise climatique. Ce positionnement réactualise le discours néo-malthusien que nous présenterons. Ce discours est critiquable et peut être dépassé par une attention particulière aux modes de consommations et de productions. Nous verrons ensuite comment les crises peuvent impacter la fécondité à travers différentes périodes historiques. Ces effets sont étroitement liés aux conditions socio-économiques ainsi qu'aux normes en vigueur. Nous présenterons ensuite les publications récentes sur le non-désir

d'enfant face à la crise climatique. Le rôle de la crise climatique comme évènement menaçant les conditions de vie du futur est mises en avant par ces études. La crainte d'une population trop nombreuse et trop polluante est aussi présente. Nous examinerons également la littérature sur l'infécondité, le non-désir d'enfant de manière plus générale.

Dans un deuxième temps, nous présenterons notre méthode et nous mettrons en avant les résultats des entretiens. Ces derniers permettent d'éclairer la complexité du choix d'une vie sans enfants. Nous verrons que la crise climatique est l'un des facteurs de ce choix. La crainte d'un avenir perturbé, dégradé, rend la parentalité incompatible et peu désirable. L'idée d'une population polluante et inadéquate écologiquement est aussi mise en avant par nos interrogés. Mais cette idée est aussi critiquée et refusée au sein de notre échantillon. On verra qu'un ensemble plus large de raisons vient façonner le choix d'une vie sans enfant. L'envie d'une plus grande liberté, de construire un parcours en dehors de la norme familiale est mise en avant. La peur de reproduire des comportements négatifs subies pendant l'enfance se retrouve aussi dans nos témoignages. Une situation de difficulté économique peut aussi expliquer le désir de ne pas avoir d'enfant.

En conclusion, nous reviendrons sur le désir d'une vie sans enfant comme un phénomène à comprendre dans un prisme aux angles multiples. L'un des angles pouvant être la crise climatique en tant qu'évènement vecteur d'incertitude et de questionnement.

La crise climatique en 2022 : savoirs et actions

Ce texte pose la question du désir d'enfant vis-à-vis de la crise climatique. Il semble nécessaire, en introduction, de clarifier ce que nous entendons et savons au sujet de la crise climatique.

Par crise climatique, nous entendons la perturbation du climat et de son fonctionnement par les activités humaines. Cette perturbation menace nos sociétés ainsi que les écosystèmes. Tous les deux étant dépendant de l'environnement pour leur survie. Une réalité qui est incarnée par la montée des eaux, l'augmentation des sécheresses, des phénomènes climatiques extrêmes, induisant des maladies cardio-vasculaires et respiratoires (IPCC, 2021).

Le réchauffement climatique est la principale cause de la crise du climat. Le réchauffement de notre planète est induit par la hausse de la concentration en gaz à effet de serre dans

l'atmosphère. Selon le groupement international d'expert pour le climat (GIEC, 2014) (IPCC, en anglais), le dioxyde de carbone soit le gaz à effet de serre le plus émis (76%) provient en majorité de la consommation et de l'extraction des énergies fossiles. Ainsi, les systèmes productifs et de consommation, dépendant d'énergies fossiles, sont à l'origine de la perturbation du climat. Les gaz à effet de serre, hautement concentrés dans l'atmosphère, font grimper la température globale de la planète. Entre le 19^{ème} siècle et maintenant, la température moyenne a augmenté de 1,1 C° (IPCC, 2021). Ce simple degré est lourd de conséquences. Le réchauffement climatique perturbe l'équilibre de l'environnement et nous rend plus vulnérable.

Si nous poursuivons sur l'apport fondamental du GIEC, notamment les rapports du groupe I (2021) et II (2022) du sixième cycle, un constat clair se dessine : il reste à l'humanité, à son rythme actuel, moins de douze années d'émissions de gaz à effet de serre (GIEC, 2022). Au-delà, l'augmentation des températures moyennes dépassera largement 1,5 C°. Ce seuil de 1,5 C° correspond à un seuil de fort danger pour le vivant. Ce danger se manifestera par une accélération brutale des conséquences du réchauffement climatique : précipitations, chaleurs extrêmes, élévations du niveau de la mer etc ... Le rapport du groupe II, texte le plus récent du GIEC (2022), montre que les prévisions formulées il y a plus de vingt ans se réalisent actuellement. Plus de 3 milliards d'individus vivent à présent dans des régions à très forte vulnérabilités climatiques. De plus, les dernières modélisations montrent des tendances dépassant largement le seuil de 1,5 C°. Ces tendances atteignant plus de 3 C° en 2100, si rien n'est fait pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Le cœur du rapport du groupe II traite de l'adaptation de nos sociétés à la crise climatique. Les tendances décrites par les modélisations montrent que les moyens de lutte à l'œuvre actuellement sont de plus en plus impuissants. A titre d'exemple, planter plus d'arbres en milieu urbain pour réduire la chaleur est au long-terme inefficace face à une montée globale des températures, une des actions pourtant menées à Genève¹. Nos sociétés sont mal adaptées aux enjeux climatiques actuels et futurs. Sans adaptation, nous serons plus vulnérables, exposés à des risques de plus en plus forts. Nous serons aussi probablement plus inégalitaires, fragmentés entre ceux pouvant se protéger et ceux subissant la crise climatique.

¹ <https://www.geneve.ch/fr/actualites/ville-geneve-augmente-plantation-arbres-afin-repondre-urgence-climatique>

Parler d'adaptation revient à pointer l'inaction des gouvernements à formuler une réponse à la crise climatique. Il n'y a pas eu d'action suffisante pour empêcher cette crise. Une action qui passerait notamment par la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre. En dépit de cela, nous devons à présent nous adapter. Mais si l'action de prévention n'a pas eu lieu, que peut-on espérer pour l'adaptation ? Une longue histoire de sommets et de réunions cherchant à mobiliser les pays à agir contre la crise climatique ponctue ces dernières décennies. La plus ancienne date de 1972, c'est la conférence de Stockholm. Cette conférence voit la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la signature d'une déclaration par 26 pays. Cette déclaration vise la réduction de l'usage des énergies fossiles et une transition vers les énergies renouvelables. L'une des réunions les plus récente est la COP21 de Paris en 2015, qui avait pour objectif de limiter le réchauffement à 1,5C° à l'horizon 2100. Malgré un accord-cadre accepté par les pays participants, ce seuil sera certainement franchi. L'absence de barrières effectives aux émissions est à déplorer dans l'accord-cadre. A ce titre, l'année 2020 est pour l'Organisation Mondiale de la Météorologie (OMM, 2021) une année record. Ainsi, l'atmosphère n'a jamais connu une telle concentration de gaz à effet de serre polluant.

Un défi de taille attend donc nos sociétés. A suivre les prédictions scientifiques, il faut de toute urgence des plans d'action climatique. Il s'agit de décarboner nos sociétés en modifiant nos modes de production et de consommation pour ainsi respecter les limites écologiques (Rockström et al. 2009). Un modèle novateur de société doit-être porté, un modèle déconstruisant l'impératif de croissance économique. Il faut en finir avec le productivisme pour tendre à une décroissance économique, politique et sociale (Guibert et Latouche, 2006). Le défi est extrêmement conséquent face à l'absence d'actions publiques mondiales. En plus de soixante ans de textes et mesures, le niveau de concentration en gaz à effet de serre n'a jamais baissé (OMM, 2021). La crise climatique constitue l'enjeu majeur actuel de nos sociétés ; il vient se superposer à l'enjeu de justice sociale préexistant.

Partie 1 : Population et environnement

La relation entre population et dégradation de l'environnement est sujet à débat. Avant de présenter une littérature plus récente, il semble nécessaire de revenir brièvement sur deux auteurs majeurs : Marx et Malthus. A travers leurs héritages théoriques, deux visions antagonistes de la population sont proposées. Ces deux visions structurent encore aujourd'hui la façon de penser l'impact de la population sur l'environnement.

Dans un deuxième temps, nous discuterons de la littérature réactualisant la pensée malthusienne. Dans une perspective critique, nous examinerons la réponse formulée pour invalider ces thèses néo-malthusiennes. Nous constaterons que l'apport des sciences sociales est central pour dépasser une vision malthusienne de la population. Nous concluons que la focale unique sur la population n'est pas nécessaire pour comprendre et agir sur la crise climatique.

1.1 La vision malthusienne de la population.

Pour Malthus (1803), la croissance de la population est une menace. Effectivement, selon Malthus, les capacités de productions des sociétés sont limitées. La production de ressources (des biens agricoles peu transformées) est régie par la théorie des rendements décroissants : il arrive un point où la terre n'est plus assez productive malgré l'apport d'un travailleur supplémentaire. La vision malthusienne est teintée d'un profond pessimisme. Les humains ne peuvent se contrôler. Ils vont, face à des ressources perçues comme illimités, se multiplier sans cesse. Ils se multiplient « comme des souris dans une grange » pour reprendre la citation de Richard Catillon, contemporain et influence de Malthus (CORE, 2014, pp.4). Ce pessimisme est renforcé par une vision apocalyptique de la croissance de la population. Pour Malthus, sans limitation de la fécondité, des catastrophes d'envergure vont arriver – notamment des famines. Ainsi, une famine est, sous la plume de Malthus (1803), le dernier rempart de la nature face à l'inconscience des humains : le « frein positif ». Malthus propose ainsi un discours contre l'action sociale, reprise dans la terrible allégorie du banquet (1803). S'il n'est pas possible pour un homme de subvenir à ses besoins, que ses parents ne peuvent l'aider et que la société n'a pas besoin de son travail, alors, pour Malthus (1803), cet homme est de trop. La violence de cette allégorie réside sur un a priori, celui de considérer l'organisation sociale comme un fait

accompli. Pire, pour protéger l'organisation sociale, l'exclusion de certains membres est nécessaire.

En somme, à la lecture de Malthus, on conçoit la croissance de la population comme une menace pour les ressources et l'organisation sociale. Dans cette perspective, on postule une relation « population-ressource » dans laquelle une augmentation de la population entraîne une diminution des ressources, et pousse au conflit et au désordre social. Une population trop nombreuse qui ne peut pas se nourrir elle-même menace les places existantes au « banquet ».

1.2 La vision marxiste de la population.

Pour Marx et Engels, grands critiques de Malthus (Charbit, 2005), la relation « population-ressource » postulée par ce dernier est fautive. Ils proposent le raisonnement inverse. Au lieu de partir d'un constat démographique pour intégrer par la suite la pensée économique, comme l'a fait Malthus, Marx et Engels postulent que la théorie économique est nécessaire pour comprendre les tendances démographiques. L'organisation économique et politique du capitalisme serait à l'origine des comportements démographiques des classes laborieuses. Marx réfute la dimension biologisante de la pensée malthusienne (Charbit, 2005), avec à l'appui les travaux de Engels (1960) sur les classes laborieuses en Angleterre.

Les individus sont ainsi historicisés, intégrés à des dynamiques socio-économiques qui contraignent leur fécondité. S'il n'était les conditions de l'accumulation capitaliste et l'extorsion de la plus-value, les classes laborieuses auraient un comportement de fécondité bien différent. L'article de Yves Charbit (2005) propose une lecture détaillée de la loi de population marxienne. Il montre que Marx, à l'inverse de Malthus veut le changement social et économique. Marx s'oppose au conservatisme de Malthus qui voit dans la croissance de la population le désordre social. Marx fait ainsi un apport majeur : la population et sa dynamique doit être comprise comme influencée par le système économique. La population n'est pas une menace en soi en raison de comportements inadéquats. La menace est dans un système économique (inégalitaire) qui suscitent ces comportements.

Il est important de noter pour conclure que les prévisions pessimistes de Malthus ne se sont pas réalisées. La modernisation de l'agriculture joua un rôle déterminant en ce sens, une modernisation qui permettra d'éviter le « piège malthusien » (CORE, 2014).

1.3 Les thèses néo-malthusiennes actuelles.

Plus de deux-cents ans après les écrits de Malthus, l'augmentation de la population mondiale au 20^{ème} siècle ainsi que la crise climatique semble profondément réactualiser sa pensée. Malthus mobilise un imaginaire, celui d'une population incontrôlable et destructrice. On retrouve alors l'idée d'un monde fini (Ehrlich, 1968) aux ressources, cette fois-ci environnementales, limitées. Reprenons le fil qui ramène sur le devant de la scène la croissance de la population comme problématique.

Comme le rappelle Jacques Véron (2013), le rôle de la population mondiale et de sa croissance est remis à l'ordre du jour à la sortie de la 2^{ème} guerre mondiale. C'est le moment où la croissance démographique s'envole, notamment dans les pays du Sud. On craint alors la « bombe démographique » ou la « bombe humaine », au danger comparable à la bombe nucléaire. Comme au travers du pamphlet nommé « *The Population Bomb* » de 1954, écrit par le Hugh Moore Fund et cité par Véron (2013). Ce pamphlet a une portée politique. Pour les signataires, la croissance démographique va de pair avec une augmentation de la faim au sein de pays vu comme « surpeuplé ». Bien loin d'exprimer une inquiétude sur le bien-être de ces populations, c'est plutôt l'avancée du communisme, qui inquiète, selon les auteurs du Hugh Moore Fund, et qui irait de pair avec l'augmentation de la faim et des conflits sociaux. On retrouve donc un profond ancrage idéologique de la peur de la population à la droite de l'échiquier politique : la croissance de la population pourrait déstabiliser la paix mondiale en amenant une montée du communisme, tout en détruisant toujours plus les ressources disponibles sur la planète.

Cette première peur de la population, focalisée sur la stabilité politique mondiale est suivie ensuite par un nombre plus élevé de publications constatant l'impact des activités anthropiques sur le climat et le début d'un processus de dégradation de ce dernier (Véron, 2013). La question des ressources est ainsi au centre des préoccupations de Paul Ehrlich, auteur du livre à très grand succès : *The Population Bomb* (1968). Pour ce dernier, la crise environnementale est dû à une variable déterminante : la population. Pour ce dernier la « surpopulation » est une

« maladie de la Terre » (Véron, 2013, pp.13). La population est responsable des dégradations environnementales. Ehrlich plaide pour une croissance zéro de la population, voir même une croissance négative. Tout comme les auteurs du Hugh Moore Fund, Ehrlich milite pour la nécessité de promouvoir de façon urgente la « pilule » (Véron, 2013) comme moyen de contraception, peu chère, simple et acceptable par le plus grand nombre.

Ces publications rappellent le pessimisme des prévisions malthusiennes. Une trop grande croissance de la population amène nécessairement des catastrophes : la famine pour Malthus, un conflit mondial par la montée du communisme pour le Hugh Moore Fund, un désastre écologique pour Ehrlich. Encore une fois, une vision essentialisante des comportements humains est prônée : les humains ne savent pas et ne veulent pas contrôler leur reproduction. Les ressources sont limitées et les humains les détruisent. Cette vision tait toute forme de critique sur la répartition des ressources et le rôle des systèmes socio-économiques.

Cette peur de la « bombe population » amène certains chercheurs à des positions extrêmes, toujours dans la lignée malthusienne d'une croissance zéro de la population. La contribution de Garrett Hardin (1968) « The Tragedy of the Commons » va dans ce sens. Pour ce dernier, la croissance démographique doit-être limitée de façon autoritaire. Son raisonnement considère que les ressources sont transformées en « commons » du fait de l'organisation de la société, les membres dépendant alors des ressources collectives pour vivre. C'est cette logique collective des biens communaux (les « commons ») qui dérange et inquiète Hardin, comme l'illustre cette citation de Véron (2013, pp.19) au sujet de la thèse de Hardin : « La liberté de reproduction est pour lui inacceptable puisque les familles ne dépendent pas de leurs propres ressources pour vivre, mais bénéficient des apports de sociétés tournées vers le bien-être de leurs membres. ». Ce contrat social et économique est, selon Hardin, incompatible avec la finitude des ressources et la crise écologique liée au besoin croissant en « commons ». La réponse apportée par Hardin est troublante et inégale. Il reconnaît lui-même l'injustice de sa proposition fondée sur une interdiction à la reproduction, une valorisation et globalisation de la propriété individuelle ainsi que des systèmes de taxes très dissuasif sur l'accès aux ressources. Ainsi, la terrible allégorie du banquet de Malthus est réactualisée.

Afin de donner du poids aux arguments qui voient une causalité claire entre croissance de la population et dégradations de l'environnement, Ehrlich et Holdren (1972) proposent une équation. Celle-ci permet de quantifier l'impact sur l'environnement (I) selon la population,

notée (P) et une fonction (F) mesurant l'effet par tête. L'équation est notée ainsi : $I = P(I, F)$. F(P). Cette dernière implique donc un effet combiné de la population et de l'effet par tête sur l'environnement.

Barry Commoner (1972) va s'opposer à cette équation, considérant un biais central dans l'équation proposée par Ehrlich et Holdren (1972) : la croissance de la population y joue un rôle trop central et l'équation ne prend pas en compte le rôle des technologies disponibles dans l'impact global sur l'environnement. Il s'agit d'un premier pas pour quitter la vision malthusienne. Effectivement, dans cette première révision de l'équation, l'effet de la technologie est vu selon deux logiques simples les « rendements décroissants » et les « économies d'échelles » (Véron, 2013, pp.32), ce qui semble insuffisant pour comprendre le rôle que joue la technologie et la production dans les émissions. Commoner (1972) propose donc l'équation I.P.A.T, notée I (impact sur l'environnement) = P (effet de la taille de la population) x A (affluence : effet production ou consommation par tête) x T (la consommation émise selon le type de processus technologique). Commoner arrive à la conclusion que « la nature des techniques de production employées explique le mieux la pression sur l'environnement » (Véron, 2013, pp.33). Le débat est ainsi posé, la population, vue comme variable seule ne suffit pas à expliquer l'impact sur l'environnement, la production est centrale, cruciale dans l'activité anthropique sur l'environnement. L'équation IPAT reste une base stable et est toujours utilisée pour quantifier l'impact démographique sur l'environnement en montrant l'importance du système technologique et productif (Véron, 2013, pp.32).

1.5 Oppositions actuelles au néo-Malthusianisme : changer les systèmes socio-économiques.

De nombreux textes tendent à invalider les thèses néo-malthusiennes. Une publication de O'Neill et al., (2012) présentant la dernière modification de l'équation IPAT, maintenant modélisée en STIRPAT (STochastic Impacts by Regression on Population, Affluence and Technology), amène des résultats intéressants. Ces derniers montrent qu'une augmentation de 1% de la population ne tend pas le plus généralement à une augmentation de 1% des émissions de gaz à effet de serre ou polluants. Il existe cependant certaines divergences dans l'élasticité, selon les méthodes et les données traitées, mais de façon récurrente le lien semble proportionnel. Ils proposent de dépasser la conclusion malthusienne à la vue de ces résultats.

A ce stade là il faut alors comprendre quels paramètres de la croissance de la population peut agir sur l'émission des gaz à effet de serres ou polluants. O'Neill et al. (2012) montre que l'urbanisation joue un rôle majeur dans le lien entre hausse de la population et hausse des émissions : une hausse de la population en milieu urbain tend à une augmentation de l'activité économique. Ce qui conditionne une hausse de la demande et de la consommation de bien à haute-utilisation d'énergie augmente le rejet d'émission de dioxyde de carbone. L'urbanisation est alors un réel indice de la densité de l'activité économique.

Le modèle STIRPAT, version plus actuelle de IPAT, permet de mieux comprendre le lien entre croissance de la population et impact sur l'environnement. On retrouve ainsi l'esprit de l'argument mobilisé par Marx : les conditions socio-économiques sont structurellement fortes et conditionnent les modes de vies et de consommations. Dit autrement, on voit par l'exemple de l'urbanisation que l'économie et le modèle productif actuel conditionne les rejets de CO2 qui sont alors amplifiés par une population plus urbaine, travaillant plus et donc densifiant les émissions.

Le deuxième exemple pris par O'Neill et al. (2012) est celui du vieillissement : selon leurs résultats, une population plus vieillissante correspond à une émission plus faible en CO2. Ce résultat fait sens car de façon assez logique en continuant à lier croissance de la population et intensité de l'activité économique, on s'aperçoit qu'une population plus âgée tend à présenter une baisse dans la force de travail (plus de retraités et moins de jeunes travailleurs), ce qui ralentit l'activité économique et ainsi réduit les émissions de gaz à effet de serre et polluant. Ce n'est pas sans rappeler les débats sur l'âge à la retraite et la nécessité de garder une force de travail intacte avec l'avancement de l'espérance de vie. Ce deuxième résultat est bien-sûr exploratoire et ne prend pas en compte d'autres variables qui permettraient malgré un vieillissement de la population de garder une activité économique intensive, notamment par l'avancement de l'âge à la retraite ou encore la robotisation. L'intérêt de ce résultat est de montrer comment le système productif conditionne les émissions de gaz à effet de serre, dans le même sens que l'urbanisation qui, par son lien avec l'économie, agit aussi sur les émissions. L'étude de O'Neill et al., (2012) est pertinente pour une meilleure compréhension du rôle de la population dans la crise climatique : une même population dans un autre système productif aurait alors un impact très différent sur l'environnement.

Deux positions s'affrontent : la population peut être tenue pour responsable principale des dégradations environnementales *versus* la responsabilité est à trouver dans les systèmes socio-économiques. Ce débat reste profondément actuel, et toujours aussi idéologique. Ce débat est présent au sein même des démographes en fonction de leur affiliation partisane, comme le montre une publication récente de Van Dalen et Henkens (2021) qui propose un sondage auprès de démographes européens sur le lien entre population et crise climatique. Leur résultat montre que le réchauffement climatique est le plus grand sujet d'inquiétude pour les démographes interrogés. Cependant une profonde discordance voit le jour sur le rôle de la population. Les répondants se sentant appartenir à des affiliations de gauche tendent à ne pas voir la population comme responsable directement du changement climatique mais plutôt l'organisation socio-économique. L'inverse est défendu par les chercheurs se disant appartenir à des mouvements plus à droite, valorisant la responsabilité individuelle dans la crise climatique. Deux idéologies différentes s'opposent entre responsabilité individuelle et changement nécessaire du système socio-économique.

Ainsi pour Amartya Sen (1995), défenseur du développement humain, la bombe démographique n'existe pas. Il s'agit d'un fantasme de scientifiques occidentaux. D'un point de vue écologique, il n'existe aucune équivalence entre les naissances d'enfants dans les pays en développement et ceux dits développés. Sen (1981) déconstruit à travers une étude fine le problème de la famine. Il montre ainsi que l'absence de démocratie et les inégalités en matière de distribution de nourriture sont les causes principales des famines. Il remet en cause l'imaginaire malthusien d'une population grandissante et destructrice. L'accès aux ressources passe par l'organisation politique, qui si elle est inégalitaire, peut-être responsable des famines.

Les cadres de recherche féministe critiquent aussi le néo-malthusianisme. La lecture de l'anthropocène peut recéler un parallèle trop rapide entre taille de la population et crise climatique. Pour Hendrixson *et al.* 2020, le contrôle de la population est une puissante idéologie renforcée par la crise climatique. On retrouve l'idée d'une population « optimale » en taille et composition pour répondre aux enjeux climatiques. Le néo-malthusianisme climatique peut être source de violence, de stigmatisation raciale et d'exclusion, remettant au goût du jour une idéologie du contrôle de la population. Cette idéologie se retrouve originellement dans des groupes comme le Zero Population Growth (fondé par Paul Ehrlich) ouvertement malthusien des années 1960s, mais tend à devenir à nouveau un objet de lutte sociale à travers les récents GINK (Green Inclinaison No Kids) ou le Birthstrike (Sasser, 2018). Ces mouvements se sentent

capables de réfléchir aux problématiques intersectionnelles et de questionner leur pratique dans la complexité des enjeux néocoloniaux. C'est en tout cas le pari de Sasser (2018) qui a mené de nombreux entretiens avec les membres de ces mouvements.

Les différents systèmes socio-économiques amènent ainsi les individus à produire des empreintes écologiques inégalitaires. Les travaux quantifiant et théorisant les empreintes écologiques montrent en effet des inégalités mondiales importantes en matière de pollution. Wackernagel et Rees (2017) sont les premiers à proposer la construction et l'application d'un indice témoignant de l'empreinte des populations sur le milieu naturel. Partant d'une relation quantitative entre mode de vie selon plusieurs composantes (logement, transport, alimentation, biens de consommation et de service), les auteurs déterminent la quantité nécessaire en ressource – la superficie du sol – nécessaire pour faire perdurer ce mode de vie. Les auteurs font un constat indéniable : l'empreinte écologique des pays développés est beaucoup plus importante que pour les pays en développement. La superficie nécessaire (en sol et mer) d'un Canadien est proche de 8 hectares alors que pour un Indien on atteint 0,8 hectares. Boutaud et Gondran (2017) réactualisent les travaux sur l'empreinte écologique en proposant un modèle comptable entre « demande de nature » (la surface nécessaire aux activités humaines) et « l'offre de nature » (la capacité qu'à la nature à mettre à disposition des espaces productifs). Leurs résultats montrent que les modes de vies sont insoutenables et inégalitaires. L'offre de nature est drastiquement dépassée, la capacité de résilience de la nature est ainsi menacée. De plus l'empreinte écologique est encore une fois répartie inégalement : les pays riches au Moyen-Orient ont une empreinte proche de 10 hectares par personnes (Boutaud et Gondran, 2017) à l'inverse d'un habitant du Pakistan qui a une empreinte inférieure à 1 hectare.

Nous avons parlé jusqu'ici des inégalités entre pays ; cependant même au sein des pays l'empreinte écologique est inégalitaire. Les populations riches au sein des pays riches ont la part la plus importante de responsabilités dans l'empreinte écologique (Chancel et Piketty, 2015). Comme pour le cas français où les deux derniers déciles les plus riches sont « responsables, à eux seuls, de presque un tiers de l'empreinte écologique de la nation » (Boutaud et Gondran, 2017). Un véritable paradoxe est même à l'œuvre en France : les plus diplômés déclarent plus facilement avoir une forte sensibilité écologique. Ce qui n'est pas incarné dans les pratiques, car les plus diplômés ont la plus forte empreinte écologique (CREDOC, 2019). Notamment, en raison des modes de transports comme l'avion et l'usage quotidien de la voiture individuelle.

La répartition en classe sociale de la population peut être revisitée selon l'impact écologique. A ce titre David Korten (1995) parle de trois classes « socioécologiques » : les « overconsumers », les « sustainers » et les « marginals ». Les premiers sont ceux qui consomment au-dessus des limites environnementales, ce qui inclut alors des moyens de transports polluants, comme la voiture individuelle ou encore l'avion, qui vivent dans des habitations spacieuses et climatisées. Les seconds font preuve d'une certaine durabilité en vivant plus sobrement au sein d'habitat modeste et aérés naturellement, avec un régime végétarien, se déplaçant en transport commun ou à vélo. Les troisièmes, sont les exclus : ils vivent « en état de dénuement absolu, mal nourris, buvant de l'eau contaminée, vivant dans un abri rudimentaire ou sans toit » (Véron, 2013, pp.28).

Cette distinction en classe « socioécologique » (Korten, 1995) pose la question de l'imbrication entre justice sociale et enjeux de durabilité. En somme, il s'agit d'amener l'ensemble de la population mondiale à être dans la classe des « sustainers ». Cet objectif implique en Europe la réduction drastique des comportements polluants, passant nécessairement par un changement structurel. Dans les pays en voie de développement, on valorise une nécessaire accélération d'un développement humain égalitaire et soutenable. Un rêve ? Pour Marcel Jollivet (2020), il est possible d'allier développement durable et justice social, par des mesures coercitives : il s'agit d'instaurer un quota écologique lié à l'empreinte écologique. Il faut sanctionner les comportements qui ne permettent pas une répartition égalitaire des ressources environnementales et sont à l'origine de destructions du capital naturel. Jollivet (2020) évoque aussi l'idée d'une justice climatique redistributive, incluant les pays en voie de développement qui subissent les externalités des systèmes et les injonctions productives des pays développés.

« Tout dépassement de la capacité de charge de la planète doit avoir un coût dissuasif et les ressources ainsi constituées doivent être redistribuées aux populations les plus démunies pour les aider à bénéficier d'une transition dont on sait qu'elle ne sera écologique que si elle est solidaire. » (Jollivet, 2020, p.6).

Pour conclure, l'impact des modes de consommation et de production ne fait aucun doute dans la crise climatique. Voir la population comme responsable est un pari risqué, qui n'interroge pas nos structures productives, et réactualise un imaginaire raciste (Sasser, 2018).

1.6 Non-désir d'enfant et crise climatique : une population à nouveau incriminée ?

Nous avons au sein des paragraphes précédents accumulés de nombreuses preuves en faveur d'une vision marxiste de la population. Ainsi, dans la relation population-environnement, la variable d'intérêt est le système socio-économique, bien plus que la population elle-même. Il s'agit d'un débat idéologique, qui peut rester de ce fait ouvert. Il peut être mobilisé pour penser notre phénomène d'intérêt : le désir d'enfant face à la crise climatique.

Il existe encore peu de littérature disponible à ce sujet. Il s'agit d'une littérature relativement récente, du début des années 2010. De manière générale, la littérature sur le non-désir d'enfant est peu présente et aussi récente, même si le phénomène n'est bien-sûr pas récent (Sauvain-Dugerdil, 2018).

1.6.1 Articles de presse récents sur le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques

En Suisse aussi, la presse met en avant des témoignages de personnes ne souhaitant pas avoir d'enfant en lien avec la crise climatique. Notamment dans un article du journal *Le Temps* (1) paru en mars 2019. Il est question de ne pas vouloir amplifier la crise climatique, une vision où une naissance supplémentaire conduirait à « participer au problème » de la crise climatique. La population est vu comme un problème, tout comme le mode de vie qui impact fortement notre milieu naturel. Les personnes interrogées par *Le Temps*, voient nos modes de vies comme inadéquat avec l'urgence climatique. Pour ces derniers, un changement de société radical est nécessaire mais ne semble pas venir. Ainsi, ils décident de ne pas faire d'enfants pour ne pas aggraver l'état du climat.

La surconsommation et la péjoration des conditions de vie semblent être deux points centraux dans l'envie de ne pas avoir d'enfants pour raison écologique. Un article de France 24² relate la parole d'une GINK (Green Inclinations, No Kids) : pour elle, un enfant dans le cadre européen sera un « sur-consommateur de plus », rappelant que son accès à la contraception lui permet d'écarter toute grossesse. La presse relate aussi le mouvement du Birthstrike, actif notamment en Angleterre et aux Etats-Unis³. Ce mouvement militant propose une grève des

² <https://www.france24.com/fr/france/20210711-surpopulation-ils-ne-veulent-pas-d-enfant-pour-pr%C3%A9server-la-plan%C3%A8te>

³ <https://www.fastcompany.com/90315700/meet-the-women-deciding-not-to-have-kids-because-of-climate-change>

ventres face à l'inaction des pouvoirs publics dans la gestion de la crise climatique. Pour les militants du Birthstrike, la vie ne sera plus possible sur Terre à court terme. Ils refusent alors de voir des futurs enfants souffrir. Ce choix vise à interpeller l'opinion publique sur l'urgence de l'action climatique. L'éco-anxiété est aussi mise en avant dans la presse. Le Figaro⁴ donne la parole à des personnes ne voulant pas faire d'enfant, rappelant l'impact carbone d'un enfant supplémentaire. Ils ne veulent pas qu'un futur enfant participe davantage à la destruction du climat. Les personnes interrogées parlent d'une impasse, de la difficulté de projeter l'envie d'un enfant avec la crise climatique qui guette. Cette impasse est source d'angoisse et de peur. Enfin, un article de Marie-Claire⁵ met en avant le lien entre combat féministe et le refus de faire des enfants pour des raisons écologiques. Le témoignage de femmes écoféministes montre l'imbrication de ces deux combats. Le refus de la maternité passe par de nombreuses pressions et tensions. Refuser un ensemble de norme de genre relatif au parcours féminin et à la nécessité d'être mère rejoint la lutte environnementale. Ne pas faire d'enfants, car le désir n'y est pas, vouloir vivre autrement tout en préservant la nature.

Ces articles de presses nous proposent plusieurs pistes de réflexions sur notre phénomène d'étude. Notamment à travers les raisons énoncées par les personnes interrogées : ne pas vouloir participer à la crise climatique en incriminant la population, refuser un mode de vie nocif pour le climat, l'éco-anxiété et l'écoféminisme. On retrouve alors des positions multiples : proche de Malthus en établissant un lien direct entre population et dégradation des ressources, mais aussi plus nuancées et pouvant tendre vers Marx. Parmi ces dernières positions on retrouve par exemple l'idée de lutter contre l'inaction publique et la grève du ventre comme moyen de prise de conscience, mais aussi, le lien établi entre combat féministe et problématique climatique, la notion d'émancipation rejoignant l'idée d'une vie adéquate face à la problématique climatique.

1.6.2 Littérature scientifique sur le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques

Au niveau de la littérature scientifique liant crise climatique et désir d'enfant notons plusieurs points. Premièrement, il s'agit majoritairement d'une littérature récente comme déjà précisé. Deuxièmement, les résultats sont contrastés sur l'existence du lien entre désir d'enfant et

⁴ <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/ils-ne-veulent-pas-d-enfants-en-reaction-a-la-crise-climatique-20211109>

⁵ <https://www.marieclaire.fr/ginks-ne-pas-avoir-d-enfant,20258,432573.asp>

impact de la crise climatique. Troisièmement, quand ce lien est trouvé, la peur d'un avenir incertain ainsi que l'impact climatique de la population en constituent l'essence. En somme, on le verra, il semble que le sujet de la crise climatique rentre bien aujourd'hui dans les réflexions des individus et des couples quant à leurs intentions de fécondité. Cependant, ce sujet ne prend pas encore le dessus sur l'ensemble des raisons contribuant à former les intentions de fécondités, qui restent quantitativement toujours inchangées.

Le papier de Arnocky et al. (2011) est la première étude mesurant empiriquement l'impact des considérations climatiques sur les intentions de fécondité. Partant d'un échantillon de 139 étudiants universitaires canadiens, l'étude pose la question suivante : la considération écologique peut-elle réduire les intentions de fécondité ? Les auteurs rappellent que des comportements de ce genre n'ont été observés jusqu'ici que dans un contexte particulier : au Tibet (Ghimire et Mohai, 2006), un contexte où la rareté des ressources est directement corrélée avec une réduction de la fécondité. Leur hypothèse centrale met en avant deux variables pouvant affecter les intentions de fécondité : être concerné par l'impact de la pollution sur sa santé et être pro-environnemental, vouloir préserver ce dernier. Cette hypothèse est validée par leurs analyses, plus une personne est concernée par l'impact de la pollution sur sa santé et à une attitude pro-environnemental plus son attitude est corrélée avec une attitude anti-reproductive. Cette première étude, même si menée sur un échantillon limité, amène une contribution importante : les considérations climatiques peuvent réduire les intentions de fécondité dans le contexte des pays développés.

De Rose et Testa (2013) interrogent dans le cadre européen les intentions de fécondité vis-à-vis des attitudes face au changement climatique. Leur échantillon plus important contredit les résultats de Arnocky et al. (2011). Leur résultat montre que le nombre d'enfant envisagé est très faiblement corrélé aux préoccupations concernant le changement climatique – une relation statistique existe cependant, mais dans le sens inverse à ce qui pourrait être attendu : plus la préoccupation est forte, plus le nombre d'enfants envisagé est élevé (De Rose et Testa, 2013). Il semble que les personnes qui envisagent une famille se sentent plus préoccupées par les problèmes climatiques. Ce résultat est particulièrement intéressant et peut donner une autre lecture du lien entre préoccupation climatique et désir d'enfant. Pour l'échantillon étudié, la problématique climatique n'est pas assez forte pour réduire le désir d'enfant. Cette problématique n'est pas absente et peut avoir comme effet de stimuler les comportements

responsables des futurs parents et inciter les politiques publiques vers plus de durabilité (De Rose et Testa, 2013).

De Rose et Testa (2013) et Arnocky et al. (2011) présentent deux résultats différents en lien avec les variables utilisées. Les premiers partent de la perception subjective du changement climatique comme enjeux futurs. Les seconds de la perception de l'impact de la pollution sur la santé et de l'engagement pro-environnemental. Ces deux façons différentes d'opérationnaliser la crise climatique comme variable peut aussi expliquer leurs résultats.

Une troisième étude menée par Andrijevic et Striessnig (2016) interrogent les intentions de fécondités d'étudiants autrichiens et l'impact de la crise climatique sur ce choix. Leurs résultats sont contrastés. L'étude quantitative cherchant à montrer un lien entre préoccupation climatique et réduction de la fécondité est peu concluante, et cela pour l'ensemble des variables testées : limite de la croissance, fragilité de la nature, rejet de l'exceptionnalisme, anthropocentrisme et possibilité d'une éco-crise. Uniquement la dernière variable est corrélée avec une réduction de l'intention de fécondité. Ce lien unique ne permet pas de généraliser l'effet étudié. De plus, l'étude qualitative menée par les auteurs montre que même si les interrogées expriment de l'inquiétude et disent être sensibles à la crise climatique, leur intention d'enfant est présente et reste supérieure à deux enfants. Ces résultats mettent en question l'existence du lien entre crise climatique et réduction du désir d'enfant.

Pour Helm et al. (2021), les conclusions sont toutes autres. Partant d'entretiens qualitatifs menés auprès de 14 personnes entre 19 et 35 ans, les auteurs montrent que la crise climatique réduit fortement voir élimine toutes intentions de fécondités au sein de leur échantillon. Même si pour certains interrogés le choix d'une vie sans enfants peut encore changer, pour l'ensemble de l'échantillon vivre sans enfants est le choix le plus positif pour préserver l'environnement. Ils mettent en avant la surconsommation, voyant un futur enfant comme un consommateur supplémentaire de ressources. Un avenir incertain par la crise climatique amène également un sentiment de culpabilité vis-à-vis d'un enfant qui risque de souffrir. Enfin, la majorité des participants disent lutter contre l'éco-anxiété. Ce concept fait référence à un corpus d'émotions comme la peur, la colère, la tristesse et l'angoisse liée à la crise climatique (Pikhala, 2020). Cette étude lie clairement les problématiques climatiques à l'absence du désir d'enfant chez les personnes interrogées. La population par son mode de vie est vue comme responsable des

dégradations climatiques. La parentalité est vue comme incohérente car la vie est menacée par la crise climatique.

Schneider-Mayerson et Ling Leong (2020) questionnent aussi les préoccupations climatiques et le désir d'enfants aux Etats-Unis, mais n'apportent pas de réponse. Leur enquête est conséquente avec un échantillon de 607 personnes : leurs résultats principaux montrent une inquiétude croissante chez les jeunes états-uniens au sujet de la crise climatique. 96,5% des répondants disent être très concernés à propos du bien-être d'un futur enfant ou d'un enfant existant. Mais, un lien peut-il être fait entre la hausse de cette inquiétude et le développement plus généralisé de comportement visant à réduire la fécondité ?

Notons aussi deux récents mémoires de master en étude genre sur cette thématique. Passau (2021) décrit les engagements écoféministes de femmes belges, et lie la volonté de vivre sans enfant à des préoccupations écologiques. Ainsi, l'engagement écologique permet de renforcer le choix de ses femmes, notamment en ne souhaitant pas rajouter un humain supplémentaire qui détruira inexorablement la planète et en souhaitant ne pas être responsable d'un futur enfant qui risque de souffrir par la crise climatique. De façon intéressante, les raisons écologiques évoquées sont très similaires aux résultats de l'étude de Helm et al. (2021) cité précédemment. Passau (2021) montre aussi que les raisons climatiques permettent de légitimer le choix d'une vie sans enfant face aux regards extérieurs. Les témoignages des participantes à l'étude rappellent la pression et la charge mentale qu'elles peuvent subir en désirant vivre une vie sans enfant.

Silje Mari Mo (2021) décrit comment le non-désir d'enfant est un objet de lutte politique pour les membres des mouvements militants du Birthstrike en Norvège. On retrouve à nouveau l'intersection entre féminisme et écologie. Les motivations féministes sont centrées sur l'envie de vivre en dehors de la parentalité, vue comme contraignante. Les motivations écologiques passent par l'idée qu'avoir un enfant dans le cadre de la crise climatique est irresponsable. Les raisons énoncées ici, comme notamment la réduction de la qualité de vie et la menace climatique, sont proches des études de Passau (2021) et Helm et al. (2021). Passau (2021) et Mo (2021) à travers un fin travail qualitatif décrivent l'intersectionnalité entre lutte féministe et problématique climatique.

Dans la poursuite des contributions féministes, le livre « On Infertile Ground » (2018) de Jade Sasser est marquant. Pour l'auteure, il existe une alliance stratégique entre la science et l'activisme climatique qui réactualise le point de vue du « populationism ». Une telle alliance était aussi à l'origine de l'organisation Zero Population Growth de Ehrlich et Harding. Ces organisations pour Sasser s'inscrivent dans la pure lignée malthusienne qui pointe le rôle de la taille de la population dans les dégradations environnementales. Elles portent aussi des sous-entendus racistes sur les populations des pays en voie de développement, ces populations qui seraient vues comme nuisible par leur taille. Pour Sasser (2018), la consommation et nos modèles productifs sont responsables de ces dégradations. La montée en popularité selon elle d'un courant ne souhaitant pas faire d'enfants pour le climat -elle parle notamment des GINK (Green Inclination No Kid) - réactualise ainsi un discours raciste et malthusien. Sasser (2018) analyse ces courants dans le cadre états-uniens : les GINK sont le plus souvent des personnes blanches privilégiées. Elle invite ces mouvements à réfléchir sur leurs positions, après avoir assisté aux débats dans les milieux militants. Pour Sasser (2018), les positions des scientifiques, notamment des démographes, mobilisées dans ces milieux, sont aussi critiquables. Une plus grande attention aux inégalités entre pays et au rôle des modèles productifs doit être apporté. L'idée de mesurer la « capacité de charge » de la planète en humain est biaisé : cela nous rappelle, la fameuse équation IPAT. Il semble heureusement que les publications plus récentes (O'Neill et al. 2012) dépassent ce biais et montre comment l'organisation socio-économique pèse sur les émissions globales.

Comme le dit justement Arnocky et al. (2011), le lien entre crise climatique et fécondité reste peu exploré. Boudé jusqu'ici, la thématique semble toutefois intéresser de plus en plus. En témoigne le nombre important d'articles de presse et les mémoires de master récents, dont celui-ci. Cette maigre littérature nous permet toutefois de mieux envisager le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques. Tout d'abord, ce phénomène semble encore très peu répandu, saisi principalement dans des études qualitatives. Quand il existe, des raisons multiples sont mises en avant, que nous pouvons reprendre en trois axes : premièrement, ne pas faire d'enfants pour préserver la planète. On retrouve ici une vision malthusienne de la population, cette dernière venant détruire les ressources. Cette vision est illustrée par le parallèle entre un enfant supplémentaire et un « sur consommateur » supplémentaire. Deuxièmement, la crainte de la crise climatique et la responsabilité de voir un futur enfant souffrir est évoquée. Nous pouvons relier cette crainte à l'éco-anxiété. Troisièmement, on voit émerger l'intersection entre féminisme et écologie. La volonté de vivre une vie florissante en dehors de la parentalité rejoint

la préoccupation de voir un futur enfant souffrir ou destructeur du climat. Cette intersection est sujet à débat au sein des mouvements féministes (Hendrixson et al. 2012, Sasser, 2018) : comment combiner l'envie de vivre sans enfant pour des raisons climatiques sans renforcer un point de vue néo-malthusien ? Ces comportements sont encore minoritaires : mais avec l'accélération de la crise climatique et des préoccupations en découlant, ces derniers pourraient se généraliser. Il est donc important de les étudier.

Partie 2. Littérature démographique sur le désir d'enfant

Afin de compléter notre tour d'horizon de la littérature, concentrons-nous à présent sur la thématique du désir d'enfant. Quels facteurs influencent le désir d'enfant ? Et quels rôles les différentes crises, économiques, sociales, climatiques, peuvent-elles avoir sur la fécondité ? Nous proposons ici de suivre un ordre chronologique et de revisiter ce que nous savons de la fécondité au travers des différentes périodes historiques. Nous nous focaliserons sur les dynamiques en Europe.

2.1 Sociétés pré-transitionnelles européennes

Les sociétés pré-transitionnelles (de l'époque préindustrielle) sont décrites comme ayant une forte fécondité et une forte mortalité (Eggerickx, 2015). On pourrait alors imaginer une simple stabilité dans la croissance de la population. Les faits sont un peu plus complexes. On parle plutôt de successions de crises et de reprises de la fécondité. Ces sociétés vivent en effet des crises conjoncturelles de fécondité (Véron, 2017) où cette dernière chute. L'environnement peut déclencher ces crises notamment à la suite de destruction de récoltes par des événements climatiques imprévus. Ainsi, comme le propose Landry (1934) ces sociétés subissent de plein fouet le frein positif malthusien : les famines. De plus, l'absence de contraception et la vulnérabilité aux maladies renforce l'effet crise sur la fécondité.

La vision de Landry (1934) qui souligne l'absence de contrôle de la fécondité pour ces sociétés, peut être invalidé par l'exemple de populations en avance dans la diffusion de techniques de contrôle. On retrouve ce phénomène notamment chez des populations pyrénéennes montagnardes (Etchelecou, 1991). Ces dernières contrôlaient leur fécondité déjà bien avant la

Révolution française au travers de deux outils : l'obligation au célibat définitif de certain enfants -autorisant seulement deux enfants de la même famille à se marier-, ainsi qu'un âge tardif au mariage. Ce contrôle avancé est lié à l'esprit de conservation de ses populations, consciente des limites des terres disponibles et de leurs patrimoines (Etchelecou, 1991) Les travaux d'Alfred Perrenoud (1979) démontre qu'à Genève l'aristocratie avait mis en place, plus de 100 ans avant la chute de la natalité en Suisse, un système de contrôle de la fécondité. Ce système était basé sur un fort contrôle de la jeunesse et un mariage tardif ; un soin particulier était donné à ne pas faire exploser la population. La généralisation du contrôle des naissances sera l'une des bases de la transition démographique avec l'essor de l'industrialisation.

Mais avant la période industrielle, et hormis les exceptions mentionnées, les populations subissent le frein positif malthusien et passent aussi par des périodes de reprise de la fécondité. Lee (1990), partant des crises économiques et de leur répercussion sur le prix du grain, montre que les crises mettent plusieurs mois à impacter le système démographique (mortalité, natalité, nuptialité, fécondité), Les comportements de fécondité subissent et s'adaptent aux crises économiques et agricoles. Après chaque chute de fécondité, lié à une crise, un rebond se dessine (Lee, 1990). Les sociétés préindustrielles européennes sont particulièrement sensibles aux crises économiques et agricoles : elles entraînent une baisse la fécondité et une hausse de la mortalité.

2.2 Première transition démographique et sociétés industrielles : effet à court et long terme sur la fécondité.

La transition démographique débute par le déclin de la mortalité (à la moitié du 18ème siècle), cette première phase transitionnelle est accompagnée par une natalité élevée, ce qui amène ainsi une forte croissance de la population. Puis, vers 1880-1920 pour l'Occident, la natalité diminue au niveau national pour s'équilibrer avec la mortalité. Le contrôle des naissances ainsi que les progrès technologiques se diffusent : on entre dans la deuxième phase transitionnelle. Landry (1934) parle de la généralisation du frein préventif malthusien. La transition se termine dans la période de l'entre-deux guerres par une faible natalité et mortalité : peu de naissances et peu de décès, ce qui constitue des régimes à faible pression démographique. Cependant, il est encore une fois difficile de constater un équilibre démographique malgré la fin de la

transition. Nos sociétés vieillissent, ce qui tend à rehausser la mortalité. Il y a aussi eu des moments d'exceptions, comme le baby-boom. L'impression de stabilité est donc questionnable.

La transition démographique amène donc la fécondité à un niveau bas. Plusieurs forces sont en action : premièrement par des avancées sanitaires (baisse de la mortalité), deuxièmement le contrôle des naissances se généralise et troisièmement par l'évolution socio-économique et son impact sur le niveau de vie et le désir d'enfant (Eggerickx, 2015). La fécondité, même basse, reste pour autant toujours quelque peu fluctuante et les crises gardent un impact.

La transition démographique est étroitement liée à la révolution industrielle européenne du 19^{ème} siècle. Ce changement économique structurel impacte les comportements démographiques. Pour Arsène Dumont (1890), la révolution industrielle pousse les couples à limiter leur nombre d'enfants pour se concentrer sur des possibilités d'ascension sociale. L'idée est soit de ne pas faire d'enfants pour permettre au couple de réduire leurs dépenses et tendre à une promotion sociale ; soit de, faire peu d'enfants pour concentrer les dépenses sur eux et ainsi tendre à la promotion de la famille réduite, et cela d'abord pour les familles plus aisées. Comme vu chez Marx et Engels (1960), l'avènement de la société industrielle conditionne encore pour un temps la fécondité du prolétariat, en soutenant le besoins de grandes familles dans ces classes sociales. L'avènement de la société industrielle représente ainsi une opportunité pour certain, un renfort de l'asservissement pour d'autres.

Au 20^{ème} siècle, l'économie par ses crises peut contraindre les intentions de fécondités. Si nous prenons la première moitié du 20^{ème} siècle, Pison (2011, 2013) montre que les crises modifient le calendrier des naissances avec évidemment des différences entre pays. De manière générale, les couples reportent les naissances dans l'attente de jour meilleurs. L'incertitude agit comme un frein temporaire à la fécondité. En somme, la transition démographique conduit les pays européens à un régime de faible pression démographique. La fécondité reste toutefois fluctuante et les crises économiques jouent un rôle dans le report des naissances comme source d'incertitude. La crise climatique est-elle en mesure de jouer ce rôle ? Aux vues de la littérature que nous avons mobilisée (1.6.2) c'est une possibilité ; cependant le phénomène reste minoritaire et peu étudié. A l'inverse l'effet de l'incertitude économique sur le report des naissances est mieux documenté, notamment par Ariane Pailhé (2010, 2009) : ces travaux montrent que les crises économiques ont un effet de baisse temporaire sur la fécondité. L'expérience individuelle du chômage tout comme le niveau de chômage agrégé joue un rôle

dans la baisse de la fécondité. Elle baisse, toujours avec un certain délai (Lee, 1999) ce qui la rend quantifiable avec un certain recul (Pailhé, 2010). La fécondité reprend avec le retour de jours meilleurs.

Cette section nous a permis de distinguer certains facteurs de la baisse historique de la fécondité : la généralisation du contrôle des naissances, la baisse de la mortalité et l'évolution du modèle économique. Nous avons distingué ces effets de long terme des effets à court terme : les crises économiques ou récessions qui abaissent elle aussi la fécondité sur une période courte avant une reprise. Ces baisses courtes n'affectent pas le niveau moyen de la fécondité (Pailhé, 2010), mais montre comment des événements extérieurs peuvent perturber l'intention d'avoir des enfants. Quel rôle aura alors la crise climatique pour les intentions de fécondité ? Nous tenterons d'y réfléchir à travers de notre recherche et nous y reviendrons dans la discussion.

2.3 La deuxième transition démographique.

Qu'entendons-nous par seconde transition démographique ? Quels éléments cette théorie apporte-t-elle sur les intentions de fécondité ? La seconde transition démographique est énoncée la première fois par Van de Kaa et Lesthaeghe (1986). Il s'agit de formuler une théorie expliquant la stagnation de la fécondité à de bas niveaux (sous le seuil de remplacement naturel) en Europe dès le début des années 1970s, dans le dernier tiers du 20ème. Plusieurs points sont alors mis en avant (Lesthaeghe, 2011, Van de Kaa, 1987). Premièrement, le nombre de mariage diminue, dans le même temps les divorces augmentent. L'augmentation dans la cohabitions des couples, même en dehors du mariage ainsi que le déclin du remariage atteste d'une perte d'intérêt pour le mariage. L'âge au premier enfant augmente (Lesthaeghe, 2011), les couples sans enfants augmentent aussi (op.cit, 2011). Les configurations familiales sont plus nombreuses, donc diverses, tout comme les trajectoires des familles. En somme, la fécondité décroît après le pic inattendu de naissances dans l'après-guerre (le baby-boom) puis stagne, arrivant même dans certains pays européens à des régimes de très faible fécondité (moins de 1,3 enfants par femme) ou « lowest-low fertility » (Kohler et al. 2004). La Suisse fait partie des pays à faible fécondité. Elle partage même le titre avec l'Allemagne et l'Autriche, du record européen de fécondité basse de longue durée, avec autour de 1,5 enfants par femme depuis près de 50 ans (Rossier *et al.* 2021).

De nombreux facteurs socio-économiques influencent la seconde transition démographique (Zaidi et Philip, 2017) (Lesthaeghe, 2011). Premièrement, la montée de besoins dits « d'ordre supérieur » (*ibid.*, 2011), qui s'invitent aussi dans les décisions de fécondité. On retrouve en effet à cette époque la volonté d'une plus grande autonomie individuelle, dans la lignée du « changement culturel » de Inglehart (1997). La volonté d'être autonome, d'exprimer et de suivre des intérêts autre que la parentalité devient plus fréquente. A l'inverse la parentalité sera quasi « sacralisée », on lui assignera à ce moment la mission d'épanouir l'individu, de répondre à un profond désir du couple (Leridon, 1995). Dans le même temps cette autonomisation pousse à un affaiblissement de la cohésion sociale. Le monde devient plus instable et flexible, ce qui se retrouve aussi dans les relations amoureuses. Zygmunt Bauman (2007) parle de « société liquide », où les relations amoureuses seraient plus courtes. Nous sommes obligés de nous adapter constamment, sans pour autant bénéficier de la sécurité nécessaire d'un pouvoir comme l'Etat. L'adaptation constante et la focalisation sur des désirs individuels sont amenés par le néo-libéralisme (Bauman, 2007). Ainsi, à l'image des sociétés industrielles qui changèrent par la révolution industrielle, les sociétés de la deuxième moitié du 20ème siècle à nos jours sont impactés par le changement de paradigme économique.

Le néo-libéralisme pousse au retrait de l'État (Bauman, 2007). Or, le rôle de l'Etat et des politiques familiales est notable pour soutenir les intentions de fécondités dans ce monde post-industriel où les femmes ont investi le marché du travail. Dès les années 1970s en effet, les pays européens connaissent « une révolution de genre » (Goldscheider *et al.* 2015). L'emploi des femmes se généralise et devient même attendu. Les hommes sont de plus en plus incorporés dans la famille et ils participent d'avantages aux tâches ménagères. Il est dès lors possible de revisiter la théorie de la seconde transition démographique dans une perspective de genre et de politiques sociales. Les politiques sociales peuvent en effet soutenir l'emploi des femmes, mais aussi donner aux parents des ressources en argent et en temps pour les aider à élever leurs enfants (Rossier *et al.* 2021). A ce titre, les inégalités de genre dans le monde professionnel, renforcées par l'absence de politiques sociales adéquates, jouent un rôle dans le report des intentions de fécondité (Sauvain-Dugerdil, 2018). En Suisse, les politiques sociales à destination de la famille restent trop peu présentes, hormis une évolution plutôt récente, en lien avec les fonds d'investissement fédéraux à la garde extrafamiliale (Rossier *et al.* 2021) qui ont connu un franc succès. Des politiques familiales trop faiblement présentes accentue le conflit entre travail et famille des femmes, et leur double charges (la notion du double-shift) : emploi « extérieur » à la famille et tâches ménagères (Sirianni et Negrey, 2000).

Le paradigme de la « révolution de genre » (Goldscheider *et al.* 2015) permet ainsi de donner une interprétation rafraîchie de la théorie de la seconde transition démographique. L'explication de la baisse de la fécondité passe par une augmentation de l'emploi féminin qui perturbe les relations de genre et la stabilité des relations. La révolution du genre complète et dépasse la vision de la seconde transition démographique basée sur un changement culturel. Les prédictions du paradigme de la révolution du genre vont vers une augmentation numérique et qualitative des unions et ainsi une reprise de la fécondité. Le changement du rôle de genre masculin est central dans cette prédiction : le deuxième volet de la révolution de genre, avec notamment une présence masculine renforcée dans la famille et les tâches ménagères et domestiques. Ces prédictions s'opposent à celles plus classiques de la seconde transition démographique : les changements propulsés par la montée de l'individualisme vont continuer de rendre les trajectoires familiales homogènes et instables, ce qui continuera à impacter négativement les dynamiques de fécondités.

La prédiction d'une hausse de la fécondité dans le paradigme de la révolution de genre pose la question des politiques sociales et de notre modèle économique. La rencontre entre une révolution de genre et un Etat peu présent pour l'aide aux familles impacte directement les intentions de fécondité. Si le travail féminin se généralise et devient attendu, alors une réponse étatique doit être fournie pour aider les familles à concilier le travail du couple et la parentalité. Une sortie du modèle « Monsieur Gagne-Pain », où l'homme concentre les activités rémunératrices et la femme le travail domestique et de soin (care), peut ainsi être envisagée. Pour certains auteurs comme Sirianni et Negrey (2000), l'inégalité de genre est profondément entretenue par le système économique capitaliste. Ce système invoque la rationalité pour légitimer la division sexuelle du travail : l'homme a un emploi payé, la femme s'occupe des tâches domestiques et ménagères. Cette partition "rationnelle" reprend à son compte les justifications naturalisantes des rôles de genre : l'instinct maternel contre la capacité de travail masculin. Pour ces autrices, même avec l'action publique et des politiques sociales, une véritable réflexion sur nos modèles économiques doit avoir lieu. Quoi qu'il en soit, il est marquant de constater que dans les pays possédant des systèmes de genre plus progressistes (meilleur accompagnement des parents à travers des prestations etc...) le nombre d'enfant par femme est plus élevé que dans les pays (comme la Suisse) où les systèmes de genre restent plus inégalitaires et moins adaptés à la pluralisation des formes familiales (Rossier et al. 2021).

La seconde transition démographique et sa réactualisation par le paradigme de la révolution de genre nous apprend beaucoup sur les intentions de fécondités. Le souhait d'enfant est plus que jamais relié aux conditions de vie et d'épanouissements des personnes. Les évolutions socio-économiques de ces dernières décennies bousculent les identités et rôles de genre. Ces identités jouent un fort rôle dans l'intention de mener une vie avec des enfants. La littérature citée précédemment interpelle : sans une meilleure dotation en politiques sociales pour soutenir la révolution de genre, dans quelle mesure la reprise de la fécondité peut-elle avoir lieu ?

Le désir d'enfant est étroitement lié au système socio-économique dans lequel les individus s'inscrivent. Des sociétés pré-transitionnelles à nos jours, les ressources, l'emploi, le cadre de vie et les possibilités de chacun et chacune rentrent en jeu dans le désir d'enfant. Il est dès lors fort possible que la crise climatique, qui impacte les conditions de vie et d'épanouissements des personnes, agisse comme un frein à la fécondité.

2.4 Diversification des parcours familiaux : la vie sans enfants.

Comme vu dans les paragraphes précédents, la seconde transition démographique et la révolution de genre amène en Suisse la diversification des parcours de vie et familiaux (Rossier *et al.* 2021). Les trajectoires sont diverses aujourd'hui, en raison notamment du plus grand nombre de divorces (Kellerhals et Widmer, 2007). L'entrée dans la vie adulte se fait de plus en tard et il en va de même logiquement pour la parentalité. Le nombre de mariage lui aussi diminue au profit de la cohabitation, même si en comparaison avec le reste de l'Europe, la Suisse garde un nombre élevé de mariages (Rossier *et al.* 2021). Dans cette diversification des parcours familiaux, quand est-il de celles et ceux vivant sans enfant ? Nous verrons le cas de la Suisse en détails, ainsi que les raisons et implication de cette trajectoire familiale.

En Suisse, l'infécondité n'est pas un phénomène nouveau. Historiquement, cette situation découlait des modes d'héritage et du manque de ressources économiques qui restreignaient l'accès au mariage (Sauvain-Dugerdil et Millogo, 2021). Au cours de ces dernières décennies le nombre de personnes suisses sans enfants reste stable. En moyenne, depuis les cohortes nées en 1949, 23% des femmes n'ont pas d'enfant. Ce chiffre est légèrement plus élevé chez les hommes et moins équilibré entre les cohortes. Ainsi, à l'âge de 49 ans : 27% des hommes nés entre 1949 et 1968 et 31% chez ceux nés entre 1969 et 1978 n'ont pas d'enfant (Sauvain-

Dugerdil et Millogo, 2021). Ces chiffres relativement stable et proche entre homme et femme montre que l'infécondité n'évolue que peu en Suisse et ne se généralise pas dans la population. Cependant, la Suisse, en comparaison européenne, est l'un des pays au plus fort taux d'infécondité (Beaujouan *et al.* 2017). Après avoir présenté quelques chiffres européens nous reviendrons sur les pistes d'explication du cas Suisse et de sa haute infécondité.

En Europe, pour les femmes nées en 1968, le taux d'infécondité est le plus élevé en Allemagne avec 23%, en deuxième place on retrouve la Suisse avec 21%, puis l'Italie et la Finlande avec 20% (Beaujouan *et al.* 2017). L'infécondité est bien moins répandue dans les pays à l'Est de l'Europe. Ainsi, 8% de femmes nées en 1968 sont sans enfant en Russie, en République Tchèque et en Bulgarie. La norme familiale étant encore très forte dans ses pays accompagnés de politiques natalistes jusqu'au début des années 1960 et une diffusion plus lente de moyen fiable de contraception (*ibid*, 2017). Dans les pays où les politiques familiales sont plus développées l'infécondité est moins importante : notamment pour la France, la Norvège et le Danemark qui ont des taux égaux ou inférieure à la moyenne européenne de 14%.

Quelles sont les causes de l'infécondité en Suisse ? Toujours selon Sauvain-Dugerdil et Millogo (2021), la difficulté à trouver un partenaire adéquat en est le facteur central. Les difficultés à concilier travail et famille sont elles aussi présentes, en deuxième position. La difficulté à créer des relations amoureuses stables fait écho à ce que nous avons énoncés quant aux sociétés liquides (Bauman, 2007) et aux valeurs individualistes de la seconde transition démographiques (Lesthaghe, 2011) ; mais la difficulté à trouver le bon partenaire est accrue dans le contexte de fortes inégalités de genre, où chaque partenaire doit convenir au rôle que son genre lui assigne. Les difficultés à articuler travail et famille découlent elles, on l'a dit, de la montée de la norme du travail féminin qui vient se heurter à un marché inégalitaire et à des politiques sociales à renforcer. Pour le cas suisse, l'absence de ces politiques peut expliquer une plus grande infécondité, très prononcée pour les femmes diplômées. A l'inverse, dans les pays scandinaves où les politiques familiales sont plus fortes, les femmes de formations supérieures ne sont pas plus infécondes (Sauvain-Dugerdil et Millogo, 2021). Ce manque de politiques rend difficile la conciliation entre travail et famille, ce qui amène une préférence chez les femmes plus diplômées à rester sans enfant. C'est le cas pour tous les pays de langue allemande : Suisse, Autriche et Allemagne où les femmes diplômées du supérieur sont plus fréquemment infécondes (Beaujouan *et al.* 2017 et Sauvain-Dugerdil, Millogo, 2021). La présence masculine dans les tâches domestiques est aussi moins forte que dans les pays

nordiques, pour reprendre aussi une des idées centrales d'une révolution de genre achevée (Goldscheider et al. 2015).

Au niveau européen un ensemble large de raisons est mobilisable pour expliquer l'infécondité. On peut citer notamment la diffusion de la contraception, la plus grande instabilité des unions, la vie de couple tardive et donc le délai dans le premier enfant ainsi que l'incertitude économique croissante (Beaujouan *et al.* 2017). Le rôle des politiques sociales (autre que familiales) est indéniable comme facteur de stabilité et d'accompagnement, en témoigne l'augmentation actuelle de l'infécondité dans les pays d'Europe du Sud. Un exemple en est la Grèce, qui, à la suite de la crise économique, subit une vague d'austérité, réduisant considérablement les prestations sociales (*Ibid*, 2017). Bien évidemment, l'incertitude économique et la montée du chômage renforce cette baisse de la fécondité.

Existe-t-il des différences de bien-être entre des personnes sans enfants et ceux avec des enfants ? Dans le cas suisse, non, malgré moins de contraintes économiques, une moindre pression des tâches familiales ainsi qu'un plus grand partage des tâches au sein du couple et moins de conflit, le bien-être subjectif des personnes sans enfant n'est pas supérieur à celui des jeunes parents (Sauvain-Dugerdil et Millogo, 2021).

En résumé, la Suisse possède l'un des plus forts taux d'infécondité au niveau européen. Ce taux est stable et indique que l'infécondité ne progresse pas dans la population. L'absence de partenaire est centrale dans l'explication de l'infécondité et ceci pour les deux sexes. L'infécondité est plus élevée chez les femmes à haut niveau d'étude, ce qui n'est pas le cas chez les hommes possédant le même niveau d'éducation (Sauvain-Dugerdil et Millogo, 2021). Les difficultés pour concilier le travail et la vie de famille sont alors centrales pour ces femmes, l'absence de politiques familiales adéquates renforce ces difficultés. On parle donc d'un coût d'opportunité différent dans l'accès à la parentalité (*Ibid*, 2021). Au niveau européen, Beaujouan *et al.* (2017) constatent une fracture entre l'Europe centrale et de l'Est possédant une infécondité qui augmente et l'Europe de l'Ouest avec une infécondité stable.

La littérature amène aussi la distinction entre infécondité volontaire et involontaire. L'infécondité involontaire ou subie est celle que nous venons de décrire précédemment, celle où un désir d'enfant ne peut se réaliser. Nous en avons évoqué les raisons, absence de partenaire des politiques sociales et familiales lacunaires ou encore instabilité économique. Il faut aussi

mentionner les personnes stériles, en France 2% à 4% des femmes (Beaujouan *et al.* 2017), jusqu'à 10% de la population totale en Suisse⁶. Ainsi, il est possible de distinguer les personnes « *childless* » qui ne peuvent avoir d'enfants pour des raisons biologiques ou sociales, qui ont le désir mais qui ne peuvent le réaliser. Les « *childfree* » sont les personnes qui même si elles ont la possibilité d'avoir des enfants ne souhaitent pas en avoir. Habitées par une volonté de vivre une vie autre, remettant en question la parentalité comme norme, ces personnes possèdent un désir profond et de longue date de ne pas vouloir d'enfant (Blackstone et Stewart, 2016).

L'infécondité volontaire est nommée « SenVol » - sans enfant volontaire- par Charlotte Debest (2014) ; elle montre que le parcours de personne « SenVol » est proche d'une position d'*outsider* dans le sens du sociologue Becker. Une position qui cherche à construire une vie en dehors de la norme du « faire-famille ». Un grand désir de liberté anime ces personnes, qui ont des aspirations éloignées des normes professionnelles également. Elles poursuivent une liberté professionnelle mais aussi sociale, dans les sphères familiales et conjugales. Ces positions remettent en question les normes du parcours de vie, l'idée d'un bonheur inhérent par la parentalité, et amène l'envie de se construire autrement (Debest, 2014). La parentalité est vue comme contraignante et liberticide, mais cette attitude n'exclut pas l'affection pour des enfants (Mo, 2021 et Debest *et al.* 2014). Cette posture est de mieux en mieux acceptée. En effet, la norme du « faire-famille » est dans le cas de l'Europe de l'Ouest de moins en moins contraignante, en témoigne une plus grande acceptation d'une trajectoire de vie sans enfant, ce qui est moins le cas dans les pays de l'Est et du centre de l'Europe (Merz et Liefbroer, 2012).

L'infécondité volontaire définitive reste très minoritaire, notamment en France où elle est étudiée par l'enquête *Fecond* (Debest *et al.*, 2014). Les personnes qui disent vouloir rester sans enfants sont majoritairement des hommes : 6,3% de l'ensemble des hommes contre 4,3% des femmes. Cette position reste sans doute moins stigmatisante pour ces derniers. Le fait de ne pas être en couple augmente l'infécondité volontaire déclarée. Le niveau d'étude joue un rôle central, notamment chez les femmes. Les femmes célibataires les plus diplômées sont celles qui disent le plus souvent vouloir rester sans enfants. Les auteurs expliquent ce résultat par le fait qu'elles ont eu une socialisation éloignée du modèle traditionnel féminin. L'enquête *Fecond* montre que ces femmes sont les plus nombreuses à valoriser des raisons « libertaires » pour rester sans enfant. Elles expliquent vouloir être bien sans enfant et valorisent d'autres priorités de vie

⁶ <https://www.letemps.ch/societe/faire-bebes-simple>

plutôt que la parentalité. Ces femmes ont les moyens financiers pour se projeter dans des configurations autres. Les hommes plus diplômés ne sont pas plus inféconds volontaires, un haut niveau d'études étant assimilé à une position de bon pourvoyeur de ressources et les prédisposant au couple et à la parentalité.

3. Cadre théorique

Le paradigme du parcours de vie

Comme la littérature nous l'a décrit, les trajectoires de vie se font de plus en plus diverses. Parmi ces parcours divers, nous retrouvons la vie sans enfant. Ce mémoire questionne le lien entre préoccupation climatique et désir de vivre sans enfant. Il semble alors intéressant d'inscrire cette problématique dans le cadre théorique du parcours de vie. L'approche par le parcours de vie cherche à décrire la vie comme un ensemble de trajectoires semblables à un « chemin pour aller d'un point à un autre » (Robin, 2016). Les points sont des événements « désirés, imprévus ou subis » bousculant et ponctuant le parcours de vie, comme quitter le foyer familial, former un couple, divorcer, vivre le décès d'un proche ou accueillir son premier enfant (Charruault, 2020). Les individus vivent des transitions à travers ces événements ; ils expérimentent des changements de statut, de rôle et d'accès aux ressources : devenir étudiants, conjoint, parents, grands-parents, veufs ; un ensemble de statuts concomitants ou non (Op Cit, 2020).

Le cadre théorique du parcours de vie propose pour comprendre et expliquer la pluralité des trajectoires de vies de les lier au changement social. Il s'agit de comprendre comment les vies (les trajectoires) sont influencées par le contexte socio-historique et les événements en découlant (Elder *et al*, 2003). Nous tentons de suivre cet objectif dans ce travail, en voyant comment la crise climatique peut impacter la parentalité. Le changement social peut provenir d'événements historiques bousculant l'organisation et le parcours des individus, comme la guerre mondiale ou une importante récession économique (Elder, 1974).

Le cadre théorique du parcours de vie est formé autour de cinq principes (Elder *et al*, 2003) : le développement tout au long de la vie (« Life-Span »), l'agentivité, le temps et l'espace, le timing et les vies liées (« Linked Lives »). Ces principes permettent la formulation de questions empiriques propre aux parcours de vie, en proposant de voir l'individu comme en constante évolution (« Life-Span ») ; un individu capable d'agir sur son parcours (agentivité), un individu

vivant des évènements datés et situés (temps et espace) ; un individu impacté différemment selon la temporalité des évènements (timing) et finalement un individu possédant un réseau qui rend sa trajectoire interdépendante entre son réseau et le contexte (« Linked Lives »).

L'agentivité est un principe clé du cadre théorique du parcours de vie. Les individus ne sont pas entièrement soumis aux influences sociales (Elder *et al*, 2003), ils sont en mesure de faire des choix, des compromis au travers d'opportunité et de contrainte que le social et l'histoire crée. L'individu n'est pas non plus tout puissant ou pleinement rationnel, on peut dire qu'il navigue entre les contraintes et les opportunités. Une navigation qui est influencée par le statut socio-économique : plus le statut est élevé plus les avantages vont s'accumuler ; les transitions (changement de rôle et de statut à travers un évènement) seront ainsi facilitées par un statut socio-économique.

Le temps et l'espace forment aussi un principe clé du cadre théorique du parcours de vie. Le parcours de vie est bien plus que relié à la période historique et à l'espace, il en est construit (Elder *et al*, 2003). Ainsi l'impact d'évènement sur le parcours de vie sera profondément différent selon le temps historique et le lieu. Nous verrons ainsi que l'ancrage temporel et spatial des évènements est fondamental et se retrouve pleinement dans le récit de nos interrogés.

Ainsi, l'agentivité, le temps et l'espace sont des principes centraux dans la formulation de nos questions de recherches.

Le paradigme du parcours de vie s'intéresse aussi aux inégalités. Les individus ne sont pas égaux face aux évènements individuels ou historiques, des individus possédant un statut socio-économique élevées peuvent plus facilement éviter les impacts négatifs causés par un évènement indésirable (Buchmann M. et Steinhoff A., 2017). Ainsi, le changement social ancrée dans des évènements historiques ou individuels n'agit pas de la même façon selon le statut socio-économique des individus. Le paradigme du parcours de vie invite alors aux comparaisons entre classes sociales.

Appréhender la crise climatique à travers le parcours de vie

Comment le parcours de vie peut-il être influencé par la crise climatique ? Dans ce travail, nous interrogeons le refus, la peur de la parentalité pour des raisons climatiques. Nous envisageons alors la crise climatique comme un événement contraignant, une contrainte qui fait naviguer l'agentivité des individus entre volonté individuelle et cette contrainte structurelle (Elder *et al.* 2003). Des travaux récents (Barthelemy, 2021, Vitiello, 2020) montrent à quel point la crise climatique peut influencer les trajectoires individuelles. Quitter son travail, partir vivre en communauté, s'engager politiquement ou encore vivre une décroissance sociale et économique sont des exemples de bifurcations de vie suscitée par la crise environnementale (Grossetête, 2019). Un point commun semble relier ces trajectoires observables : le désir par les individus de réduire leur impact sur l'environnement. A quel point l'envie d'avoir des enfants peut-elle rentrer dans cette dynamique et être-elle aussi chamboulée par le désir d'adopter des pratiques durables ?

Posons-nous la question suivante : Comment appréhender la crise climatique du point de vue de la théorie du parcours de vie ? Un premier constat est à faire : la crise climatique n'est pas, à l'heure de l'écriture de ce texte, un événement contraignant pour l'ensemble de la population suisse. Cet événement n'entraîne pas de nombreuses restrictions ou, pour l'instant, une profonde dégradation du milieu de vie venant menacer la survie de la population.

La crise climatique se distingue alors d'autres événements, que l'on nomme historiques, qui ont agi sur les trajectoires de vies ; on pense notamment aux guerres mondiales (Elder *et al.*, 1994) ou à la Grande Dépression (Elder, 1974).

Quelles ressemblances et différences entre ces événements historiques et la crise climatique ? Nous pensons que la différence peut provenir d'un choix politique et économique visant à se détourner de la problématique de la crise climatique, en témoigne l'absentéisme d'un grand nombre de parlementaire de droite lors d'une rencontre avec des experts du climat⁷. Néanmoins, l'urgence est bien présente et les conséquences déjà visibles et expérimentées. La crise climatique est une crise sociale et économique imbriquée dans des rapports de pouvoirs,

⁷ <https://www.rts.ch/info/suisse/13061568-a-droite-des-rangs-clairsemees-lors-de-la-rencontre-avec-des-scientifiques-du-climat-a-berne.html>

Andreas Malm (2017) parle de « capitalocène » montrant la responsabilité du capitalisme industriel basé sur les énergies fossiles dans la crise climatique. La différence peut se situer ici, la crise climatique montre les limites d'un modèle socio-économique, agir sur ce modèle est complexe et rencontre comme nous l'avons dit des rapports de pouvoirs.

Si nous poursuivons, la différence est peut-être ici, il n'y a que trop peu d'actions publiques, notamment au niveau des restrictions ou des alternatives, le débat se déplace alors, du structurel à l'individuel. L'affect écologique rentre alors en jeu, que l'on peut décrire comme une prise de conscience individuelle de la crise climatique. Cette prise de conscience individuelle forme, nous le verrons, un « évènement » chez nos interrogés qui pousse à repenser la société dans laquelle ils vivent, à adapter leurs comportements ou encore à militer. Ceci amène la crise climatique comme différente, pour l'instant, des autres évènements historiques qui furent en mesure d'impacter les trajectoires de vie.

Cette recherche peut permettre de clarifier ce que nous entendons par évènement individuel, de voir comment la crise climatique, émanant d'un contexte historique particulier, est expérimentée comme un « évènement », qui au niveau individuel pousse à un changement de comportement, notamment en questionnant la parentalité. Nous y reviendrons dans la conclusion de ce texte en clarifiant à la vue de nos résultats ce que peut-être un évènement individuel (la prise de conscience écologique) au sein d'un contexte historique particulier qu'est la crise climatique.

4. Question de recherche et méthode.

Notre problématique est la suivante : est-ce que certaines personnes en Suisse choisissent de ne pas vouloir d'enfant en réponse aux contraintes posées par la crise climatique ? Comme vu dans la littérature, aucune étude n'a pour l'instant été menée sur ce thème en Suisse. Nous chercherons alors d'abord à montrer l'existence de ce choix de vie. De nombreuses questions découlent d'un tel choix de vie. Le souci d'agir face aux enjeux environnementaux vient-il renforcer les convictions de personnes qui par ailleurs sont déjà lancées sur une trajectoire de sans enfant volontaire ? Ou les préoccupations climatiques amènent-elles des personnes à réviser radicalement leur trajectoire de vie, qui les prédisposait auparavant plutôt à l'union et à la parentalité ?

Notre problématique est ancrée dans la perspective du parcours de vie. Il s'agira alors de voir comment la prise de conscience de la crise climatique est envisagée comme "évènement" impactant la trajectoire familiale des personnes que nous interrogeons. La prise de conscience de la crise climatique peut-elle constituer une bifurcation dans le parcours de vie des individus ? Il s'agit dès lors de récolter des éléments biographiques qui montrent comment la crise climatique est devenu un moment important dans la vie de nos interrogés. Par la suite, nous verrons comment cet évènement (la prise de conscience des enjeux climatiques) a questionné les intentions de fécondité.

Données de l'enquête et méthode

Pour cette enquête douze entretiens semi-directifs ont été menés avec des personnes âgées de 18 à 30 ans résidant pour la majorité en Suisse romande, ainsi qu'à Londres, Bruxelles et Paris. Les entretiens eurent lieu en présence ou par Zoom. La tenue d'entretien en ligne ne présentait que très peu de limites, après de nombreux mois passés en enseignement en distance ces outils sont de plus en plus répandus et bien utilisés. Ils s'avèrent être des alternatives efficaces aux entretiens en présentiel.

L'échantillon comprend 9 femmes et 3 hommes. Le niveau d'éducation est varié : du CFC au master, avec plus de personnes titulaires d'un master (N = 8) que d'un CFC (N = 2) ou bachelor (N = 2). L'échantillon ne contient aucune personne ayant effectué uniquement la scolarité obligatoire. Le taux d'occupation professionnel est lui aussi varié : de 100% au chômage. L'échantillon est composé majoritairement de personnes en couple : 6 personnes en couple contre 4 personnes célibataires ; 2 personnes n'ont pas souhaité communiquer à ce sujet. L'échantillon, plutôt jeune et diplômé semble confirmer la littérature, notamment sur la sensibilité à la crise écologique (Helm *et al.* 2021, Sasser, 2018). Un tableau en annexe reprend les composantes socio-démographiques de l'échantillon.

Le recrutement a été réalisé entre début novembre 2021 et fin janvier 2022, via les réseaux sociaux d'abord puis de bouche à oreille, par la technique dite « boule de neige ». Instagram fut un des réseaux utilisés, qui se montra particulièrement efficace. Le recrutement était explicite et visait directement des personnes ne souhaitant pas avoir d'enfant face à la crise climatique. Le recrutement fut difficile, peu de personnes répondirent et plusieurs vagues de recrutement durent avoir lieu. Ce recrutement comporte des limites mais montre aussi qu'une

population particulière questionne sa fécondité vis-à-vis de la crise climatique : une population jeune et diplômée. Malgré des efforts pour interroger des personnes n'ayant effectué que la scolarité obligatoire, ces efforts ne furent pas couronnés de succès. Ce qui constitue une limite mais est aussi déjà un résultat.

Je n'ai pas souhaité interroger certains de mes proches qui se ressentaient dans cette situation. Il semblait fondamental de garder un certain degré de séparation. Une trop grande familiarité constitue une limite.

Nos interrogées étaient informées de l'enregistrement de l'entretien, leur consentement étant demandé. L'anonymat par l'usage de prénom d'emprunt fut utilisé. Certains intervenants ont demandé à ne pas être anonymisés et conversés leur véritable prénom.

La grille d'entretien reprenait les thématiques suivantes : comment la crise climatique est devenue une problématique dans la vie des interrogées ? Quelles sont les différentes raisons qui les a amenés à ce choix de ne pas faire d'enfant face à la crise climatique ? Quelles autres raisons sont importantes pour expliquer le choix de ne pas désirer d'enfant ?

Ces trois grandes thématiques constituent les bases de l'analyse de contenu réalisée sur les discours recueillis. L'ensemble des entretiens a été enregistré, puis retranscrit. Chaque thème s'est vu attribué un code couleur. Les entretiens ont été repris et surlignés, annotés. Des sous-catégories ont émergé, qui constituent les sous-parties du texte présentant les résultats. Les résultats sont illustrés par des verbatims. Ces verbatims sont des citations marquantes qui permettent d'illustrer au mieux les thématiques retenues. Au niveau de la méthode, on a donc procédé d'abord à un codage thématique des entretiens.

Pour décrire les résultats deux méthodes ont été utilisées. Dans la première partie concernant le désir d'enfant face à la crise climatique, les résultats sont décrits de façon thématique avec les verbatims associées, comme déjà expliqué. Pour la deuxième partie des résultats, les raisons multiples du non-désir d'enfant, les entretiens sont repris un par un afin de donner un portrait de la position de l'interrogé. Ces positions seront aussi illustrées par des verbatims. Nous avons donc ici utilisé une technique complémentaire, celle du "portrait". Ce choix relève des positions multiples de nos interrogées évoquant de nombreuses raisons quant à leur non-désir d'enfant. Nous trouvons des raisons identiques qui permettent des thèmes, mais il semble intéressant de

retranscrire, entretiens par entretiens, les raisons et les affects personnels à chaque interrogé. Une telle analyse permet finalement de faire des typologies regroupant les individus présentant des traits communs, si l'échantillon est assez grand et si une diversité de postures se dégagent, ce qui n'a pas été le cas ici.

5. Analyse des entretiens qualitatifs

5.1 Intention de fécondité et crise climatique : l'existence d'une relation

Cette première partie nous plonge directement dans la problématique, à savoir les raisons invoquées par nos interrogés pour ne pas souhaiter avoir d'enfant face à la crise climatique. Dans un premier temps, nous questionnerons le lien qu'entretiennent nos interrogés avec la crise climatique en particulier le moment où cette dernière est devenue un enjeu clé. Ceci à travers les premières questions de la grille d'entretiens. Nous reprendrons cet enjeu dans la première sous-partie.

Nous verrons ensuite le lien fait entre crise climatique et les intentions de fécondité. Nous noterons deux axes issus des entretiens.

Premier axe. La crise climatique crée une incertitude quant à l'avenir, une incertitude vue comme incompatible avec le désir d'enfant. Cette incompatibilité passe par l'envie de ne pas voir son futur enfant souffrir d'un cadre de vie dégradé, soit d'un accès restreint aux ressources essentielles ainsi que d'une hausse des tensions sociales découlant de la crise climatique.

Deuxième axe. Une naissance supplémentaire a un impact écologique. Pour une partie de l'échantillon, ne pas faire d'enfant revient à préserver l'environnement, car un futur enfant est vu comme un sur-consommateur de ressources. Nous retrouverons alors un discours aux prises avec un certain néo-malthusianisme. Ne pas avoir d'enfant tend alors à ne pas amplifier la surpopulation et la surconsommation. Cette position est critiquée par une autre partie de notre échantillon, chez qui le discours porte plutôt sur la nécessité de changer les systèmes économiques ainsi que sur le blocage ressenti quant à l'avenir incertain (premier axe).

En résumé, deux axes de réponses se distinguent chez nos participants lorsqu'ils expliquent le lien entre leur non-désir d'enfant et la crise climatique. A noter que ces deux axes peuvent se retrouver chez la même personne. Ces axes seront développés dans l'analyse.

Ces deux axes, nous montrent que nos interrogés envisagent une relation relativement complexe entre crise climatique et intention de fécondité : une relation qui réactualise une vision de la population comme responsable de la crise climatique, mais la dépasse aussi. Nos interrogés posent par ailleurs pleinement la question du cadre idéal pour avoir un enfant, un cadre qu'ils jugent assombri par la crise climatique.

Nous allons reprendre ces deux axes dans ce qui suit, et les compléter de citations issues des entretiens. Nous verrons ainsi que pour nos interrogées, la crise climatique est une raison suffisante pour ne pas ressentir l'envie d'accueillir un enfant. Ce constat nous permet déjà de répondre à notre première question de recherche. Il existe effectivement des personnes qui, en Suisse, ne souhaitent pas avoir d'enfants en réponse à la crise climatique. Il restera ensuite à décrire les motivations soutenant ce choix. Commençons premièrement par détailler la façon dont la crise climatique est devenue une problématique dans la vie de nos interrogés.

5.2 Expérience et affect écologique

L'ensemble de nos interrogés se disent sensibles et concernés par les questions environnementales. Notre grille visait, à travers un ensemble de questions, à interroger cet affect écologique. Cette dimension semble centrale pour mieux comprendre les répercussions de la crise environnementale sur les intentions de fécondité. Comment la crise climatique est-elle devenue une problématique personnelle pour nos interrogés ? Ces derniers vont alors partager des expériences, souvent décrite comme fortes, notamment en émotions.

Des émotions qui sont par exemple véhiculées à travers des images. Daisy raconte sa profonde tristesse devant les images des feux de forêts en Australie, dévastant la faune et la flore. Alina, parle aussi des images relatant les dégâts de l'industrie textile et de la façon dont ses dernières la marquent et lui font changer son comportement. Dach, Claire et Maya disent avoir vu beaucoup de documentaires. Ces derniers les informent sur la crise climatique, les touchent et leur donnent envie de voir cette situation changer. Soraya parle des inondations en Belgique

qui l'interpelle sur les dégâts liés au réchauffement climatique en Europe. Elle témoigne de la réaction de son père devant la télévision qui diffusait les images des inondations.

« Pour moi tout ce qui touche à la nature c'est toujours très violent, comme les images des incendies en Australie, avec les animaux qui décèdent, je fonds en larme et après je ne suis pas bien pendant une demi-journée, quand s'est lié à la nature, ça m'attriste tellement fort. »
(Daisy)

« J'ai regardé un peu près tous les documentaires de Extinction Rebellion sur YouTube. J'avais un cahier où je prenais des notes sur tous les documentaires climatiques que j'ai pu voir, notamment des documentaires sur Sea Sheperd, l'état des glaces en Arctique, enfin un peu de tout. » (Maya)

Des images et aussi des rapports scientifiques, sont cités comme vecteurs de la prise de conscience de l'urgence climatique. Ces rapports développent des prédictions qui sont reprises par certains de nos interrogées. Ces prédictions questionnent directement la viabilité de nos sociétés à une échelle relativement courte.

« Quand on voit les prédictions de température en 2050 comme 43° à Paris, irrationnellement je me dis qu'il faudra habiter dans un pays nordique, c'est un délire de se dire que je planifie ma vie pour ne pas être dans un endroit où je vais crever de chaud en été. Ça me rend super triste de me dire que on ne peut pas s'imaginer un avenir, car il n'y a pas de quoi s'imaginer un avenir. » (Maya)

« Mais je me dis que dans 15 ans il y aura quelque chose de pire qui va nous arriver dessus, c'est que des projections, des stress et de l'anxiété que tu peux avoir avec le climat. C'est difficile de nommer ça de façon rationnelle, je n'ai pas lu tous les rapports du GIEC, mais c'est quand même assez probable que ce soit la merde. » (Hélène).

En dehors des images ou des rapports, ce sont aussi des expériences du quotidien. La pollution des villes où les intervenants vivent est ainsi citée régulièrement, qui constitue une expérience régulière des conséquences des activités humaines sur l'environnement et la santé. Ainsi, pour André, Soraya et Alina, la pollution impacte directement leur santé physique et les font se questionner sur la viabilité d'une vie en milieu urbain. Le constat d'un milieu de vie qui se

dégrade n'est pas exclusivement lié à une vie urbaine, notamment pour Sophie qui dit vivre à la campagne, dans le Gros-de-Vaud : elle dit constater les dégâts sur les cultures et les forêts notamment par des pluies excessives.

« Il suffit de voir la pollution, de regarder le ciel, la couleur des immeubles. Je trouve que le ciel est de plus en plus gris, on voit bien moins les étoiles. Si on fait du vélo en ville, surtout en hiver, on ressent fortement la pollution, on tousse, on a mal à la gorge, surtout pour moi qui est asthmatique, je ressens encore plus fortement la pollution. Pour moi, on est clairement en situation de crise. » (André)

« On va dire que déjà à mon jeune âge, à Paris parfois j'étouffe, je rentre chez moi je tousse, il y a énormément de pollution, que ce soit en été, ou en hiver où c'est encore plus fort, on le sent vraiment fortement. » (Alina)

« Je me pose aussi la question de l'endroit, c'est où un bon endroit, un endroit qui soit assez confortable pour avoir un enfant, pas une ville ultra-polluée, ma sœur est asthmatique et on a toutes les deux des problèmes de peaux, à chaque fois que l'on revient à Londres on tombe malade. » (Soraya)

« Je marche très souvent dans la campagne et j'ai eu le temps de voir toutes les cultures, il a tellement plu que les champs de blé étaient noirs, pourris à la racine, dans la forêt, les arbres ils tombaient tellement le sol était gorgé d'eau, ce n'est qu'un petit bout de ce que les scientifiques annoncent depuis des dizaines d'années. » (Sophie)

André et Armand témoignent d'expériences professionnelles qui les ont amenés à des prises de conscience sur la crise climatique. Notamment, l'impact sur le climat des entreprises pour lesquelles ils travaillent les ont interpellé. Armand dit travailler dans une entreprise américaine de plastique, où il constate une absence totale d'intérêt pour les questions écologiques. André travaille au sein d'une banque où il tire le même constat qu'Armand

La prise de conscience de la crise climatique et environnementale amène ensuite des comportements en réaction. Dit autrement, l'affect écologique pousse à une adaptation des comportements. Claire, Alina, Bérénice et Maya sont végétarienne, un choix motivé par des raisons écologiques. Soraya, Bérénice, David et Maya sont actifs dans des groupes militants

écologistes. Alina, Sophie, Claire et David disent vouloir changer leur mode de vie pour tendre à des objectifs de décroissance et pour vivre sobrement. Ils reprennent une envie de vivre avec moins de biens, en autarcie, seul ou dans des lieux communautaires.

Même si ces divers comportements ne sont pas partagés par l'ensemble de notre échantillon, on voit que la crise climatique peut pousser à adapter les comportements et les trajectoires de vie, dans l'objectif de réduire l'impact de son mode de vie. Ces réponses tendent à un changement structurel et politique par des engagements ou peuvent aussi tendre à réorganiser totalement sa vie en choisissant un mode de vie décroissant dans des cadres particuliers.

5.3 Ne pas avoir d'enfant car la crise climatique rend l'avenir incertain

Voyons à présent le lien entre affect écologique et intention de fécondité. Le constat du réchauffement climatique est associé à des émotions comme l'inquiétude et la tristesse. La crise climatique est aussi liée à des atteintes à la santé chez nos interrogés. Ce lien émotionnel est vu comme un véritable frein pour le désir d'enfant pour l'ensemble de nos interrogés. Le manque de confiance, la vision d'un avenir incertain est dissonant avec la volonté d'avoir un enfant. La crise climatique ne permet pas d'avoir un cadre idéal, stable pour s'épanouir avec un enfant. Nos interrogés posent la question de la responsabilité des choix en lien avec la crise climatique : comment désirer un enfant si je sais que les conditions de vies sont menacées dans un avenir proche. Deux points sont alors en jeu, premièrement : le constat d'un avenir incertain ; deuxièmement, la peur de voir une descendance vivre dans un milieu dégradé. Ce deuxième point pose la question de la responsabilité du futur parent face à la crise climatique.

« Après c'est principalement une incertitude quant au futur, par rapport à nous, en termes de générations. Que ce soit au niveau du travail, de mes finances, mais surtout en matière de détérioration de notre milieu par la crise climatique, qui n'est pas du tout gérée, ce qui me fait encore plus paniquée et me donne vraiment pas envie d'avoir des enfants. D'ajouter une personne en plus, et de pas réussir à gérer cette responsabilité dans ce futur incertain » (Daisy)

« Ce stress de l'avenir pour moi c'est quelque chose qui clairement me bloque, je n'ai pas envie que mon enfant il galère toute sa vie, qu'il vive dans un milieu super pollué » (Hélène)

« Je suis très inquiet, je pense beaucoup d'éco-anxiété. Je n'ai pas envie de forcer quelqu'un à vivre dans ce monde-là, dans ce futur incertain. » (Armand)

« Pour moi, c'est plus l'idée que si en tant qu'adulte et de futur parent je suis angoissé pour mon avenir au point de pas avoir le sentiment d'en avoir, je me vois mal mettre quelqu'un au monde, qui sera dans la même situation que moi, voir dans une situation encore plus angoissante et anxiogène. Ça ne peut pas se tenir éthiquement » (David).

« Quand on s'aperçoit de notre impact sur la nature ça ne donne pas envie de faire des enfants, je veux faire un enfant pas pour moi, mais pour lui, pour le voir grandir, évoluer. Si c'est pour qu'il soit intoxiqué aux pesticides ça ne donne pas envie. Je pense que l'on va vers une catastrophe écologique et sociale. » (Sophie)

Ces cinq citations explicitent l'inquiétude climatique et sa répercussion sur l'intention d'avoir des enfants. Ceci constitue l'un de nos résultats centraux : l'inquiétude, l'angoisse suscitée par la crise climatique se répercute sur le désir d'enfant. On retrouve un vocabulaire proche du cadre de l'éco-anxiété (Pikhala, 2020). Daisy se dit « paniquée ». Hélène ressent du stress. Armand de l'inquiétude, il nomme même directement l'éco-anxiété. Ils sont quatre en tout, comme Armand, à citer directement l'éco-anxiété. Pour Dach, l'éco-anxiété amène des moments de blocages. Elle dit ne plus savoir quoi faire pour ne pas impacter l'environnement. Elle parle d'un « mood où tu es triste tout le temps, quand tu fais tes courses ou que tu achètes un truc tu y réfléchis pendant des heures, des jours ». David parle d'angoisse, sa citation est particulièrement parlante : il ne souhaite pas à un futur enfant de vivre le même stress, voir pire, que celui qu'il vit actuellement. Sophie, parle des pesticides et d'une catastrophe écologique et sociale qui freine son désir d'enfant.

L'ensemble de notre échantillon se dit inquiet face à la crise climatique. Ils envisagent une profonde dégradation des conditions de vie. Cet avenir envisagé comme profondément impacté par la crise climatique freine le désir d'enfant. Nous présentons maintenant des citations du reste de notre échantillon.

« S'il n'y avait pas cet horizon sombre, de crise climatique, je ne te dirais pas de manière aussi catégorique je ne veux pas d'enfant. » (Claire)

« *Moi je vois la crise climatique comme la plus grande menace qu'il y a pour notre société et pour moi c'est la première chose qu'il faut faire. Chez XR, on parle plus de durabilité, mais bien d'effondrement, de catastrophe climatique, j'ai l'impression que tous les ans on évolue vers quelque chose de plus négatif.* » (Maya)

« *Tu vois, je pense que le fait de ne pas vouloir d'enfants, pour moi c'est avant tout que je ne veux pas reproduire des choses ou des situations et ensuite il y a la crise climatique, qui vient quasiment en première ou seconde place auprès de ce que j'appelle l'éthique dans ma réflexion, parce que la crise climatique elle infuse tout* » (Alina)

« *C'est sûr que c'est compliqué de penser au futur, pour mes plans d'avenir, je sais que j'avais envie de faire pleins d'études, de faire pleins de choses dans ma vie, je ne sais pas si je dois maintenant prioriser ces choses rapidement, parce que on va peut-être mourir dans dix ou quinze ans, comment tu veux avoir des enfants là-dedans* » (Dach)

« *J'ai une vision assez sombre de l'avenir, surtout si on regarde pour le climat, au niveau des chiffres, des sciences il y a un véritable constat.* » (André)

« *Tout me semble incertain, je ne sais pas à quoi le monde pourra ressembler même pas dans dix ans, juste dans cinq ans, entre le Covid, les inondations, les feux de forêts et tout ça, est-ce que le monde aura la capacité de nourrir un enfant en plus.* » (Soraya).

Ces citations montrent la profonde inquiétude suscitée par la crise climatique. Pour Claire, « *l'horizon sombre* » de la crise climatique consolide fortement son envie de ne pas avoir d'enfants. Maya et André font eux le constat d'un avenir incertain, entre l'effondrement pour Maya et le constat scientifique que met en avant André. Pour Alina, même si son envie de vivre sans enfant correspond à plusieurs raisons, la crise climatique reste une raison centrale, car cette dernière « *infuse tout* ». Dach pose un constat particulièrement fort, d'un possible décès à une échelle de temps relativement proche ; cette inquiétude quant à sa propre survie est vue comme incompatible avec une trajectoire de vie partagée avec des enfants. Soraya pose aussi la question de la survie pour un futur enfant, rappelant des événements chamboulant, dont la pandémie de coronavirus mais aussi des événements climatiques extrêmes, qui sont vu comme menaçant la capacité à accéder à des ressources primaires comme la nourriture.

Un dernier constat s'impose sur l'incertitude provoquée par la crise climatique. Pour tous nos interrogés, la crise climatique est une menace directe qui n'est pas gérée. Cette absence de gestion renforce les craintes quant à un avenir incertain. Pour Daisy, André, Armand, Hélène et Soraya, les gouvernements n'agissent que trop peu pour apporter des réponses à la crise climatique. Cette vision d'un gouvernement qui ne prend pas en compte la crise climatique renforce l'inquiétude quant à l'avenir et ainsi questionne la trajectoire d'une vie partagée avec ses enfants. L'inaction des gouvernements se traduit notamment par une attitude passive et complaisante envers des groupes industriels. Ces derniers sont vu comme des acteurs majeurs de la crise climatique. De façon plus générale, le capitalisme -voire la citation d'André- est condamné, l'économie ne pouvant prendre en compte les enjeux climatiques.

« Cette espèce de mépris total de la part des grandes industries et des gouvernements qui les soutiennent ou qui leurs fournissent des cadeaux fiscaux à gogo, ou qui les accueillent, enfin quand tu vois la COP26, tu te dis que c'est vraiment n'importe quoi » (Hélène)

« Je pense qu'il y a aussi une grande hypocrisie de la part des gouvernements, ils disent qu'il ne faut pas jeter le plastique n'importe où, qu'il ne faut pas utiliser de pailles, ou faire pipi sous la douche, mais ce n'est pas ce qui va résoudre les problèmes du réchauffement climatique, c'est dérisoire. Il faut des vraies politiques publiques qui peuvent contraindre les groupes industriels, qui eux sont moteur de tout. » (Armand)

« Du coup, pour moi il n'y a pas d'autres solutions qu'une solution politique et une solution assez radicale face au système dans le lequel on évolue et les politiciens que l'on produit dans nos systèmes, je ne dis pas que ces personnes sont le diable mais ils sont le produit d'un système qui demande qu'ils existent, ils ne vont jamais réussir à aider notre planète. » (Soraya)

« Pour moi agir sur le climat ce n'est pas censé rapporter de l'argent. C'est sûr que ça peut aider sur la conscience, pour que les gens se rendent compte mais encore une fois, si l'objectif c'est d'avoir un portefeuille positif à la fin de l'année. Le capitalisme est incompatible avec les enjeux climatiques. » (André)

5.4 Incertitude : manque de ressources et rapport Nord-Sud

Nos intervenants sont nombreux à voir la crise climatique comme impactant les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins de la population mondiale. Cet impact est fondamental à comprendre pour notre problématique. Tout d'abord, on l'a dit, l'idée d'un avenir dégradé est explicitée comme motivant le désir de ne pas avoir d'enfant. Un rapport particulier aux populations des pays du Sud est aussi explicité. Les répondants pensent à l'avenir incertain pour ces populations et à l'impact du monde occidental sur ces populations.

Soraya, Hélène et Sophie posent directement la question des ressources essentielles. Soraya s'interroge « *entre le covid, les inondations, les feux de forêts et tout ça, est-ce que le monde aura la capacité de nourrir un enfant de plus ?* ». Elle poursuit : « *Est-ce qu'être plus sur la planète là maintenant ça fait du sens, de rajouter des bouches à nourrir, des consommateurs d'eau et d'électricité* ». Pour Hélène, d'ici une dizaine d'années l'eau viendra à manquer. Sophie craint la possibilité d'une famine liée à la crise climatique « *Pour avoir beaucoup voyagé, on voit que la famine touche certains pays mais pourquoi pas nous en fin de compte, je marche très souvent dans la campagne et j'ai eu le temps de voir toutes les cultures, il a tellement plu que les champs de blé étaient noirs, pourris à la racine* ».

Ce manque de ressource est vecteur de stress, un stress qui rend l'optique d'avoir un enfant dissonant. Ainsi, pour Dach « *La vie est menacée, peut-être que dans quelques décennies il n'y aura plus de vie possible.* » Cette perspective est incompatible avec le désir d'enfant. Claire invoque que face à la crise climatique elle ne pourra « *pas faire les choses comme il faut, car il y a des choses qui m'échappent et que donc mon enfant ne grandirait pas dans un cadre idéal.* », ceci la rendrait « *malheureuse* ». Ce cadre qui n'est plus idéal, Claire dit le vivre à travers son travail, où le manque de ressource amène à parfois repousser des chantiers. Ce manque de matières premières est directement lié à la crise climatique pour elle. David témoigne d'un possible chamboulement des sociétés qu'il voit en lien avec le manque de ressources.

« *C'est angoissant, à cause du climat, à cause des conséquences du climat, se battre pour manger, se battre pour avoir des terres qui ne sont pas trop chaudes, trop froides, ça entraîne une série de conflits et une certaine régulation, entre guillemets, des espèces. Mon cheminement c'est d'accepter que je puisse mourir dans cette crise.* » (David)

En poursuivant, David se dit « *extrêmement convaincu de l'effondrement qui va arriver* ». On voit alors une position se dessiner : comment envisager un avenir partagé avec un enfant, si

mon avenir est vu comme troublé, mis en danger, à tel point que David entame un cheminement visant à accepter qu'il puisse mourir. Pour lui, qui est militant dans différents groupes écologiques, un autre avenir est possible. Un avenir plus réjouissant, un espace où des collectifs citoyens pourront réorganiser notre mode de vie. Cependant, cet avenir n'est pas garanti et de profondes perturbations restent envisageables. David invoque alors le fait d'accepter un hypothétique décès. Pour lui, il est clair que ce chemin est incompatible avec le fait d'avoir un enfant. David semble certain de son choix, qui est source de nombreuses réflexions.

La notion d'effondrement est aussi reprise par Maya. Pour elle, nos sociétés ne sont pas en mesure de s'adapter à la crise climatique. « *Il faut une grande reconstruction de la société, c'est très compliqué* ». Elle parle de ses expériences militantes, qui sont marquantes pour elle. Malgré cela, pour elle « *il n'y a rien qui bouge* ». Face à cela, un effondrement est envisageable. Comme David, elle parle de guerre, d'une « *quantité énorme de migrants* ». Elle reprend des prédictions de températures annonçant des records en Europe pour ces prochaines décennies. « *C'est un délire de se dire que je planifie ma vie pour ne pas être dans un endroit où je vais crever de chaud en été* » elle envisage effectivement d'aller vivre dans un pays scandinave, ce qui est déjà le cas pour le lieu de ses études. Maya et David ont un rapport assez complexe au militantisme. Ce dernier leur permet d'agir et de prendre part à des initiatives valorisables pour eux. Dans le même temps, la militance ne porte pas toujours ses fruits. Le fait de ne pas voir de résultat est déstabilisant et renforce même une certaine anxiété chez Maya.

Une séparation spatiale en termes d'intensité de la crise climatique est aussi décrite par nos interrogés. Les répondants évoquent une séparation entre l'Europe moins gravement touchée et le reste du monde, notamment les pays du Sud qui serait plus lourdement impactés. On retrouve cette notion dans l'entretien de Maya, où pour elle l'Europe et notamment l'Europe du Nord restera moins touchée par la crise climatique que le reste du monde. Cette notion de séparation est particulièrement forte dans le témoignage de Soraya. Pour elle, le fait d'avoir accès à la contraception et donc de pouvoir contrôler sa fécondité est un privilège que d'autres personnes au sein des pays du Sud, non-occidentales n'ont pas.

« *Moi j'ai accès à ce choix, à la contraception et donc je considère que ça fait partie de mes privilèges d'occidentale d'avoir un enfant ou non. Vu que c'est un privilège et que d'autres ne l'ont pas, ça fait partie un peu de mon sacrifice, de mon effort de réparation.* » (Soraya)

Ainsi pour Soraya, les pays occidentaux sont vus comme responsable de la crise climatique. Elle parle notamment des grandes compagnies pétrolières et du mode de vie occidentale. Pour elle, les pays du Sud sont plus menacés par la crise climatique que l'Europe, faire moins d'enfants en Europe permettrait de réduire la pression exercée sur l'environnement. De plus, les populations européennes seraient plus facilement en mesure de contrôler leur fécondité. Elle parle d'un « *effort de réparation* », d'un « *sacrifice* » qu'elle est en mesure de faire. Alina rejoint Soraya : pour elle aussi, le fait de vivre en Europe lui permet d'avoir un plein contrôle sur sa fécondité. Elle insiste sur cette possibilité : « *c'est parce que on la possibilité et la chance de se poser ce genre de questions car on vit dans un pays européen* ».

Même si les conditions de vie sont pensées comme moins dégradées en Europe, la perspective d'une crise globale rentre en contradiction avec l'envie d'avoir des enfants. La parentalité semble incompatible avec un avenir vu comme troublé. Un avenir où le manque de ressources et de nombreuses perturbations risque de menacer pleinement les conditions de vie. Ainsi, face à la crise climatique, ne pas faire d'enfant passe par le désir de se préserver. Il s'agit de se préserver d'une trajectoire de vie parentale vue comme incompatible avec les perturbations à venir, se préserver de la souffrance d'un futur enfant qui va grandir dans un cadre de vie dégradé.

Cette première section nous montre, en somme, que l'avenir incertain de la crise climatique et les bouleversements qui lui sont associés sont vu comme freinant le désir d'enfant. L'absence d'une réponse institutionnelle, d'une gestion de la crise climatique renforce les émotions d'anxiété, de peur et de colère. Ces émotions forment un affect écologique négatif décourageant le désir d'enfant, dont nous avons donné plusieurs citations illustratives.

5.5 Ne pas avoir d'enfant pour préserver l'environnement

Intéressons-nous à présent à un autre ensemble de raisonnements liant crise climatique et infécondité. Cet ensemble questionne l'empreinte écologique que représente une naissance supplémentaire. L'empreinte écologique de la population suisse serait trop élevée et responsable de la crise climatique. Cet ensemble de discours est celui le plus proche du cadre

néo-malthusien que nous avons présenté lors de la revue de la littérature. Ainsi, ne pas avoir d'enfant serait vu comme un geste pour préserver l'environnement.

Au vu de la littérature et des articles de presse mis en avant pendant la revue, il aurait été attendu pendant l'enquête de voir un grand nombre de participants mobiliser ces raisons. Cependant, notre échantillon est plutôt hétérogène. Certains comme Hélène, Armand, Daisy et David s'opposent directement à cette vision d'une naissance supplémentaire comme responsable de la crise climatique. Ils mettent en avant les systèmes socio-économiques qui eux sont incompatibles avec la préservation de l'environnement. Voir simplement la naissance comme un futur sur-consommateur est une réduction pour eux. Ainsi la surpopulation n'est pas le problème, mais bien plus la société capitaliste et son mode de production.

Pour le reste de l'échantillon, qui est en majorité, une naissance supplémentaire est vue comme incompatible avec la crise climatique en raison de l'empreinte écologique du futur enfant. Ces deux visions s'opposent mais se nuancent aussi. Ainsi, pour nos interrogés, l'empreinte écologique est à comprendre comme imbriquée au sein de modes de vies et de consommations, des modes de vies et de consommations inadéquats dont on ne peut pas sortir. A l'inverse, les futurs enfants peuvent être acteur et actrice de la transition vers un monde plus juste et écologiquement adéquat. Une sortie des modes de productions actuels est essentielle et prioritaire sur un arrêt des naissances. Dans les paragraphes qui suivent nous allons décrire et illustrer ces positions.

5.5.1 Une naissance supplémentaire incompatible avec la crise climatique : surconsommation, surpopulation et éducation

Dans cette sous-partie nous allons détailler les positions de nos interrogées qui voient une naissance supplémentaire comme incompatible avec la crise climatique. Nous verrons ainsi que l'idée d'un monde aux ressources limitées confronté à des futurs enfants vus comme sur-consommateur de ressources est pleinement mis en avant. Nos interrogés vont mettre en avant la nécessité de réduire la taille de la population ; cette nécessité rentre en jeu dans leur désir de ne pas avoir d'enfant.

Dans notre échantillon, Claire exprime un fort positionnement dans ce sens. Pour elle, la taille de la population est un problème « *On est trop nombreux sur terre et je n'ai pas envie de rajouter un enfant en plus et participer à la croissance démographique, je pense que ce n'est pas utile.* » Une population qui impacte l'environnement en limitant les ressources et notamment la terre disponible « *des enfants qui ont une empreinte carbone et ça rajoute des personnes sur la planète, on est déjà en train de se battre pour les mètres-carrés de terre* ». Cette population grandissante est une menace pour un avenir, encore une fois, vu comme incertain.

« *Et maintenant je me dis 5 milliards ce n'était rien, ça a presque doublé en vingt ans, on parle de 9 milliards, c'est flippant, si en vingt ans on a doublé la population sur la planète, on est déjà à la limite, si on continue dans cette lancée, dans vingt-ans tout brûle, on va se marcher dessus, ce n'est pas possible.* » (Claire)

Cependant, pour Claire, un monde sans naissances semble difficilement envisageable, elle voit plutôt un monde avec moins d'enfants, mais des enfants plus « *intelligents* » : « *on devrait mieux faire des enfants qui sont intelligents, qui font les choses de façon intelligente, mais en faire moins (...)* Si on fait plus d'enfants c'est autant la merde, voire pire ! Peut-être il faudrait réguler pendant un certain temps, pour que le nombre de personnes baisse pendant un certain temps. » (Claire)

La position de Claire est aussi ambivalente. Elle exprime de forts doutes quant à la pérennité d'un monde sans naissances, cependant, pour elle une régulation pendant un certain temps est envisageable. Dach rejoint Claire sur l'impact que peut jouer une population trop nombreuse sur le milieu environnemental. Pour elle aussi, une régulation des naissances s'impose dans le cadre européen, comme l'illustrent les deux citations qui suivent.

« *Un enfant ça pollue, on est en surnombre. Après je n'ai pas envie d'être un tyran, mais pour moi s'il y avait des changements à faire, en Europe, ça serait de mettre comme en Chine la loi de l'enfant unique. Maximum un enfant par couple, ou par personnes. Je pense que même si on se restreint sur pleins de choses on est quand même en surnombre et on ne peut pas demander plus à la terre, on est trop nombreux.* » (Dach).

« Pour moi, il y a donc un équilibre nécessaire à avoir et on l'a dépassé avec les humains car nous sommes trop nombreux » (Dach)

L'entretien de Dach pose un lien clair entre croissance de la population et crise climatique. Pour elle, avoir moins d'enfant est un comportement efficace pour réduire notre empreinte. Elle exprime pleinement une vision où la terre possède des limites, où le surnombre fait que ces limites planétaires sont dépassées. Sa phrase *« un enfant ça pollue, on est en surnombre »* pose de façon clair ce lien. Pour Dach, il y a une distinction à faire entre les populations du Nord et du Sud, elle rappelle que *« ce qui coûte chère à la Terre c'est nous, pas les gens là-bas »*. Ainsi, pour elle, des politiques de limitation de la population devrait s'organiser en Europe. Dans la poursuite de l'entretien, Dach rappelle que même une meilleure éducation à la durabilité ne peut que trop faiblement réduire notre impact sur la planète. Pour elle, notre *« cadence à procréer »* est bien trop importante et nuit directement à l'environnement. Dach défend l'envie de ne pas faire d'enfant pour préserver la planète et réduire la crise climatique.

Pour Maya, la taille de la population est un frein au changement de société. Un changement qu'elle voit comme nécessaire pour tendre à réduire la crise climatique.

« 7 milliards de personnes je ne comprends pas comment on arriverait à avoir une ligne générale pour pouvoir éveiller les consciences, c'est la quantité qui m'effraie. Je me dis que quand il n'y aura plus de ressources les gens vont se réveiller. » (Maya)

Maya poursuit : pour elle, la taille de la population réduit fortement les chances d'une sortie du système capitalisme. Pour elle, ce système est incompatible avec les problèmes écologiques. La population par sa taille est alors entendue comme un frein à un changement social et écologique.

« Je pense qu'avec 7 milliards d'individus on peut par marcher en dehors du système capitaliste, le problème c'est que ce système est en inadéquation avec les problèmes écologiques. » (Maya).

Pour Sophie, la taille de la population est aussi l'une des facettes de la crise climatique. Pour elle *« ne plus faire d'enfants n'est pas l'unique solution à la crise climatique, il faut beaucoup plus que ça. Mais oui ça pourrait en faire partie. »*. Sophie poursuit : *« On consomme trop et*

on dépend de trop de choses polluantes, comme le plastique », pour elle notre impact écologique est bien trop important. Comme l'indique la citation citée plus tôt (pp. 45) de Sophie, cet impact réprime fortement son désir d'enfant. Cependant, Sophie est l'une des personnes (avec Alina, Daisy et Armand) de notre échantillon qui conçoit la possibilité d'avoir un enfant « si les conditions sont réunies ». Des conditions qui passent par un mode de vie auto-suffisant et à l'impact écologique drastiquement réduit : « ça serait un terrain en campagne, une tiny-house, un cheval, pouvoir m'auto-suffire en termes de fruits et légumes »

Soraya voit aussi la taille de la population comme un facteur de la crise climatique. Elle raconte le discours de sa mère :

*« Quand j'étais petite ma mère disait toujours que c'est une erreur de faire des enfants, qu'elle aurait dû écouter ses potes hippies et pas faire d'enfants, qu'il y a trop d'enfants sur la planète et que la planète est déjà touchée. Elle disait aussi, je suis super heureuse que tu sois née mais qu'est-ce que tu vas faire de ton avenir, parce que c'est vraiment la merde et moi je n'ai pas grandi là-dedans et j'ai de la chance. J'ai toujours eu ça dans ma vie ce qui m'a amené à me dire, effectivement l'adoption c'est une option si tu as vraiment envie d'être parental »
(Soraya)*

Soraya met ainsi en avant l'adoption comme une réponse à la crise climatique. Une parentalité compatible d'une certaine façon pour exprimer « l'envie d'être parental ».

Bérénice, rejoint l'idée d'une naissance supplémentaire comme la naissance d'un futur surconsommateur de ressources. Pour elle, comme pour Dach, ce lien est à faire pour les pays occidentaux. Comme le montre cette citation :

*« Un être humain de plus, dans un pays occidental comme le nôtre, ajoute sur terre une consommation non réfléchie et complètement démesurée, et ne fait qu'accélérer cette crise. »
(Bérénice).*

Bérénice va nuancer son propos et mettre en avant un ensemble de raisons pour lesquelles elle ne souhaite pas avoir d'enfants. Des raisons dépassant le cadre de la crise climatique. Nous reviendrons sur ces points au sein d'une partie dédiée.

Alina, tout comme Dach et Bérénice, voit, elle aussi une naissance supplémentaire en Europe comme une naissance impactant négativement l'environnement.

« En tant que personne vivant en Europe, un enfant va forcément détériorer la planète. C'est pour ça que je vois plus un enfant comme une future personne qui va avoir un impact négatif sur notre milieu de vie. C'est pour ça que pour l'instant je ne vois pas le fait de ne pas avoir d'enfant comme un manque » (Alina).

Alina, comme Sophie, conçoit qu'à un moment de sa vie son choix de ne pas vouloir d'enfant peut changer. Au moment de l'entretien, elle met en avant l'impact négatif d'une naissance supplémentaire sur l'environnement comme un facteur décisif. La motivation évoquée, l'envie de réduire l'empreinte de nos populations sur l'environnement, permet pour l'instant d'outrepasser un « manque » venant d'une vie sans enfant. Cependant, ce choix peut changer, comme le dit justement Alina *« qu'en ce moment je ne veux pas d'enfants, mais ça peut évoluer, changer. Ce n'est pas une idée arrêtée. »*.

Alina parle aussi du rôle de l'éducation. Pour elle, nos comportements peuvent changer. Nous pouvons, à travers l'éducation, adapter nos comportements pour réduire notre impact sur l'environnement. Elle donne pour exemple certaines habitudes de consommation, comme ne plus acheter de la lessive industrielle ou acheter des vêtements venant de la « fast-fashion ». L'une des craintes d'Alina est de voir son futur enfant refuser d'une certaine façon ces comportements plus durable. Elle verrait alors une véritable « dualité » entre son mode de vie et celui d'un hypothétique futur enfant. Elle se demande :

« À quel moment cette dualité va devenir invivable, à quel moment on peut accepter que cette personne face ses choix et si elle veut acheter une voiture qui consomme énormément, à quel moment tu acceptes et que tu peux lui dire « c'est ta vie », mais comment le rendre acceptable ? » (Alina)

Envisager son futur enfant comme un futur sur-consommateur, comme une personne ayant un impact négatif sur l'environnement semble freiner le désir d'enfant. Le lien peut être pensée comme direct. On retrouve ici l'idée qu'une naissance en Europe va tendre automatiquement à une personne au comportement inadéquat, notamment par sa consommation *« non réfléchi et complètement démesurée »* comme le dit Bérénice. Le lien peut aussi être indirect, passant par

l'éducation et l'adaptation des comportements. Ce lien indirect amène à penser des alternatives au mode de vie polluant, des alternatives plus respectueuses de l'environnement. Ce lien indirect est aussi source de questionnements et peut aussi agir comme frein au désir d'enfant. On retrouve ici l'idée d'une dualité entre des attentes d'un parent vers un comportement écologiquement adéquat et la liberté d'un futur enfant.

André rejoint Alina dans le partage des craintes relatives à l'éducation. Comme l'illustre la citation suivante :

« J'imagine que si mon enfant ne serait pas comme moi, qu'il porterait peu d'intérêt pour le climat comme certaines personnes qui m'entourent, mon dieu si mon fils sort comme ça, je n'ose même pas imaginer. On dit que l'éducation forme les enfants, mais je n'en suis pas si certain je me vois tellement comme le pôle opposé de ma famille. » (André)

Encore une fois, l'idée de voir son futur enfant s'épanouir au sein de valeurs vu comme éloignées de valeurs écologiques peut agir comme un frein au désir d'enfant. André, par son expérience, se dit éloigné de sa famille malgré une certaine éducation reçue. Cette expérience lui montre qu'un enfant peut grandir en opposition à une éducation reçue. La crainte de voir son enfant choisir un autre chemin et adopter des comportements, qui pour André sont facteur de la crise climatique, le frêle et la crise climatique angoisse et impacte André.

Cette section nous a permis d'illustrer comment le non-désir d'enfant peut être lié à des raisons écologiques. Effectivement, face à la crise climatique, plusieurs de nos interrogées (n=8) voient la surpopulation comme une variable centrale de cette crise. Ainsi, ne pas faire d'enfant revient à ne pas participer à la hausse de la population et aux conséquences négatives pour l'environnement qui lui sont liées. Pour nos interrogées, la population européenne est responsable par son mode de consommation des conséquences négatives sur l'environnement. Ce mode de vie au sein d'un monde aux ressources limitées est donc inadéquat. La crainte de voir son futur enfant ne pas prendre en compte l'impact de son mode de vie est lui aussi un frein.

En somme, le non-désir d'enfant face à la crise climatique vient s'inscrire dans différentes raisons. La peur de voir son futur enfant souffrir par la crise climatique peut cohabiter et renforcer les points de vue que nous venons de mettre en avant. Ces points de vue peuvent être

synthétisés autour de l'idée que la population a un impact sur l'environnement par sa taille et son mode de consommation. Notons que cette idée peut se rapprocher de certains penchants néo-malthusiens, notamment dans l'inclinaison à mener des politiques visant à réduire la population. Cependant, nos interrogés insistent sur le lieu où devrait se tenir ses politiques : l'Europe ou les pays occidentaux. A l'inverse, les publications néo-malthusiennes traitent le plus souvent des populations vivant dans les pays du Sud, des pays où la transition démographique n'a pas encore été achevée.

5.5.2 Dépasser le lien entre population et crise climatique : un choix aux motivations multiples

Dans notre échantillon, quatre participants ne veulent pas lier population et crise climatique. Pour ces derniers, ne pas vouloir d'enfants face à la crise climatique, ne passe pas par la peur d'accroître un phénomène de surpopulation ou par la mise au monde d'un « sur-consommateur » de ressources. Voyons alors ces points de vue et leurs différences face à ceux rapportés dans la section précédente.

Pour Daisy, l'anxiété et le stress qu'elle ressent face à l'avenir joue un rôle crucial dans son désir de ne pas avoir d'enfant. Plusieurs facteurs sont alors déterminants. Premièrement comme l'illustre la citation en page 40, il y a l'absence d'une réponse collective et institutionnelle sur la crise climatique. Cette absence de réponse, qui l'amène à considérer que « *la crise climatique, [...] n'est pas du tout gérée, ce qui fait encore plus paniquée et me donne vraiment pas envie d'avoir des enfants.* ». Daisy poursuit, sur sa vision du futur, incompatible avec un enfant :

« Je pense que ça n'ira pas en s'améliorant, il y a un rapport avec le danger que représente la crise climatique et de pas impliquer plus de personnes là-dedans. » (Daisy)

Daisy ne réfute pas un mode de vie et de consommation inadéquat avec les limites de l'environnement. Elle reprend par exemple l'idée que l'être humain est l'un des plus gros pollueurs. Cependant ce constat n'est pas pour elle la raison principale de son non-désir d'enfant. Elle met alors fortement en avant sa vision d'un futur de plus en plus dégradé. Un futur avec un accès restreint à des ressources et à un environnement moins vivable. Daisy fait aussi le constat que les dégradations croissantes que l'environnement subit sont liées à la

« surproduction la surexploitation de toutes les parties du monde pour faire vivre l'être humain ».

« Une des choses qui pollue le plus en théorie c'est un être humain, c'est une des raisons qui motive ce choix, ce n'est pas principal, mais c'est difficile à expliquer, ça péclote de plus en plus, ça ne va pas en s'améliorant, que ce soit en termes de pollution de l'air, d'hygiène, que ce soit lié à la nourriture, à la surproduction, la surexploitation de toutes les parties du monde pour faire vivre l'être humain. » (Daisy)

Malgré ce constat Daisy ne va pas soutenir une limitation de la croissance démographique. Elle met l'accent sur d'autres raisons expliquant la dégradation de l'environnement et valorise l'éducation. Ainsi Daisy va mettre en avant le rôle que peut avoir l'éducation *« On a besoin de jeunes personnes et donc d'enfants pour justement avoir un autre mindset, ce qui est lié à l'éducation »*. Même si elle reconnaît que l'éducation ne peut pas tout faire face à une *« organisation systémique »*, son discours ne rejoint pas des points de vue où une limitation de la population serait valorisée.

« Mon choix ce n'est pas dans l'idée d'en faire un de moins et donc ça ira mieux dans le monde, c'est plus, que je n'en ai pas spécialement envie et que je trouve que ce n'est pas nécessaire que moi j'en fasse et que toutes ces incertitudes rajoutent de l'anxiété et du stress. » (Daisy).

Au fil de l'entretien, Daisy va mettre en avant un ensemble de raisons qui ont forgé chez elle l'envie de ne pas avoir d'enfants. Ces raisons dépassent le cadre de la crise climatique, que nous reprendrons dans une partie dédiée. Daisy dit n'avoir *« jamais voulu avoir d'enfants »*, la crise climatique rajoute une incertitude, un danger qui rend la parentalité encore moins valorisable, attractive pour elle. La citation du dessus illustre ce point de vue. Comme elle le dit aussi : il s'agit *« de pas impliquer plus de personnes là-dedans »*.

Tout comme Sophie, Daisy décrit le cadre qui pourrait être compatible avec le désir d'enfant. Même si ce dernier reste idyllique et ne constitue pas un réel objectif, à l'inverse de Sophie, ce cadre reste un lieu où le désir d'enfant pourrait prendre place. Daisy le formule ainsi :

« Je me dis s'il était possible de réellement s'extraire de ce système-là, je vis dans ma maison en autarcie, dans la forêt, dans ma commune tranquille, là, je me dirais peut-être que je peux avoir des enfants, y'a pas de téléphones etc ». (Daisy)

On retrouve ainsi une envie de séparation avec la société, « de s'extraire de ce système-là », ce système qu'elle décrit comme surexploitant, sur productif. De vivre dans un cadre plus autonome, autarcique. Un cadre plus proche de la nature, où l'influence de la société se ferait moins ressentir : « y'a pas de téléphones ». Cette envie d'un lieu externe, naturel et à soi où le désir d'enfant pourrait être envisagé, est particulièrement fort chez elle. Cependant Daisy témoigne n'avoir jamais ressenti le désir d'enfant.

Pour David, voir un futur enfant uniquement selon son émission de CO2 n'est pas une raison mobilisable, comme l'illustre la citation qui suit :

« Je ne peux pas considérer un enfant à travers l'impact Co2 qu'il représente, je ne peux pas considérer la vie ou la non-vie d'un enfant à travers l'aspect stratégique que ça à. Je vois plus ce choix comme un moyen de faire réagir les gens, de dire, oui ce que je vis c'est profond, il y a une crise climatique, prenez-en conscience. Je ne vous demande pas de faire comme moi, mais de voir que chez moi c'est aussi profond, il y a peut-être quelque chose qui peut vous toucher. » (David)

David explique que son choix cherche à toucher, à amener à une certaine prise de conscience sur l'importance de la crise climatique. Il ne veut pas que ce choix se généralise. Pour lui son choix découle de l'angoisse qu'il ressent sur l'avenir. Il ne s'agit pas d'un choix qui devrait se généraliser mais plus d'un vecteur de sensibilisation.

« Je ne pense pas qu'abolir les naissances de façon globale ce soit une solution, je pense que se poser cette question, on est dans le capitalisme, à mon sens dans une forme de capitalisme qui cherche à optimiser les ressources, de trouver des solutions à l'existence, pour moi les stratégies elles doivent être trouvées à partir de qui est là aujourd'hui » (David)

« La raison pour laquelle je ne veux pas faire d'enfant c'est que j'angoisse pour mon avenir et que je ne veux pas offrir cet avenir là à un enfant, éthiquement ça ne me paraît pas viable d'être parent à l'heure actuelle. » (David)

David à une position claire vis-à-vis d'une abolition des naissances. Pour lui, cette position reprend une logique capitaliste, d'optimisation des ressources. Il se refuse à cette vision. Pour lui, ne pas faire d'enfant est en lien avec l'angoisse qu'il ressent quant à l'avenir, on retrouve une certaine similitude avec Daisy.

David se dit profondément en opposition avec les valeurs de la société dans laquelle il vit. « *Je ne suis fondamentalement pas en accord avec cette société* ». Des valeurs qu'il dit toxiques est dont « *le symptôme de cette toxicité est la destruction de notre environnement au point où l'on va peut-être en disparaître* ». David conclut, « *même sans crise climatique, si la société garde les mêmes valeurs, alors non je ne voudrais pas d'enfants* ». David décrit la société comme néfaste. A travers son témoignage et sa volonté de ne pas avoir d'enfant, il espère pouvoir sensibiliser des personnes. L'aspect émotionnel du refus d'enfant est mis en avant pour susciter l'écoute quant aux problématiques climatiques.

Dans cette lignée d'action et de rencontres qui poussent à la réflexion, David parle de sa rencontre avec Guillermo Fernandez, un père qui a fait plus de 30 jours de grève de la faim devant le palais fédéral. Inquiet de l'avenir de ses enfants, il a jeuné jusqu'à ce que le conseil fédéral accepte de suivre une formation sur la crise climatique. La démarche de Guillermo questionne beaucoup David, il y retrouve certaines similarités avec la sienne. David ne souhaite pas cependant que tout le monde fasse comme lui : « *je ne souhaite pas que tout le monde le fasse, ça voudrait dire que le monde est uniformisé, ça serait la pire défaite et la plus grande victoire du capitalisme.* » Il espère que son choix peut amener une certaine prise de conscience, pourra toucher des personnes. Sa démarche est semblable à celle de Guillermo, qui visait lui aussi -par la privation- à toucher, à sensibiliser des personnes.

David reconnaît que le désir d'enfant est quelque chose de mouvant, qui peut évoluer. Il espère cependant pouvoir conserver cette position. Il dit partager cette position avec sa partenaire actuelle. « *J'espère que ça ne va pas arriver, parce que maintenant dans ce que je vis ça me rend trop triste de penser que je vais avoir un enfant un jour* ».

Pour Hélène, ne pas faire d'enfant n'est en rien une réponse à la crise climatique ; elle dit clairement « *que pas faire d'enfants, je ne pense pas non plus que ce soit une réponse à la crise climatique.* ». Elle parle alors d'un discours « *culpabilisant* » : « *de dire toi tu as des enfants,*

tu ne te rends pas compte. ». Elle se dit mal à l'aise à l'idée de considérer le fait de ne pas avoir d'enfant comme un acte militant pour lutter contre la crise climatique.

« J'ai l'impression que c'est un discours qui est aussi présent « je ne fais pas d'enfants pour lutter contre la destruction du climat » peut-être que ça a un impact. C'est un discours qui me met mal à l'aise, je ne veux pas culpabiliser des gens qui ont des enfants » (Hélène)

Pour elle, ces actes individuels ont *« leur place mais sont quand même inefficace face à des réponses plus structurelles qu'on pourrait avoir »*. Ainsi dans la responsabilité face à la crise climatique, Hélène va mettre en avant le système capitaliste qu'elle juge bien plus responsable que la surpopulation. Pour elle, dire que les populations des pays d'Afrique ou d'Asie responsables est un discours raciste.

« Même si on peut se dire que la surpopulation c'est un facteur de la crise, pour moi la responsabilité c'est plus une société capitaliste où nous en Europe, dans nos classes moyennes et privilégiées, tu vas surconsommer par rapport à d'autres populations qu'on accuse d'être en surpopulation, notamment en Afrique et en Asie, de dire que c'est eux qui consomment et polluent le plus, alors que en terme de ressources naturelles c'est rien en comparaison avec nous, ce discours là il m'énerve, je le trouve très raciste. » (Hélène).

Hélène est très proche de Daisy dans son discours. Elle aussi ne voit pas de raisons écologiques qui pourraient pousser à faire moins d'enfant. Les causes de la crise climatique sont à chercher dans nos systèmes de consommation, qu'une grève des ventres ne peut pas faire changer. Tout comme Daisy, si l'on parle ici de "raisons écologiques" pour ne pas désirer d'enfant, il s'agit plus pour elles d'une inquiétude, d'une incertitude sur l'avenir que vient amener la crise climatique. Une incertitude comme nous l'avons montré depuis le début de nos résultats qui fait voir la parentalité comme indésirable. Notons aussi chez Daisy et Hélène un ensemble large de raisons dépassant la crise climatique pour décrire leur non-désir d'enfant. Nous reviendrons sur ces raisons dans la suite du texte.

Pour Armand, la taille de la population n'est pas non plus un problème écologique. Il met en avant notre système de provision :

« Pour moi aussi, sur terre on n'est pas trop, des gens meurent de faim mais on jette énormément des tonnes de nourriture. On a un mode de consommation qui ne colle pas. Pleins de choses doivent changer ». (Armand)

Armand s'estime très « *pessimiste* » quant à l'avenir, pour lui un enfant supplémentaire aura certes « *du poids sur le climat* » mais ceci n'est pas décisif. Armand parle avant tout de son pessimisme : « *je n'arrive pas à me dire qu'un enfant va s'amuser dans ce monde-là.* » Il poursuit :

« si je ne veux pas d'enfant c'est à cause de cette peur de l'avenir et si ce futur se concrétise, je n'ai clairement pas envie de le vivre et donc encore moins à quelqu'un d'autre, après évidemment que si l'avenir devient radieux, tout sera alors différent, mais je n'y crois vraiment pas ». (Armand)

Armand envisage donc un futur vu comme bouleversé qui freine le désir d'enfant, reprenant l'un de nos résultats central et commun à l'ensemble de nos participants. Armand estime qu'il faut des « *vraies politiques publiques qui peuvent contraindre les groupes industriels* », il estime que ces groupes sont des « *moteurs* » de la crise climatique. Armand travaille dans l'un de ces groupes. Il dit espérer voir de profonds changements à l'avenir, notamment par la restriction de l'action de ces entreprises.

5.6 Discussion intermédiaire

Cette sous-partie nous a permis d'illustrer et de commenter les multiples facettes du non-désir d'enfant face à la crise climatique. Nos résultats ont en effet mis en avant plusieurs thématiques reliant le non-désir d'enfant à la crise climatique.

Premièrement, émerge l'incertitude quant au futur qu'amène la crise climatique. Une incertitude, qui nous l'avons vu, rend la parentalité incompatible et non-souhaitée. Une incertitude se précise notamment vis-à-vis de l'accès à des ressources, aussi alimentée par une crainte de bouleversements sociaux et climatiques majeurs amenant des conditions de vies dégradées. Cette incertitude vient rencontrer la peur de voir un futur enfant souffrir au sein de ces conditions de vies dégradées. En somme, comment imaginer vivre avec un enfant si je

crains déjà pour ma propre survie dans ces prochaines décennies ? Cette incertitude qui refreine le désir d'enfant est partagée par l'ensemble de notre échantillon.

Deuxièmement, quel rôle la population joue-t-elle dans la crise climatique ? Quel lien peut-il être fait entre une vision de l'impact écologique d'une population et le refus d'avoir un enfant ? Pour une large partie de nos interrogés (N = 8), la population peut être tenue comme responsable des dégradations environnementales. Ainsi, ne pas avoir d'enfants est vu comme l'un des facteurs permettant de réduire l'empreinte des populations sur l'environnement. Plusieurs points sont mis en avant. (1) La taille de la population est, en soi, un facteur aggravant de la crise climatique, une population trop nombreuse empêchant une transition vers une société plus durable. (2) Nos modes de consommation européens ou occidentaux sont vues comme responsable de la crise climatique. Il s'agit ici de réduire cette responsabilité en n'ayant pas d'enfant. Un futur enfant est vu comme un « sur-consommateur » de ressources. Une franche distinction est faite ici entre les populations européennes, occidentales et celles des pays du Sud. Nos interrogés valorisent une limitation de la population européenne, occidentale. (3) La crainte de voir son futur enfant faire des choix de vie et de consommation néfastes pour le climat est aussi présente. Ici, nos interrogées mettent en avant une préoccupation quant à l'efficacité d'une éducation plus durable. Ils mettent en avant une peur quant à des choix de vies polluants qui seraient valorisés par un futur enfant, des choix qu'ils auraient du mal à tolérer.

Troisièmement, pour une partie plus restreinte de notre échantillon (N = 4) le lien entre population et crise climatique est plus complexe. Pour ces interrogés, la population ne peut être tenue à elle seule responsable de la crise climatique. Pour ces derniers, refuser d'avoir un enfant vient de l'angoisse ressentie quant à l'avenir. Ils et elles explicitent des doutes et des critiques quant à l'idée d'une baisse de la population comme solution à la crise climatique. C'est pour eux une solution biaisée et culpabilisante qui éloigne d'une certaine manière des problèmes structurels créant la crise climatique. La sortie d'une société vue comme nocive et de son organisation économique est alors mise en avant. Si on souhaite parler de raisons écologiques qui viendrait limiter le désir d'enfant, il s'agit pour cette partie de notre échantillon avant tout d'une crainte d'un avenir dégradé, incompatible avec la parentalité.

5.7 Vivre une vie sans enfant : un choix aux dimensions multiples

Au cours de nos entretiens de multiples raisons forgeant le désir d'une vie sans enfants ont été mises en avant. Ces raisons dépassent ou font écho avec les raisons invoquées face à la crise climatique. Elles proviennent de moments marquants du parcours de nos interrogés. Elles proviennent aussi de réflexions sur la parentalité, sur le choix d'un parcours de vie valorisé. Ces entretiens permettent alors d'illustrer la pluralité du non-désir d'enfant.

Nous utilisons le terme « raison » pour expliquer le choix d'une vie sans enfant. Le terme « raison » est certes critiquable. Nous ne cherchons pas, au travers des entretiens, des justifications à un désir vu comme illégitime. Une recherche d'une certaine légitimité à travers des « raisons » qui rendrait alors ce choix quelque peu rationnel et acceptable. Nous utilisons le terme « raison » car il semble le plus adéquat pour rendre ce texte compréhensible.

Nous cherchons à illustrer le choix d'une vie sans enfant, qui reste peu étudié, afin de comprendre les implications sociales de ce choix mais aussi la responsabilité de la crise climatique dans ce dernier. Ce dernier point constitue un objet de recherche particulièrement nouveau.

Plusieurs motivations dans le choix d'une vie sans enfant dépassent le cadre de la crise climatique. Notons premièrement que nous avons des exceptions dans quatre témoignages : Sophie, Armand, Daisy et Alina, pour qui le désir d'enfant peut exister si certaines conditions sont présentes : stabilité économique, habitat autonome, réduction de la crise climatique. Le désir d'enfant est décrit comme absent pour le reste de nos interrogées. Il est absent depuis que nos interrogées se questionnent sur ce désir.

Ne pas vouloir d'enfant est alors expliqué par un ensemble de raisons. (1) Un refus de la parentalité, qui passe par l'envie de vivre une vie florissante, plus libre, sans enfant. (2) Une crainte de la parentalité, ici on retrouve la crainte de reproduire des comportements négatifs, notamment ceux des parents ou la peur de transmettre une maladie. (3) L'absence de conditions socio-économiques optimales, notamment, le fait de ne pas avoir une situation économique stable. Nous reprendrons ces trois points dans la discussion ci-après.

Tout comme les thèmes relatifs au désir d'enfant face à la crise climatique, ces trois thèmes sont partagés par nos interrogés, certains en partage l'ensemble, d'autre uniquement un ou deux. Au fil des relectures des entretiens, il est apparu que chaque participant fait le lien avec

ces questionnements de façon personnelle et différente. Il est certes possible de tisser des liens et de créer des thématiques comme nous le faisons. Cependant, pour rendre véritablement la richesse de l'échange, il semble propice de présenter, portrait par portrait, les points montrant le non-désir d'enfant pour des raisons dépassant la crise climatique.

Daisy

Pour Daisy, le désir d'enfant, en dehors de questionnement sur la crise climatique, est décrit comme n'étant déjà « *pas spécialement* » présent. Elle témoigne avoir une maladie génétique qu'elle ne souhaite pas transmettre à son futur enfant, le risque existe et même si des solutions médicotecniques sont disponibles pour réduire la transmission de cette maladie, elle les décrit comme trop onéreux. Elle dit aussi appréhender fortement la grossesse, elle ressent un blocage quant à l'idée de procréer, une appréhension « *lié à moi-même, d'être enceinte, l'accouchement etc.... j'ai un véritable blocage* ». La tocophobie, la peur de la grossesse et de l'accouchement, est présente dans son récit.

Daisy met aussi en avant la volonté de vivre une vie en dehors d'un « *rôle attendu de femme cis, de procréer, j'ai envie de montrer qu'il n'y a pas que ça. Je peux aussi jouer un rôle, faire ce que je veux de ma vie, sans forcément avoir à remplir cette case là pour avoir réussi.* ».

Elle ajoute « *la maternité me repousse* », elle rappelle aussi justement que « *c'est une position qui n'est pas commune et du coup j'ai construit des arguments pour y répondre* ». Ses arguments sont aussi constitués par une « *liberté* » qui découle de son emploi, qui la satisfait, opposée à une « *stabilité qui serait optimale pour avoir un ou des enfants* » stabilité qu'elle ne cherche pas. Elle rappelle que cette « *stabilité* » est construite, que c'est une image. Pour elle, l'adoption « *face au mur* » fait plus de sens, avoir un enfant est « *un acte égoïste* ».

Au niveau de ses proches, notamment ses parents, Daisy se heurte à une certaine incompréhension, elle raconte qu'ils comprennent l'implication de la maladie génétique mais l'entièreté n'est pas pleinement comprise. Elle raconte alors le modèle de vie valorisé par ses parents : « *d'aller à l'université, d'avoir un bon travail, une vie correcte et d'avoir comme nous, une maison, des enfants, de reproduire le schéma* », mais aussi les difficultés qu'ils ont rencontrées, son père issu de la migration italienne et sa mère, fille de paysans. Elle explique alors que pour ses parents, les raisons qu'elle invoque pour ne pas avoir d'enfant ne font pas le poids face aux difficultés qu'ils ont rencontrés pour avoir une situation correcte et des enfants.

Cette discussion entre générations à travers le témoignage de Daisy est prenante et intéressante dans la façon dont une évolution des comportements de fécondité est illustrée. Notamment, la façon dont Daisy tend à se détacher de la norme du « faire-famille » rentre en contradiction avec les valeurs portées par ses parents. Son partenaire est plus compréhensif, même si pour lui avoir des enfants reste un moment important, notamment en raison de ses origines, invoquées par Daisy.

André

Pour André, qui n'a jamais désiré d'enfants, en avoir est quelque chose qu'il a toujours vu comme « négatif », comme il le dit avec « *ce que je vois autour de moi, je n'ai juste pas envie de mettre un enfant au monde* ». André évoque la crise climatique, mais aussi son parcours personnel et des difficultés, notamment un diagnostic médical tardif le contraignant à « *trop de mauvaises expériences et de soucis avec l'autorité* ». Il dit avoir été profondément choqué par la pression que certains parents peuvent mettre sur leurs enfants, il cherche à se distancer de cela.

Pour André, la culture de ses parents donne une forte importance dans le fait d'avoir des enfants. Il évoque ses origines d'Europe de l'Est où les familles « *sont très têtues à ce sujet* », il raconte aussi le parcours migratoire de sa famille et l'importance d'avoir des enfants pour ne pas être « *marginalisé* ». André dit de ses parents qu'ils sont « *assez éduqués* » et « *plus ouvert d'esprit* » mais que « *en tant qu'enfant unique, la lignée risque de disparaître et on me le fera sentir* ». Pour sa famille, la décision d'André est amenée à changer notamment quand « *j'aurais une femme* ». Pourtant pour lui, lors de sa rupture avec son ancienne copine, le désir d'enfant était l'un des problèmes, elle voulait effectivement des enfants ce qu'André refusait. André insiste sur le fait que son ancienne relation, qui fut longue, a encore plus renforcé chez lui le désir de vivre sans enfant. Il ne veut pas reproduire des comportements de « *pression* » qu'il a vu chez des parents, il parle d'une véritable « *violence* » qui rend les enfants « *malheureux* ».

Claire

Pour Claire, comme vu dans la partie précédente, « *la crise climatique (...) c'est la raison première et je n'ai pas forcément creuser plus, pour moi elle est largement suffisante à ce choix* ». Au fil de l'entretien, Claire parle cependant d'autres raisons qui viennent compléter son choix. Elle parle notamment de son métier qui n'est « *pas très stable, je suis artiste* », son

métier est une passion, elle ne souhaite pas le « *mettre de côté* » pour un enfant. Elle complète son propos : « *mon épanouissement personnel, je ne le mets pas dans une descendance, mais dans mon métier, ma passion, partager avec les gens autour de moi, avec les expériences que je peux avoir* », Claire voit dans la parentalité un stress supplémentaire exacerbé par la crise climatique, nous pouvons nous référer aux citations de la partie précédente. Pour Claire, décider de vivre sans enfants évoque chez elle un défi : celui de vieillir sans enfant., Sur un ton de la plaisanterie elle s'exclame : « *Même si oui, quand je serais vieille, je n'aurais pas d'enfants pour s'occuper de moi et peut-être que je mourrais toute seule, vieille dans un appartement, sans personnes, faut faire des choix !* ». Pour remédier à cette perspective, Claire qui vit dans un logement communautaire avec huit autres personnes, explique que ce mode de vie est aussi une forme d'assurance en prévoyance d'une vie sans enfants. Elle dit en avoir déjà discutée avec ses colocataires :

« Le choix que je fais maintenant de vivre à plusieurs et c'est une discussion que j'ai déjà eu avec mes colocataires, ça rejoint ce que je disais, sur le moment où je serais âgée et que je n'aurais pas d'enfants, on se le dit avec mes colocataires, le choix qu'on fait maintenant à trente ou trente-cinq ans, c'est parce que nous avons pas envie de se retrouver vieux, sans enfants et seuls et qu'on a envie de toujours vivre dans une coloc, ou dans une petite communauté, pour ne jamais être seul, partager des choses, apprendre et mutualisé les connaissances, les capacités. » (Claire)

Une vie sans enfant est ainsi, dans son discours, liée à une certaine solitude, notamment avec la vieillesse. Claire est vraisemblablement proactive quant à cette perspective et cherche à l'éviter par un mode de vie communautaire. Claire reconnaît aussi que son âge et son célibat rend encore plus difficile le projet d'avoir des enfants, qu'elle n'a de toute manière pas.

L'entretien avec Claire amène un dialogue entre des raisons climatiques et des raisons touchant plus une opposition avec la norme du « faire-famille » (Debest, 2014). Claire valorise l'idée de s'épanouir et de vivre une vie florissante en dehors de la parentalité, un épanouissement à travers sa passion qui est son métier, des rencontres et des liens amicaux et communautaires.

Hélène

L'entretien de Hélène a mis en avant de nombreux points relatifs à un désir d'une vie sans enfant, des points proches ou plus éloignés de ceux mis en avant vis-à-vis de la crise climatique.

Pour Hélène, déjà jeune elle ne se sentait pas attirée par un modèle familial classique. Des lectures et l'accès au milieu féministe ont permis de renforcer sa réflexion :

« Le non-désir d'enfant est là depuis extrêmement longtemps, je le formule maintenant, parce que j'ai accès à d'autres milieux, aux pensées féministes, à toutes ces pensées d'émancipation, qui ne sont pas forcément centrée sur ce désir là mais j'arrive à le désigner assez clairement. J'ai des souvenirs de moi petite, qui n'arrive pas à s'imaginer dans un schéma familial nucléaire, avec un mari et des enfants, même assez jeune je ne me voyais pas là-dedans je n'en avais pas envie, je ne me voyais pas dans ça » (Hélène)

Hélène, dit ne pas croire en ce modèle familial, associé le plus souvent à des divorces et à des difficultés pour les enfants, notamment par des exemples familiaux et ses propres parents divorcés depuis plus de vingt-ans et *« ils se détestent encore »*. Sa famille porte fortement ce modèle, elle dit voir la maternité comme *« hyper importante »* pour les femmes de sa famille, elle le dit ainsi : pour elles *« une femme ne peut pas s'accomplir sans enfants »*. Elle dit chercher à se construire en opposition avec ce modèle, cette opposition ne signifie pas un conflit avec ses proches, avec lesquelles elle communique et exprime ce choix.

Comme André, elle témoigne que le choix de vivre sans enfants n'est souvent pas pris au sérieux par ses proches, notamment sa famille. Elle entend encore souvent la phrase suivante *« tu es trop jeune, tu ne peux pas encore savoir »*, ce qui pour elle est incohérent sachant qu'elle a vingt-huit ans : *« l'âge où un peu près toutes les femmes de ma famille ont eu des enfants »*. En opposition, sa sœur, avec qui Hélène entretient une relation proche et complice, a des enfants et comprend parfaitement la position de Hélène. Cette dernière dit éprouver du plaisir dans son rôle de tante et partage de nombreux moments avec les enfants de sa sœur.

Au fil de l'entretien, Hélène évoque vivre avec des *« troubles dépressifs qui sont liés beaucoup au manque de confiance en moi, de l'anxiété, d'un vrai manque de confiance en moi »*. Elle parle aussi d'une certaine *« lignée »* dépressive dans sa famille. Notamment chez sa mère qu'elle qualifie de *« très dépressive depuis plusieurs années »*, elle se questionne sur un possible héritage de cette maladie. Vient en jeu alors le désir d'enfant, elle souhaite ne pas faire *« subir »* cette maladie, elle l'exprime ainsi :

« Je ne veux pas procréer en ayant la peur d'élever mon enfant dans ce truc-là, dans ces troubles là, dans ce manque de confiance en soi et pour cela c'est difficile d'imaginer briser cette ligne-là. Le seul moyen de ne pas reproduire ça, c'est de ne pas avoir d'enfants. Tout en sachant qu'au fond de moi, il n'y a pas beaucoup d'intérêt, c'est peut-être encore autre chose. » (Hélène)

Comme chez André, Hélène ne souhaite pas reproduire certaines choses, qui l'ont marquée, chez des futurs enfants. Le concept de « lignée » est présent chez nos deux intervenants et illustre cette crainte de transmettre des éléments négatifs à des futurs enfants.

Hélène, dit ne pas avoir de « place pour un enfant » dans sa vie, si une grossesse venait à se déclarer elle n'hésiterait pas à avoir recours à l'avortement. Elle l'exprime ainsi :

« Je n'ai absolument pas envie de changer mon quotidien pour quelqu'un d'autre. Je n'ai pas envie de l'appeler égoïsme, je pense qu'il y a aussi quelque chose d'égoïste dans le fait d'avoir des enfants, je ne peux pas porter de jugement là-dessus. Je ne veux pas qu'un être vivant sois dépendant de moi. » (Hélène)

Elle préfère conserver une certaine liberté, une « autonomie » qui viendrait à disparaître avec des enfants. Elle donne pour exemple sa sœur qui a deux enfants et le constat énergivore de ces deux naissances chez cette dernière, voyant la vie de sa sœur « changer radicalement », mais aussi celles d'amis qu'elle dit beaucoup moins voir depuis qu'ils ont des enfants. On retrouve l'idée de liberté dans une vie sans enfants, comme chez Daisy. Hélène valorise ainsi ses passions, comme faire « mes films, voyager, prendre du temps pour moi ». Elle cherche à s'épanouir dans des relations amicales, familiales et sociales qui sont très importantes pour elle et qui seraient menacées par l'arrivée d'un enfant. Pour elle, ces relations ne sont pas de « dépendance » comme la maternité. Hélène tend à ce titre à continuer à vivre dans un modèle communautaire, proche de celui évoqué dans le propos de Claire.

Elle évoque aussi la solitude, pour elle faire un enfant est pour beaucoup de gens un moyen de ne pas se sentir seul, même si elle admet que « beaucoup de gens qui ont des enfants et qui se sentent très seuls ». Hélène ne souhaite pas faire « porter par quelqu'un d'autre qui ne l'a pas choisi » sa solitude. Tout comme vu précédemment avec les troubles dépressifs, Hélène semble

particulièrement alerte sur les transmissions et le poids de certaines difficultés qui pourraient déteindre sur un enfant.

Alina

Alina dit aussi, comme Hélène, chercher à s'éloigner d'un modèle familial qui favorise la maternité. Pour elle, de nombreux « *facteurs culturels (...) font qu'on attend de moi, dans mon cercle proche d'avoir des enfants.* ». Elle précise qu'on « *attend de moi (...) que je les porte, pas que j'adopte* ». Elle dit ressentir une grande colère contre cette « *conception éthique, qu'il faut avoir nécessairement un enfant* », elle cherche à s'y opposer, mobilisant des raisons écologiques et personnelles. En parallèle avec des raisons écologiques, notamment sur l'impact écologique d'une naissance, Alina met en avant le fait que les moyens financiers à sa disposition ne peuvent combler les besoins d'un futur enfant, d'autant plus qu'elle accorde une grande importance à une consommation responsable et plus couteuse. Alina, comme Soraya, insiste sur le fait qu'elle est en possibilité de contrôler sa fécondité par des moyens de contraception, ce qui n'est pas le cas partout sur terre, ce qui l'amène à penser son non-désir d'enfant comme un acte militant. Elle pose un acte en opposition à une norme familiale qui ne lui convient pas. Alina parle aussi du traumatisme que l'on risque de transmettre à un enfant, elle l'exprime ainsi :

« On a tous et toutes des traumas et moi j'ai un rapport avec ça qui fait que je n'ai surtout pas envie de mettre un enfant au monde pour le traumatiser, qu'on le veuille ou non, quel que soit le type de parentalité ou d'éducation que l'on souhaite donner à cet enfant on va le traumatiser (...) Je pense que le fait de ne pas vouloir d'enfant, pour moi c'est avant tout que je ne veux pas reproduire des choses ou des situations et ensuite il y a la crise climatique qui vient quasiment en première ou seconde place. » (Alina)

Nous voyons au rythme des différents portraits, que la crainte de transmettre des traumatismes, de la pression ou encore des maladies est centrale dans le non-désir d'enfant. La crainte de reproduire des événements traumatiques sur ses futurs enfants anime effectivement de nombreux témoignages. Chez Alina, la question est aussi relative à sa situation personnelle actuelle : elle cherche activement un travail, cet événement n'est pas anodin et est propice au doute, « *je ne souhaite à personne cette situation* ». On retrouve ainsi l'idée de ne pas amener une personne dans des situations d'inconforts, de difficultés.

Sophie

Pour Sophie, le désir d'enfant est présent dans sa vie. Elle fait figure d'exception au sein de notre corpus, où la grande majorité de nos intervenants ne disent soit ne jamais avoir ressenti l'envie d'avoir des enfants, soit de façon succincte et périodique, pendant l'adolescence ou en période d'ovulation.

Pour Sophie le désir existe, mais les conditions ne sont pas réunies pour réaliser ce désir : et cela pour des raisons climatiques comme vu dans la première partie. Elle met aussi en avant son célibat et l'absence des conditions de vie idéales qu'elle souhaiterait pour accueillir un enfant. Elle raconte que l'année dernière elle est tombée enceinte, pour elle, à ce moment, « *mon corps le voulait mais moi non* ». Sophie insiste sur cette distinction entre les besoins de son corps et les conditions socio-économiques de sa vie. Quand la grossesse s'est déclarée elle était dans une situation qu'elle ne jugeait pas propice : elle était encore en colocation, elle venait tout juste de signer un contrat fixe, la pandémie de Covid-19 jouait aussi un rôle, la situation était « *floue* ». Alors, pour elle il était « *hors de question d'accueillir un enfant dans cette situation* », elle a donc eu recours à l'avortement. Cette expérience a laissé une marque chez elle, qui agit comme un frein pour retrouver le désir d'avoir un enfant ; son corps lui semble moins lui demander un futur enfant.

De plus, les conditions idéales souhaitées par Sophie pour avoir un enfant lui semblent difficilement réalisables : « *je sais que je ne les aurais pas* », « *déjà il faut l'homme* ». De plus, elle souhaiterait une vie en auto-suffisance, être propriétaire de sa maison : une tiny-house en campagne, dans un cadre qu'elle choisit, loin des « *champs remplis de pesticides* ». Pour elle ce cadre idéal est loin d'être présent dans sa vie. Ce cadre serait un espace personnel propice et choisi, sécurisé, où l'on peut s'exprimer et vivre librement : là, le désir d'enfant semble viable.

Sophie revient aussi sur « *un véritable tournant social entre notre génération, celle de nos parents et celle qui est en train d'arriver* ». Elle met en avant l'organisation normée qui selon elle était bien plus forte chez la génération précédente : « *on travaille, on achète une maison, on se marie, on fait un bébé, la voiture, le chien* ». Pour elle, notre époque est plus difficile à vivre, ce qui complique l'arrivée d'un enfant. Elle donne pour exemple ses collègues infirmières qui enchaînent des longues journées de travail de 12 heures avec des tâches domestiques et de soutien aux enfants, une situation qu'elle n'envie en rien. Cette situation

professionnelle semble éloignée Sophie du cadre idéal qu'elle souhaite pour avoir un enfant. Elle le rappelle en ces mots : « *si j'avais toutes les conditions je ferais des enfants, si le corps le demande* ».

Bérénice

Pour Bérénice, demander les raisons valorisées pour vivre une vie sans enfant montre « *à quel point le sujet est stigmatisé* ». Elle ajoute « *il n'y devrait pas y avoir de raison légitime pour ne pas avoir d'enfant* ». Dans son expérience, il s'agit d'un « *désir interne, naturel, viscéral, qui fait que je ressens le désir de ne pas être mère* ». Ainsi, elle ajoute des raisons face au « *pourquoi* » auquel elle est confrontée notamment par son activité militante et sur les réseaux sociaux. Elle énonce trois raisons : des engagements féministes : la famille étant un « *risque de précarité pour les femmes et je refuse cela* », l'arrivée d'un enfant étant une « *exacerbation des inégalités* » par la présence majoritaire des femmes dans les temps partiels et dans les tâches domestiques. Un « *désir de non-attachement* » : elle valorise un besoin de « *spontanéité, de liberté, de ne pas m'attacher, de posséder et de consommer le moins possible pour être épanouie* ». Elle énonce aussi clairement la tocophobie : la peur d'être enceinte et d'accoucher comme raison au désir de vivre une vie sans enfant.

La contribution de Bérénice est particulièrement intéressante pour cette recherche. Le non-désir d'enfant est évidemment légitime : alors comment étudier le phénomène pour mettre en lumière ses déclinaisons sans pour autant être normatif ? Car il est vrai aussi que le sujet reste peu étudié et sujet à stéréotypes ; il s'agit évidemment de ne pas répéter ces stéréotypes en interrogeant la pratique.

Maya

Maya parle d'un passé compliqué qui affecte sa volonté d'avoir des enfants. Elle témoigne :

« *Mes parents ont eu recours à la procréation médicalement assisté, ma mère n'est donc pas vraiment ma mère mais mon père est mon père génétiquement. Je l'ai appris tard, vers 13 ans je crois, je n'ai jamais compris pourquoi ils me l'ont dit aussi tard. Mon père ne sait jamais vraiment occuper de nous et donc pour longtemps j'ai été en rupture.* ».

Elle complète son témoignage :

« *Je n'ai pas eu de figure parentale présente et très bien, donc je me dis que moi je vais être une mère horrible, que je ne suis pas à la hauteur d'avoir des enfants.* ». Elle ajoute : « *Je n'ai pas envie d'être comme mes parents, de répéter les mêmes erreurs et je veux donc sortir du schéma et ne pas avoir d'enfants* ». Comme vu précédemment, la peur de reproduire des comportements amenant des difficultés freine le désir d'enfant. La peur de transmettre des maladies, d'exercer une pression, de reproduire des comportements parentaux qui ont été vécus comme douloureux. Les citations de Maya mettent en avant ce dernier point. Pour elle, impossible de s'éloigner des comportements de ses parents : elle craint trop fortement de reproduire « *les mêmes erreurs* » dont elle a souffert, et qui l'a amenée à être « *en rupture* ».

Maya questionne aussi la norme de la parentalité, elle dit avoir « *été conçue, dans cette idée, dans ce rôle que en tant que femme tu dois avoir des enfants. A présent je vois plus du tout ça comme une norme.* » Maya se dit en plein questionnement sur le choix d'une vie avec des enfants ; pour elle, avoir des enfants était ressenti comme quelque chose allant de soi, de normal avant ses 12-13 ans, une attitude qu'elle questionne fortement aujourd'hui.

Elle pose aussi la question du partenaire et de la durée de la relation : comme elle le dit : « *j'aimerais pouvoir être avec cette personne au moins jusqu'à sa majorité (de l'enfant), ses 18 ans* ». Cependant, « *le problème c'est que je ne pense pas pouvoir vivre avec quelqu'un pendant 18 ans, je pense que je m'en laisserais, c'est une autre raison pourquoi je n'ai pas envie d'avoir d'enfants.* » Maya s'interroge alors sur le fait d'élever seule un enfant, notamment avec l'exemple de son cousin éduqué seulement par sa tante. Maya dit avoir « *du mal à me positionner sur ça, s'il faut deux figures ou pas* ».

Dach

Dach aussi questionne les relations amoureuses vis-à-vis de son désir d'enfant ; l'amour est une chose bien trop instable qu'elle oppose à une nécessaire stabilité pour avoir un enfant. Pour elle, les « *relations humaines, on va dire classique, ne m'allaient pas, comme le couple classique.* » Elle détaille son propos : « *je trouve qu'un couple qui repose sur un contrat d'amour, la chose la plus instable sur terre* » est inadéquat avec le fait d'avoir des enfants : « *tu as plein d'enfants qui sont foutus en l'air à cause de ça* ». Nous retrouvons à nouveau la crainte de nuire à son futur enfant, ici par une relation instable de la part des parents.

Pour Dach, ce rapport au couple classique -et donc à la parentalité- est en train d'évoluer : *« beaucoup de choses sont en train de changer là-dessus, je sens qu'il y a une révolution là-dedans, peut-être que les gens vont se dire je ne fais pas d'enfants avec mon amoureux ou mon amoureuse mais avec des amis, quelque chose comme ça ».*

Le parent est aussi vu pour Dach comme devant être modèle, là aussi dans l'idée de ne pas nuire à l'enfant. Dach *« ne souhaite pas »* avoir ce rôle, pour elle *« tu as pris vingt à trente ans pour te forger une personnalité, être sûr de toi, savoir ce que tu veux pour finalement mettre tout ça de côté au moment où tu as des enfants, parce que tu as des responsabilités, tu dois être le parent modèle »*. On ressent chez elle l'envie de construire sa personnalité en dehors du cadre, de valoriser un parcours de vie autre.

Dach ajoute *« je pense que l'on n'a pas besoin d'un enfant pour être complet dans notre vie »* ; elle cherche alors à valoriser *« la culture, mes amis, ma famille, ce sont des choses qui vont me nourrir bien plus que l'hypothèse d'un enfant idéal »*. Pour Dach, il y a *« tellement de choses excitantes dans la vie, je n'ai pas envie de me mettre de côté pour faire des enfants parce que c'est aussi un sacrifice d'être maman »*. Ce choix implique aussi une solitude pensée, comme dans le cas de Claire, avec le vieillissement. *« Qu'est-ce que je ferai à quarante ans, quand tout le monde aura des gosses et sera marié, moi je serais toute seule, c'est plein de questions qui m'ont effleurées. »*. Valoriser des engagements amicaux et sociaux semble la réponse apportée par nos deux intervenantes à cette solitude projetée avec le vieillissement. Dach parle aussi de l'horloge biologique qui *« tellement injuste »*, qui rentre en tension avec les études longues et le souhait d'avoir un enfant à un âge toujours plus avancé de part des contraintes socio-économiques :

« Tu as jusqu'à tes 35 ans pour avoir un enfant, après tu ne peux plus. Nos études elles sont beaucoup plus longues, un bachelor ça ne vaut presque plus rien dans n'importe quelle étude, tu fais un master, tu as rapidement trente ans, tu commences juste à t'installer, à essayer de vivre et tu dois tout de suite te poser la question de l'enfant, avec qui tu te poses, ce qui est assez difficile. » (Dach).

Tout comme Sophie, Daisy et maintenant Dach, les contraintes professionnelles sont évoquées, Dach fait le lien avec le temps d'étude qui s'allonge.

Soraya

Soraya par son témoignage nous ramène à la volonté de ne pas répéter des traumatismes subis pendant l'enfance. Elle exprime aussi l'idée de n'être pas prête pour la parentalité, liée à un ressenti personnel et à des liens familiaux marquants :

« Après au niveau personnel, mes amis me disent souvent que je n'ai pas assez confiance en moi. J'ai une relation très particulière avec ma mère et plutôt inexistante avec mon père. Je n'ai pas l'impression d'avoir le bagage émotionnel, la capacité, la maturité et aussi cette impression étrange parfois de répéter les schémas de ma mère. Des schémas qui ne m'ont pas été bénéfiques pendant mon enfance ; je me dis est-ce que je vais faire pareil, est-ce que si j'ai un enfant je m'énerverai aussi vite ? » (Soraya)

Elle témoigne que sa mère a vécu beaucoup d'abus domestiques, lui laissant de profonds traumatismes dans lesquels Soraya a dû grandir, ce qui l'amène à penser :

« Du coup, parfois je me dis que je ne dois pas avoir d'enfant pour couper la ligne traumatique, je n'ai pas envie de repasser ça à quelqu'un d'autre, d'impliquer quelqu'un d'autre dans nos histoires de famille. » (Soraya)

Elle dit avoir été expliquée son choix très rapidement à son partenaire actuel, qui partage et comprend ce choix. Son ancien partenaire avait envie d'avoir des enfants, ce qui mettait Soraya dans une situation délicate, elle voyait le « *le bonheur que ça lui donne d'être avec un enfant, de parler avec des jeunes parents (...) il en parlait souvent avec ses potes qui voulaient des gosses bientôt et je voyais qu'il avait envie* ». Ce qui amène Soraya à conclure « *pour lui je l'aurais fait* ». Ce portait nous montre que le désir d'enfant n'est en rien quelque chose de figé, mais bien en évolution, un désir ultérieur contredisant parfois un désir antérieur, au rythme de la vie.

Armand et David

Armand et David ont lors des entretiens exprimés majoritairement la crise climatique comme raison principale à un non-désir d'enfant. Armand met aussi en avant son célibat. Il semble intéressant de noter que pour David, même sans crise climatique, son désir d'enfant resterait absent, en raison de valeurs inadéquates portées par la société :

« Même sans crise climatique, si la société garde les mêmes valeurs, alors non je ne voudrais pas d'enfant. Je militerais toujours dans les mouvements pour les droits sociaux, de désobéissance civile, je ne suis fondamentalement pas en accord avec cette société. » (David)

Pour David alors, ne pas avoir d'enfant a aussi une portée militante. Il cherche effectivement à toucher à travers son choix d'une vie sans enfant, pour montrer que chez lui la crise climatique est incarnée au point de ne pas désirer d'enfant. D'une certaine façon, il aimerait alerter des bouleversements à venir par un choix fort qui peut pousser à la réflexion. David dit aussi s'appuyer sur une forme différente de famille, avec des liens amicaux et communautaires.

5.8 Discussion intermédiaire

Désirer une vie sans enfant ne peut pas se comprendre qu'à travers un seul prisme. Nos intervenants mettent en avant un panel large de motivations ; ils ont évoqué des expériences de vies intimes lors des entretiens pour rendre compte de ce désir qui les anime. A la suite de leur portrait, il nous est possible de thématiser plusieurs points partagés et centraux chez nos intervenants

Premièrement, le souhait de ne pas répéter des actes négatifs sur des enfants. Des actes, des traumatismes vécus le plus souvent pendant leur enfance et par leurs parents qu'ils craignent de mettre en œuvre à leur tour sur leurs enfants. Le témoignage d'André, Hélène, Maya et Soraya est particulièrement frappant et éclaire ce point : une enfance jugée difficile amène la crainte de répéter des actes qu'elles ou ils ont subi. La présence de troubles mentaux dans la famille ou chez soi amène la peur d'amener chez son enfant ces troubles et de le voir en souffrir. Est aussi mis en avant, la crainte de mettre une pression excessive sur son enfant, de ne pas savoir comment faire, d'être un mauvais parent. Toutes ces motivations freinent le désir d'enfant.

Deuxièmement, le non-désir d'enfant passe par l'envie de s'écarter d'une norme familiale classique qui n'est pas vue comme épanouissante et souhaitée. La norme du « faire-famille » (Debest, 2014) est fortement présente dans le récit de nos intervenants, parce qu'ils s'y opposent : pour eux, fonder une famille n'est pas un objectif de vie, mais bien une norme, un comportement appris dès le plus jeune âge et qui n'est pas perçu comme source

d'épanouissement. Cette perception est le plus souvent fondée par des expériences d'enfant en difficultés dans des cadres familiaux, notamment lors du divorce. Ainsi, la norme familiale est vue comme source de difficultés aussi bien pour nos intervenants que pour un hypothétique enfant. Il s'agit alors de vivre une vie en dehors de ce cadre familial, où l'on valorise d'autres pratiques, comme le métier, les amitiés et les passions. Les témoignages de Claire, Daisy, Hélène et Dach sont particulièrement éclairants sur ce point. Des relations sociales sont aussi mises en avant : comme la possibilité de « faire-famille » autrement en favorisant un mode de vie communautaire, notamment en colocation. Aussi, en insistant sur l'importance des relations amicales, que l'on ne veut pas perdre, et qu'un enfant pourrait mettre en danger. Nos interrogés vont cultiver alors des relations amicales sincères et significatives. La remise en question de la norme familiale passe aussi par un rejet du couple classique, notamment pour Hélène et Dach. Un rejet par le fait de voir l'amour comme bien trop instable, remettant en cause la possibilité de relations longues et sincères. Ce qui nous ramène à la crainte d'agir négativement sur son enfant, notamment par une séparation ou un divorce.

Troisièmement, les répondants évoquent des conditions socio-économiques qui sont jugées inadéquates avec l'accueil d'un enfant. Notamment pour Sophie, qui met en lien ces conditions avec son choix d'avorter. Par ailleurs, un métier contraignant, comme celui de Sophie, rend la parentalité difficilement réalisable. Alina met en avant le chômage comme un moment de doute réduisant le désir d'enfant. Des métiers passions, gourmands en temps mais vecteurs de liberté sont difficilement compatibles avec la parentalité comme mit en avant par Daisy et Claire.

Vivre sans enfant est un défi. Même si nos intervenants soulignent et s'accordent sur une plus grande acceptation de ce choix aujourd'hui. Pourtant ce choix, au niveau de leurs proches, est souvent peu pris au sérieux. Le chemin semble encore houleux, à défaut de susciter des tensions. La solitude est une crainte exprimée dans le désir d'une vie sans enfant, notamment au moment de la vieillesse. En réponse, le mode de vie communautaire et de nombreuses relations amicales sont mis en avant pour contre-carrer la perspective d'une possible solitude.

Enfin, vis-à-vis des partenaires amoureux, très peu de tensions semblent découler de ce choix, à l'exception d'André qui invoque l'envie de ne pas avoir d'enfants comme l'une des raisons de sa séparation avec son ancienne partenaire. Les partenaires partagent et, ou, comprennent ce choix. Ils ont peut-être été choisis aussi en fonction de leur ouverture sur ce point.

6. Discussion des résultats et conclusion

La tenue des entretiens a permis d'obtenir de nombreuses informations sur nos répondants, d'avoir des profils complets. Qu'avons-nous appris et qu'impliquent les résultats de cette recherche ? Nous voyons nos résultats comme une compilation de témoignages. Une compilation qui permet d'éclairer, à un moment donné, l'intention de vivre sans enfant. Par nos questions de recherche, nous cherchions à montrer et comprendre l'existence d'un lien entre cette intention et la crise climatique. Bien évidemment, et la littérature nous l'a démontrée, le désir tout comme le non-désir d'enfant ne peut être résumé à une seule raison. Il en va de la complexité de nos choix de vie, une complexité qui fut illustrée par les entretiens. Nos résultats montrent à quel point les raisons invoquées face à la crise climatique cohabitent avec des raisons plus larges pour ne pas vouloir d'enfant.

L'intention de fécondité est façonnée par le contexte social. Elle est une construction sociale, évoluant au fil des cadres sociaux et des normes. L'intérêt de cette recherche était de montrer comment un phénomène comme la crise climatique vient s'ajouter ou rencontre les injonctions sociales préexistantes. Les entretiens nous l'ont montré, les personnes interrogées se disent sensibles, touchées par la crise climatique. Cet affect les pousse à adapter leur comportement, et l'affect devient alors central pour aider l'individu à refuser l'injonction sociale.

La crise climatique apporte une grande incertitude quant à l'avenir. Cette incertitude est vectrice d'émotions. Des émotions que nous retrouvons dans nos entretiens : la colère, la peur, la tristesse et l'angoisse, et qui sont similaires à celles décrites dans le cadre de l'éco-anxiété (Pikhala, 2020). Cette incertitude, renforcée par les émotions décrites, semble réduire fortement le désir d'enfant chez les répondants. Cette incertitude est partagée par l'ensemble de nos interrogés et constitue un résultat central. Le futur est vu comme incompatible avec une vie supplémentaire qui risque d'être menacée. En somme, pour reprendre les mots d'un répondant : « comment pourrais-je imaginer l'avenir d'un enfant si je considère mon propre avenir comme

menacé ? » Un fort pessimiste vient teinter tous nos entretiens. Un manque de confiance envers nos institutions socio-économique, actrices de la crise climatique est présent et anime ce pessimisme. Nous avons pu ainsi décrire l'éco-anxiété et son implication dans les intentions de fécondité.

La question de la population revêt un rôle particulier dans la réduction de cette intention de fécondité face à la crise climatique. Comme nous l'avons montré, pour une partie de nos interrogés, ne pas désirer d'enfant passe par l'envie de ne pas participer à la surpopulation et d'ajouter un enfant « sur-consommateur » de ressources à la planète. Ce point de vue est illustré à de nombreuses reprises dans la littérature (Helm et al., 2021). Ce point de vue considère nos modes de vies et de consommation comme inadaptés et inchangeables. Cependant, cette vision est contestée par certains de nos interrogés : pour eux, considérer que l'impact écologique d'un enfant est une réduction. Pour eux, sans la responsabilité face à la crise climatique, la population n'est que secondaire face au système socio-économique. Nous retrouvons pleinement le débat qui anime la littérature : la population est-elle responsable de la crise climatique ? Doit-on alors la limiter pour réduire notre impact sur le milieu environnemental ? La réponse de notre échantillon est à deux vitesses, à l'image de la littérature.

Nos résultats montrent ainsi que la taille de la population peut ne pas être incriminée dans le choix d'une vie sans enfant pour des raisons climatiques. Une partie de nos interrogés critiquent ce lien, sur la base des arguments évoqués. La présence de cette critique dans la parole des répondants d'étude ne semble pas encore documentée dans la littérature que nous avons compilée. Ainsi, ne pas désirer d'enfant découle pour certains répondants de notre échantillon seulement de l'inquiétude de l'avenir et aussi de l'envie d'interpeller par ce choix. Nous confirmons, d'une certaine façon, le pari de Jade Sasser (2018) qui voit la possibilité d'un non-désir d'enfant pour des raisons climatiques en dehors d'un discours néo-malthusien.

Un point central est cependant partagé par nos interrogés : notre système socio-économique est inadapté au défi du changement climatique. La population peut être vue comme un problème, dans le sens où elle vient rendre encore plus difficile le changement dans ce domaine. La posture inverse consiste à postuler que les modes de vies découlent d'une structure systémique qu'il faut changer, la taille de la population n'y changeant rien.

Les études que nous avons mises en avant dans la revue de littérature, notamment celle de Helm et al. (2021) montrent des résultats similaires. Le non-désir d'enfant pour des raisons climatiques est ancré dans la crainte d'un avenir incertain et l'envie de ne pas amener un sur-consommateur supplémentaire. Ces deux facettes semblent être au centre des non-désir d'enfant pour cause de crise climatique. Il semblerait intéressant de creuser ces deux aspects, notamment dans un cadre théorique différent, celui du structuralisme des passions (Lordon, 2013). Il s'agirait alors de voir l'implication de l'affect écologique, et de considérer le rapport émotionnel aux questions écologiques, dans une perspective structurelle. Comment cet affect peut-il tendre à redessiner les structures qui nous font nous mouvoir ? Comment face à l'absence de réponse collective à la crise climatique, l'affect écologique peut-il pousser à questionner des choix aussi profonds que celui d'avoir un enfant ? Mais aussi, quelle place pour l'affect, qui par définition est individuelle, comment peut-il aussi devenir collectif, annihilant le sujet, pour créer une dynamique affective collective écrasant les structures climatiquement mortifères dans lesquelles nous vivons ?

Dans une perspective du parcours de vie, on se pose plutôt les questions suivantes. Quand est-il de la pérennité de ce choix ? Est-il amené à rester stable ou peut-il changer ? Comme dit précédemment, nous avons mobilisé une compilation de témoignages, qui à un moment donné, montrent des intentions de fécondité chamboulées par la crise climatique. Cependant, une très large partie de nos interrogés disent n'avoir jamais désiré d'enfant. Seulement les témoignages de Sophie, Alina, Daisy et Armand décrivent la présence d'une envie qui ne peut se réaliser car les conditions qu'elles et ils valorisent ne sont pas réunies. L'absence de ce désir tout au long du passé de l'individu signifie-t-il que la crise climatique a joué un rôle dans sa formulation ? La crise climatique est-elle un facteur supplémentaire rendant la parentalité encore plus incompatible avec la trajectoire de vie envisagée ? A défaut de suivi longitudinal, nous ne pouvons que laisser ces questions en suspens. Nous avons cependant constaté l'imbrication forte d'un ensemble large de motivations au moment de l'entretien.

De fait, de multiples raisons sont évoquées pour expliquer le désir d'une vie sans enfant. En dehors des considérations de la crise climatique, un panel de motivations profondes, forgées dans des expériences marquantes semblent à l'origine du non-désir d'enfant. L'individu se propose de mener une vie florissante et valorisable sans enfant et la crise climatique ne vient que conforter ce choix. Nos résultats vont ainsi surtout compléter ce que nous savons déjà sur l'infécondité volontaire. Nous retrouvons effectivement des ressemblances entre cette étude et

notamment avec les travaux de Charlotte Debest (2014). On retrouve dans nos témoignages l'envie d'une plus grande liberté, de s'émanciper d'une parentalité perçue comme contraignante. On retrouve aussi la présence fréquente de métiers captivants, des métiers passions. Nous avons apporté un éclairage sur comment la peur de répéter des actes traumatiques peut limiter fortement le désir d'enfant. Enfin le rôle des conditions économiques optimales a aussi été mis en avant pour expliquer un report de la fécondité.

Il est possible, comme l'argumente Passau (2021) que la crise climatique est un évènement qui permet aux individus de rendre compréhensible un désir (le désir de vie sans enfant) encore peu compris. En d'autres termes on peut voir la crise climatique comme une justification du désir de vivre sans enfant, une justification face à une norme qui discrimine et stéréotype ce désir. Elle tendrait alors à être une justification intelligible face à la difficulté de se positionner hors de la norme du « faire-famille » (Debest, 2014)

Cependant, nous pensons, à l'aune des témoignages récoltés, que la crise climatique constitue aussi une contrainte propre, un mécanisme influant de manière indépendante sur les intentions de fécondité. Notamment, la peur et l'incertitude qui constituent l'avenir sous l'angle de la crise climatique pourraient s'étendre et gagner une partie plus importante des générations. Au-delà de la peur, on peut parler d'un espace qui pourrait se créer plus largement pour les générations à venir, un espace de possibles normatifs, qui permettrait d'orienter sa vie différemment. Ces discours témoignent d'un chemin de réflexion sur ses propres envies, notamment d'enfant. Ainsi, la crise climatique vient renforcer, interroger toujours plus nos choix de vie, les bifurcations de vie perçues comme "normales" jusqu'il y a peu. Nos interrogés semblent user de leur agentivité pour naviguer entre une contrainte qu'est la crise climatique et un désir – peut-être plus flou et vacillant avant la prise de conscience du problème environnemental- d'une vie sans enfant. Au niveau du parcours de vie, la crise climatique pourrait peut-être jouer le rôle d'évènement de « bifurcation » (Robin, 2016), un évènement qui remet en question l'accès au rôle parental.

Selon le cadre théorique du parcours de vie que nous avons suivie, nous voyons que la crise climatique crée un contexte historique particulier. Un contexte qui amène des évènements individuels – tel que la prise de conscience écologique – ce dernier construit un affect écologique, qui nous l'avons vu pousse à questionner l'organisation de sa vie et à fortiori sa trajectoire. La transition vers la parentalité est alors encore plus fortement refusée ou est mise

en attente. L'agentivité de l'individu est en action, quelle marge de liberté possède-t-il face à des événements qui le pousse à se questionner ? L'individu peut faire le choix de refuser la parentalité car cette dernière perd du sens au niveau personnel et social, ce choix est influencé par la crise climatique qui en raison d'un contexte historique particulier en fait un événement individuel porteur de sens et de questionnement. L'individu fait preuve d'agentivité, d'une capacité d'agir sur son parcours – le choix est forgé par l'interaction entre ce qui entoure l'individu et ce qu'il ressent.

Si la crise climatique va en s'empirant, comme le prédisent les estimations scientifiques, il est probable que ce non-désir d'enfant se maintienne auprès de nos répondants. Il s'agit d'une hypothèse qui ne peut être vérifiée, en dehors d'un suivi au long terme de notre échantillon. La crise climatique est une crise exceptionnelle : l'humanité n'a jamais été confrontée à un tel défi. Les crises sociales et économiques poussent à un report de la fécondité, nous l'avons montré dans la revue de littérature. Quand sera-t-il de la crise climatique ? Notre enquête montre que la crise climatique peut impacter les intentions de fécondité. Cependant, à cause de la faiblesse de notre échantillon, nos résultats ne sont pas généralisables à l'ensemble de la population. Cette faible généralisation est aussi renforcée par l'âge et le niveau d'étude peu diversifiés de notre échantillon : un échantillon plutôt jeune et diplômé avec un âge médian à 25 ans. A cet âge, les intentions peuvent être encore mouvantes. De plus, comme le montre De Rose et Testa (2013) avec des données quantitatives européennes à large échelle, malgré une forte sensibilité à la crise climatique l'intention de fécondité semblent rester en place. Nous pensons qu'à l'heure actuelle, où les effets de la crise climatique ne restent que peu expérimentés en Suisse, le report de la fécondité pour des raisons climatiques ne restera que minoritaire et ne concernera que des personnes qui voient de toute manière une vie sans enfant comme une option valable pour leur parcours de vie.

Qu'impliquent ces résultats et quelles limites comportent-ils ? Premièrement, le non-désir d'enfant est un phénomène non négligeable aujourd'hui dans les pays occidentaux, et il mérite le regard des sciences sociales. Le choix d'une vie sans enfants est forgé par des expériences, des ressentis multiples qui forment un champ d'étude vaste. Nos entretiens montrent par ailleurs toute l'implication de la crise climatique pour l'organisation de nos vies. Chez nos interrogés, le désir d'enfant constitue une problématique plus personnelle, un questionnement sur les envies, les besoins qui rythment notre parcours de vie. Ainsi, la crise climatique ne fait qu'amplifier et rejoindre la volonté de vivre une vie sans enfant.

Une plus grande écoute et bienveillance, notamment en matière de santé mentale, semble nécessaire pour aborder cette génération qui se dit tiraillée et anxieuse sur son futur. Une vie sans enfant peut tout à fait être florissante et valorisée, cependant les inquiétudes décrites par nos intervenants ne peuvent être mises à l'écart et témoignent de la nécessité de la visibilité dans les stratégies de promotion de la santé mentale des pays occidentaux.

En plus de cette insistance sur une santé mentale préservée et d'une écoute, des changements structurels et une implication publique totale sur les problématiques du dérèglement climatique est plus que nécessaire. Comme réponses aux craintes de nos interrogés et comme préservation de notre milieu.

Nos résultats comportent, par la méthodologie utilisée, des limites. Effectivement, le nombre d'entretiens mené est faible. Notre étude, en ce sens, est plus de l'ordre de l'exploratoire, de la prospection. Les profils de nos interrogés, par leur âge, entre 18 et 30 ans et leur niveau de formation portent le témoignage d'une partie de la population : jeune et avec un niveau de formation relativement élevé, tous nos intervenants ayant poursuivis des études après la scolarité obligatoire. Ce constat rejoint celui de la littérature, notamment sur la corrélation entre niveau d'étude et conscience écologique (Sessego et Hebel, 2019).

Au regard des inquiétudes exprimées par certain interrogés sur le vieillissement au cours d'une vie sans enfant, notons la présence dans la littérature sur cette problématique (Sauvain-Dugerdil, 2018). Notre étude peut servir de point de repère pour des comparaisons sur des profils de personnes vivants sans enfant plus âgés, notamment sur la stratégie de vivre en communauté ou d'entretenir un cercle social signifiant et porteur ? Existe-t-il des personnes âgées qui n'ayant pas eu d'enfant, ont valorisé un mode de vie communautaire ou un relationnel fort ? Qu'est-ce que ce mode de vie implique pour le vieillissement et comment s'organise-t-il ? Une esquisse de problématique peut se dessiner.

Comme dit précédemment, nos résultats permettent d'éclairer chez une génération l'importance de la problématique climatique. Terminons ainsi : notre étude montre à quel point la crise climatique peut être sur-individualisée. Cette sur-individualisation est, nous pensons, une réponse à l'inaction collective et politique sur la crise climatique. Cependant, cette sur-individualisation semble injuste, car nos résultats tendent à le démontrer, elle découle d'un

affect qui touche une partie de la population bien précise. Certaines personnes sont plus touchées que d'autres par la crise climatique et individualisent alors la responsabilité de cette dernière. Il faut ainsi espérer que cet affect puisse se généraliser pour qu'il puisse pousser à détruire et transformer les structures non-durables dans lesquelles nous vivons. Il ne faut que souhaiter la fin de ces structures, économiques, sociales et politiques qui marchandisent et détruisent l'aspect le plus central et fondamental des vies humaines : la nature.

7. Bibliographie

Andrijevic Marina et Striessnig Erich (2017), “*Less Feet, Less Footprint: The Relationship Between Environmental Concern and Fertility Intentions*”, Communication conference Cape Town.

Arnocky Steven, Dupuis Darcy et Stroink Mirella L. (2012), Environmental concern and fertility intentions among Canadian university students, *Population and Environment*, vol. 34, pp.279-292.

Barandiaran Javiera (2020), On Infertile Ground by Jade Sasser, *Society and Space*, (en ligne), <https://www.societyandspace.org/articles/on-infertile-ground-by-jade-sasser>

Barthelemy Charlotte (2021), *Crise écologique et quête de sens. Analyse de dix engagements individuels à travers leurs récits et parcours*, Mémoire de master, Faculté des sciences économiques, sociale, politiques et de communication, UCL Louvain.

Bauman Zygmunt (2007), *Liquid Times: Living in an Age of Uncertainty*, Cambridge: Polity.

Blackstone Amy et Steward M. D. (2016), There’s more thinking to decide how the childfree decide not to parent, *The Family Journal*, vol. 24, pp.296-303.

Boutaud Auélien et Gondran Natacha (2017), L’empreinte écologique à l’épreuve des inégalités, *Revue Projet*, N°356, pp.6-9.

Buchmann, M. et Steinhoff, A. (2017), Social inequality, life course transitions and adolescent development, *Journal of Youth and Adolescence*, 46 (10), pp. 2083-2090.

CORE (2014), *Malthusian Economics*, Unit 2, pp. 1-13.

Charbit Yves (2005), Capitalisme et population : Marx et Engels contre Malthus, *Revue d’histoire des sciences humaines*, n°13, pp. 183-208.

Charruault Amélie (2020), Le paradigme du parcours de vie, *Informations sociales*, n°201, pp.10-13

Chancel Lucas et Piketty Tomas (2015), *Carbon and inequality: from Kyoto to Paris*, Paris: Paris School of Economics.

Commoner Barry (1971), *The Closing Circle: Nature, Man and Technology*, New York: A. A. Knopf

Commoner Barry (1972), The environmental cost of economic growth, in : Ridker R.G. (Dir.), *Population Resources and the Environment*, Research Report Commission on Population Growth and the American Future, vol. III, pp. 339-363

De Rose Alessandra et Testa Rita Maria (2013), Climate Change and Reproductive Intentions in Europe, *Vienna institue of Demography Working Papers*, vol. 9, pp. 1-19.

Debest Charlotte (2014), *Le choix d'une vie sans enfant*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Debest Charlotte, Mazuy Magali, l'équipe de l'enquête Fecond (2014), Rester sans enfant : un choix de vie à contre-courant, *Populations Et Sociétés*, numéro 508.

Dumont Arsène (1890), *Dépopulation et civilisation, étude démographique*, Paris : Lecrosnier et Babé.

Eggerick Thierry (2015), Régimes et transitions démographiques en Europe de l'Ouest. Un essai de synthèse, *Annales de démographie historique*, n°9, pp. 113-148.

Ehrlich P. R. (1968), *The Population Bomb*, New York: Ballantines Books.

Ehrlich P. R. et Holdren J. P. (1972), Impact of population growth, in : Ridekrr R. G. (Dir.), *Population Resources and the Environment*, Research Report Commission on Population Growth and the American Future, vol. III, pp. 366-377.

Elder Glen, Johnson Monica et Crosnoe Robert (2003), The Emergence and Development of Life Course Theory, in: Mortimer J., Shanahan J., (eds), *Handbook of the Life Course*, pp. 3-19.

Elder Glen, Shanahan M. J., Clipp E. C., (1994), When War comes to Men's Lives : Life-course patterns in family, work and health, *Psychology and Aging*, Vol. 9, Issue 1, pp.5-16.

Elder Glen (1974), *Children of the Great Depression: Social Change in Life Experience*, Chicago: University of Chicago Press.

Engels Friedrich (1960), *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris : Editions sociales.

Etchelou A. (1991), « Transition démographique et système coutumier dans les Pyrénées occidentales », *INED Travaux et Documents*, Cahier N°129.

Ghimire, D. J. et Mohai P. (2005), Environmentalism and contraceptive use: How people in less developed settings approach environmental issues, *Population and Environment*, vol. 27, pp. 29-61.

Goldscheider Frances, Bernhardt Eva, Lappegard Trude (2015), The Gender Revolution: A Framework for Understanding Changing Family and Demographic Behavior, *Population Council*, Vol. 41, n°2, pp. 207-239.

Grossetête Matthieu (2019), Quand la distinction se met au vert, *Revue Française de Socio-Economie*, n°22, pp. 85-105.

Hardin Garrett (1968), The Tragedy of the Commons, *Science*, Vol. 162, pp. 1243-1248.

Helm Sabrina, Kemper Joya A., White Samantha K. (2021), No future-no kids, no future? An exploration of motivations to remain childfree in times of climate change, *Population and Environment*, vol. 43, pp. 108-129.

Hendrixson Anne, Ojeba D., Sasser J., Nadimpally S., Foley E., Bhatia R.,(2020), Confronting populationism : Feminist challenges to population control in an era of climate change, *Gender, Place and Culture*, Vol. 27, n°3, pp. 307-315.

Inglehart Ronald (1997), *Modernization and Postmodernization : Cultural, Economic, and Political Change in 43 Societies*, Princeton : Princeton University Press.

IPCC (2014), *Climate Change 2014: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Geneva: IPCC.

IPCC, (2021): Summary for Policymakers. In: *Climate Change 2021: The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Masson-Delmotte, V., P. Zhai, A. Pirani, S.L. Connors, C. Péan, S. Berger, N. Caud, Y. Chen, L. Goldfarb, M.I. Gomis, M. Huang, K. Leitzell, E. Lonnoy, J.B.R. Matthews, T.K. Maycock, T. Waterfield, O. Yelekçi, R. Yu, and B. Zhou (eds.)]. In Press.

IPCC (2022) : Summary for Policymakers [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, M. Tignor, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem (eds.)]. In: *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press. In Press.

Jollivet Marcel (2020), Un recours de dernière chance face à l'urgence : les quotas d'empreinte écologique, *Nature Sciences Sociétés*, Vol.28, pp. 190-191.

Kellerhals,J. and Widmer,E. (2007). Social stratification, cohesion and conflict in contemporary families in: Bonvalet, C. and Ogg, J. (Eds). *Measuring family support in Europe*. Southern Universities Press, pp. 161-172.

Korten D. C. (1995), *When Corporations Rule the World*, San Fransisco: Berret-Koehler Publishers.

Kohler Hans-Peter, Billari Francesco C., Ortega José Antonio (2004), The Emergence of Lowest-Low Fertility in Europe During the 1990s, *Population and Development Review*, vol. 28, Issue 4, pp. 641-680.

Landry Adolphe (1934), *La révolution démographique : études et essais sur les problèmes de la population*, Paris : Sirey.

Lee, R. (1990), The Demographic response to economic crisis in historical and contemporary populations, *Population Bulletin of the United Nations*, (29), pp. 1-15

Lesthaghe Ron (2011), The “Second Transition Demographic” : A Conceptual Map for the Understanding of Late Modern Demographic Developments in Fertility and Family Formation, *Historical Social Research / Historische Sozialforschung*, Vol. 36, N°2, pp. 179-218.

Malm Andreas (2017), *L'anthropocène contre l'histoire, Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris : La Fabrique.

Malthus Thomas Robert (1803), *An Essay on the Principle of Population*, 2nd Edition, Londres : J. Johnson.

Mo Silje Mari (2021), *Childfreedom as Climate Action. Experiences of Pronatalist Pressures and Gendered Expectations Among Members of the Birthstrike Movement*, Mémoire de master, Department of Health Promotion and Development : University of Bergen

O'Neill Brian, Liddle Brant, Jiang Leiwen, Smith Kirk, Pachauri Shonali, Dalton Michael et Fuchs Regina (2012), Demographic change and carbon dioxide emissions, *The Lancet*, vol. 380, issue 9837, pp.157-164.

Pailhé Ariane (2010), Effet attendu de la crise économique actuelle sur les naissances : quelques hypothèses, *Informations Sociales* (100), pp. 97-103.

Pailhé Ariane (2009), « La crise économique actuelle affectera-t-elle le nombre de naissances ? », *Portail Social Insee*, pp. 26-27

Passau Melissa (2021), *Ne pas avoir d'enfant en 2021 en Europe : les préoccupations climatiques au cœur du choix ?* Mémoire de master, Faculté de philosophie, arts et lettres : UCL Louvain.

Perrenoud Alfred (1979), *La population de Genève du seizième au début du dix-neuvième siècle. Étude démographique*. Genève : Société d'histoire et d'archéologie de Genève.

Pikhala Panu (2020), Anxiety and the Ecological Crisis : An Analysis of Eco-Anxiety and Climate Anxiety, *Sustainability*, vol.12, N°7836.

Pison Gilles (2011), Deux enfants par femme dans la France de 2010 : la fécondité serait-elle insensible à la crise économique ?, *Populations et Sociétés*, N°476, pp. 1-4.

Pison Gilles (2013), Les conséquences de la crise économique sur la fécondité en France et dans les pays développés, *Informations Sociales*, n°180, pp 22-30.

Rockström, J., W. Steffen, K. Noone, Å. et al. (2009). Planetary boundaries: exploring the safe operating space for humanity, *Ecology and Society*, 14(2), 32.

Robin P., (2016), Le parcours de vie, un concept polysémique ? *Les cahiers dynamiques*, Vol.1, n°67, pp. 33-41.

Rossier Clémentine, Bernardi Laura, Sauvain-Dugerdil Claudine (2021), Diversité des familles et bien-être en Suisse : cadre introductif à l'analyse de l'EFG 2013 et 2018, in : Rossier C., Bernardi L., Sauvain-Dugerdil C. (Eds), *Diversité des familles et bien-être en Suisse. Résultats des Enquêtes Familles et Générations 2013 et 2018*. Genève : LIVES.

Sasser Jade (2018), *On Infertile Ground : Population Control and Women's Right in the Era of Climate Change*. New York : New York University Press.

Sauvain-Dugerdil Claudine et Millogo Roch Modeste (2021), Une vie florissante sans enfant ? Le cas de la Suisse, in : Rossier C., Bernardi L., Sauvain-Dugerdil C. (Eds), Diversité des familles et bien-être en Suisse. Résultats des Enquêtes Familles et Générations 2013 et 2018. Genève : LIVES.

Sauvain-Dugerdil Claudine (2018), Une vie florissante sans enfant ? Le cas de la Suisse, *Lives Working Paper*, Vol.72.

Schneider-Mayerson Matthew, Ling Leong Kit (2020), Eco-reproductive concerns in the age of climate change, *Climate Change*, vol. 163, pp. 1007-1023.

Sessego Victoire et Hébel Pascale (2019), *Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures*, Paris : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie – CREDOC.

Sen Amartya (1995), Il n'y a pas de bombe démographique, *Esprit*, novembre, pp.118-147.

Sen Amartya (1981), *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford: Clarendon Press

Sirianni Carmen, Negrey Cynthia (2000), Working time as Gendered Time, *Feminist Economics*, 6:1, pp. 59-76.

Van Dalen Hendrik et Henkens Kène (2021), Population and Climate Change: Consensus and Dissensus among Demographers, *European Journal of Population*, vol. 37, pp.551-567.

Véron Jacques (2013), *Démographie et écologie*, Paris : La Découverte.

Vitiello Anna (2020), *Avoir des enfants à l'Anthropocène. A l'ère de la crise climatique, la procréation est-elle devenue une question épineuse ?* Mémoire de master, Faculté des Sciences, UCL Louvain.

Wackernagel Mathis et Rees William (2017), *Notre empreinte écologique*, Montréal : Éditions Eco sociétés.

Zaidi Batool, Morgan Philip S., (2017), The Second Demographic Transition Theory: A Review and Appraisal, *Annual Review of Sociology*, Vol. 43, pp.473-49

8. Annexe

	Âge	Genre	Niveau d'étude	Emploi actuel	État civil	Lieu et type de résidence
Daisy	30	Femme	Master Head	Chargée communication 60%	En relation	Lausanne, en couple
André	21	Homme	CFC employé de commerce (en cours)	Étudiant	Célibataire	Genève, studio
Armand	24	Homme	Master	Ingénieur 100%	Célibataire	Oyonnax, studio
Claire	30	Femme	Diplôme des Beaux-Arts	Artiste 100%	Célibataire	Fontainebleau, collocation
Alina	24	Femme	Master	Recherche d'emploi	En relation	Paris, studio
Sophie	29	Femme	Bachelor HES	Infirmière 100%	Célibataire	Froideville, studio
Maya	18	Femme	Études internationales (En cours)	Étudiante	Célibataire	Pays-Bas, collocation
Hélène	28	Femme	Master Head	Artiste 100%	En relation	Genève, collocation
David	25	Homme	CFC assistant en soin et santé communautaire	Aide-soignant 25%	En relation	Versoix, collocation
Dach	25	Femme	Master médecine (en cours)	Étudiant et emploi étudiante dans une salle de spectacle 25%	En relation	Genève, collocation

Soraya	25	Femme	Master Londres	Youth Worker Local Government 100%	En relation	Londres, colocation
Bérénice	30	Femme	Master	/	/	/

Grille d'entretien semi-directif – questions et relances.

Cet entretien est enregistré si consentement du participant.e.s, toutes données récoltées seront stockées en sécurité et utilisées pendant la durée de rédaction du mémoire puis détruite par la suite.

1. Parcours personnel et écologie.

- *Je vais aborder des questions relatives à l'écologie et à votre parcours de vie.*

Bonjour, avant toutes choses pouvez-vous vous présenter ?

- Quelle est votre emploi actuellement ? Avez-vous fait des études ?
- Avec qui vivez-vous ? Où avez-vous grandi ?
- Êtes-vous actuellement en relation avec un.e partenaire ?
- Comment estimeriez-vous votre état de santé actuel ?

Pouvez-vous me dire comment et à quel moment, l'écologie est rentrée dans votre vie / devenu sensible à l'écologie ?

- Comment définiriez-vous l'écologie ?

Qu'est-ce que l'écologie implique concrètement dans vos pratiques, vos choix dans votre vie ?

- Cela peut s'entendre comme un ensemble de contraintes, qu'en pensez-vous ?
- Participez-vous à des mouvements, groupes ou associations ? Depuis quand, qu'est-ce que cela vous apporte ?

Selon vous quelle place à l'écologie en Suisse ?

- Parmi vos proches / de façon générale / au niveau des décisions politiques ?
- Cette place est-elle amenée à changer selon vous ?

Que pensez-vous des problématiques futures ? Qu'est-ce que vous évoque le terme de « surpopulation » ?

Quelles solutions sont mobilisables selon-vous ?

2. Parcours personnel et lien à la parentalité.

- *Je vais à présent vous poser des questions sur votre volonté / désir de faire/avoir (ou ne pas faire/ avoir) d'enfants.*

Comment qualifieriez-vous votre parcours amoureux ?

- Ressentez-vous avoir noué un nombre important de « belles » relations, idée de confiance, cohésion et écoute ?
- Si vous êtes actuellement en relation, qu'est-ce que celle-ci vous apporte, vous sentez-vous écouter, en confiance ?
- Votre partenaire est-il au courant de votre volonté de ne pas avoir d'enfants ? ce souhait est partagé, discuté ou plutôt conflictuel ?

Comment qualifieriez-vous votre rapport aux enfants de manière générale ?

- Certains de vos proches ont-ils des enfants ? Participez-vous à l'aide de certaines tâches, qu'est-ce que cela vous inspire ?

Selon vous, dans le contexte de crise climatique, que signifie avoir un enfant ?

- Quel impact d'une naissance supplémentaire ?
- Est-ce possible d'avoir un enfant selon vous malgré la crise climatique ?

Avez-vous ressenti le désir / envie / projet d'avoir/de faire des enfants au cours de votre vie ? Si oui à quels moments, pour quelles raisons ?

A présent, qu'en-est-il de votre désir/ envie/ projet d'enfant ? Si à présent, non envie / désir -> question suivante ->

Quelles sont les raisons mobilisables, pour vous, dans le choix de ne pas avoir/faire d'enfants au cours de ces prochaines années ?

- Quelle place pour la crise climatique ?
- Quelle place pour d'autres raisons ? Sentez-vous libre d'exprimer un grand nombre de raisons.

Ce choix peut-il être amené à changer ? Si oui au travers de quelles ajustements/raison ?

Depuis quand, ce choix, cette volonté fait partie de votre vie ?

Vos proches sont-ils au courant de ce choix / motivation ? En avez-vous discuté avec eux, quelles réactions de leur part ?

Selon-vous qu'est-ce que ce choix / motivation, de vivre sans enfants, va amener dans votre futur ?